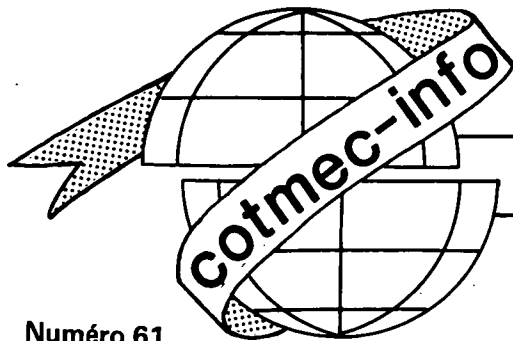




L'unité aux portes de la ville

Assise, l'an 1210. La nouvelle constitution qui fait de la ville une "commune" est proclamée au nom de Dieu et à la gloire du Christ. En larguant les amarres de la féodalité, le document prolonge la charte de paix rédigée sept ans plus tôt qui demandait que "... tous les hommes d'Assise soient tenus de s'aider les uns les autres à retenir tous leurs biens". *

A la même époque, François accompagné de quelques amis jette les bases de son mouvement. Il cherche à vivre son appel à la pauvreté et au service. La "commune" verrait d'un bon œil, dans ses murs, une fraternité qui se contenterait d'un maigre salaire pour s'occuper consciencieusement de ses pauvres. Le pape Innocent et l'évêque Guido sont du même avis. Dans la cité de Milan, à la même époque, les Humiliés ne font-ils pas un excellent travail ?

Dans la rencontre des lépreux, relégués à l'extérieur de la ville, François "constate l'existence d'une réalité humaine qu'Assise déclarait inexistante". Comme son nom ne l'indiquait pas, la "commune" avait aussi ses exclus... D'ailleurs, l'ancien marchand le savait bien : "le jeu fondamental d'Assise, c'était l'appropriation, et les règles du jeu favorisaient la nouvelle classe marchande". Comment dès lors vivre dans un tel cadre cet idéal de partage et de fraternité qui l'habitait ? Décidément, le Dieu d'Assise n'était pas le Dieu de François, Celui qui — en Jésus-Christ — demandait non seulement de ne pas accumuler les richesses mais de s'en servir pour tisser des liens entre les hommes.

C'est à l'extérieur d'Assise, à la petite chapelle de la Portioncule et à l'Hospice des lépreux tout proche, que le mouvement de François fixera son centre. C'est de cet espace "extra-territorial" qu'il expérimentera une liberté tellement communicative qu'elle semblera enflammer l'Europe. En quelques décennies, les frères et sœurs se compteront par milliers.

Que retenir de cette page d'histoire ? La fin de la semaine de l'unité nous suggère une réflexion. Genève aujourd'hui n'est pas Assise au XIIe siècle. Pourtant, une étape nécessaire de tout effort œcuménique ne consisterait-elle pas à se "déplacer hors de la ville" ? Dans un mouvement constant de l'Eglise pour mettre au centre de ses préoccupations, de ses solidarités, ceux que la cité a tendance à exclure, réfugiés, vieillards, miséreux — qu'ils vivent à notre porte ou à quelques heures d'avion. Dans un tel décentrement, protestants et catholiques feraient plus radicalement l'expérience de l'universel — que l'on ne découvre vraiment qu'au contact du plus pauvre — et retrouverait quelque chose de la liberté communicative de François aux portes de sa ville.

Dans un second temps — c'est très secondaire — rien n'empêche les confessions d'inscrire ce déplacement dans leur désignation. Parler de l'Eglise protestante de Satigny ou d'un futur évêque de Prébois (du nom des actuels centres d'accueil pour réfugiés) par exemple...

Proposition excessive ? Sans doute. Mais, reconnaissons-le, pas plus scandaleuse que celle que nous adresse l'auteur de la lettre aux Hébreux (13. 13) : "Jésus a souffert en dehors de la porte. Sortons donc à sa rencontre en dehors du camp en portant son humiliation."

* Les citations sont tirées du livre de David Flood : "Frère François et le mouvement Franciscain" (180 p. Ed. Ouvrières). La piété dont les saints ont généralement été entourés a souvent étouffé la portée sociopolitique de leur message. Un livre comme celui de ce franciscain rend à la vie de François toute la force d'interpellation qu'elle adressait aux chrétiens de son temps... et du nôtre.



ROME

Conférence de la FAO

Du 7 au 24 novembre la FAO a tenu sa 22ème conférence à Rome en présence des délégués de ses 156 pays membres. Il a été question de la conservation et de la libre circulation des semences. Car — le saviez-vous ? — les semences sont "top secret". Écoutez le directeur de la FAO :

"Nous avons proposé que les collections existantes soient réunies dans un réseau international placé sous la juridiction de la FAO, auquel les pays membres auraient accès. Les pays développés sont pour le statu quo. Nous voulions une convention internationale pour le libre-échange des ressources végétales. Ils ont tout fait pour ne pas être liés juridiquement et ont refusé d'accorder des ressources complémentaires



► ► à la FAO pour que ce réseau devienne véritablement international." Les 156 pays présents à la 22ème session de la FAO ont reconnu que "les ressources végétales font partie du patrimoine commun de l'humanité et devraient donc être accessibles sans restriction". Mais on est loin de la déclaration à l'application : par un artifice dont les organisations internationales ont le secret, cette résolution a été adoptée, mais huit pays industrialisés et non des moindres, Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Suisse et Japon, c'est-à-dire tous ceux qui comptent dans la création variétale, ont exprimé des réserves sur ce point de la résolution.

De telles informations donnent à penser et déterminent peut-être, pour les personnes qui se préoccupent de solidarité internationale dans les pays mentionnés ci-dessus, un programme d'action.

Faim et politique

Au cours de la même session, il a été remis un rapport extrêmement détaillé montrant que s'il n'y avait pas un recentrement radical des efforts sur l'agriculture dans un nombre important de pays, en l'an 2000, le tiers de l'humanité souffrirait encore de la faim.

Le problème de la faim, on s'en rend compte, plonge largement ses racines dans les choix politiques. C'est comme cela qu'il faut comprendre les propos d'Abdoulaye Wade (secrétaire général du parti démocratique sénégalais) lorsqu'il écrit : "Ce dont les populations africaines ont le plus besoin, présentement, ce n'est pas de nourriture mais de démocratie." Faisant le bilan d'un quart de siècle de coopération internationale avec les pays africains, l'auteur n'est pas tendre : "A l'intérieur de chaque pays, l'aide n'a bénéficié qu'à une minorité de nationaux, probablement moins de 2%, et elle a engendré beaucoup d'inégalité, qui explique largement l'instabilité politique chronique du continent." Selon lui, les politiques suivies ont souvent consisté à démoraliser le paysan en lui faisant supporter l'entretien d'une cohorte de fonctionnaires.

Etre plus critique sur l'aide apportée. L'affecter en priorité au soutien de l'agriculture; en faire un moyen de construction de la démocratie en permettant à des hommes et des femmes de la base de faire ou de refaire l'expérience de la responsabilité partagée. Voilà notre façon à nous, Occidentaux, de contribuer à long terme à la solution du problème de la faim. (Nous laissons de côté ici la question des échanges financiers et de la renégociation des dettes, qui ont sur le problème de la faim de lourdes conséquences, question qui représente une tâche autrement déterminante.)

d'après : SOEPI — Croissance des Jeunes Nations —
Le Monde

■ RWANDA Découverte archéologique importante

Le hasard du travail agricole et de la construction d'une route ont permis des découvertes très intéressantes sur le plan archéologique à Gasiza (Rwanda). Avec les procédés de datation actuellement utilisés, on a en effet pu découvrir que les restes d'une fonderie remontaient à l'an 685 avant Jésus-Christ.

Intéressant témoignage sur le passé de l'Afrique que l'on a si souvent ignoré, persuadés qu'il avait fallu l'arrivée des Blancs pour voir naître la civilisation !

A titre de comparaison, ce qu'on appelle le "premier âge du fer" est situé dans notre pays vers 750, suivi du "second âge du fer" vers 450 av. Jésus-Christ.

d'après : Dialogue

■ TIMOR Répression et silence

Selon Washington, la guerre du Timor-Orient est la plus meurtrière après celle du Cambodge de Pol-Pot. En sept ans — l'invasion indonésienne date de 1975 — le nombre des morts se situe entre 200.000 et 300.000 personnes. Sur une population totale de 600.000 habitants le compte est vite fait : entre la moitié et le tiers des Timorais ont disparu.

Pourquoi un tel silence entoure-t-il ce massacre ? La difficulté des communications ou plutôt la facilité, pour l'envahisseur, de les intercepter ? Sans doute, mais il y a certainement des raisons plus profondes, par exemple politico-commerciales. Un marché potentiel de 150 millions de consommateurs, tout le monde a intérêt à le ménager.

Changement de poste étonnant

L'Eglise, dans cette île, avait à sa tête un administrateur apostolique résidant à Dili — la capitale — depuis 1977. Ce Timorais âgé de 65 ans était très apprécié de son peuple dont il partageait les souffrances, tentant souvent de lui prêter sa voix. Or au printemps de cette année, Mgr Martinho da Costa Lopes était amené à donner sa démission. Les nombreuses lettres envoyées à Rome et la visite de Jean Paul II — une bonne visite, au demeurant, au dire de Mgr da Costa Lopes — n'ont rien changé.

Les prêtres timorais, pas consultés sur la nomination du nouvel arrivant, ont eu de la peine à l'accueillir : "... C'est un jeune garçon qui sort du séminaire qui vient gouverner." Etonnante histoire. S'éclairera-t-elle lors de la visite prévue par le pape en Indonésie l'an prochain ?

Une tâche d'information

Quand on ne peut rien faire pour un problème international, on peut encore en parler. L'opinion publique, au sein de la Cité comme au sein de l'Eglise, n'est-elle pas un moyen de sauver de l'oubli des dossiers que tout le monde a intérêt à égarer ?

d'après Témoignage chrétien / divers

■ CHILIENS A COINTRIN La lettre et l'esprit

Au début du mois passé, le nouveau droit d'asile était approuvé par les Chambres. Avant le vote, le conseiller fédéral Rudolf Friedrich avait rassuré : "Le fond n'est pas touché par la réforme, qui ne vise que la procédure, et le but de notre politique d'asile demeure inspiré par les principes humanitaires qui ont toujours été ceux de notre pays." Au point que certains ont pu légitimement se demander pourquoi de nombreuses prises de position — notamment dans le cadre de l'Eglise — avaient pu s'élever contre ces modifications.

La réalité, on l'a vue : c'est la photo de ce bambin venu du Chili pour écraser son nez sur la vitre qui le sépare de son père. Et le fait que l'on nous ait assurés que les visiteurs étaient repartis de leur plein gré ne fait que rajouter au malaise.

Il faut retenir la leçon et se méfier de ceux qui invoquent la stabilité des principes pour faire passer la modification d'une loi. Si l'on promulgue une loi c'est parce qu'on en a besoin et qu'on souhaite l'utiliser. S'il ne s'agissait que de réaffirmer des bons sentiments, une carte de vœux pourrait suffire.

■ NIGER Aléas d'une politique alimentaire

"Aucun Nigérien ne doit mourir de faim, même si nous devons pour cela dépenser la totalité de notre budget." Cette phrase, le président Seyni Kountché la prononçait peu après avoir pris le pouvoir en avril 1974. Au lendemain d'une sécheresse qui avait laissé le pays exsangue. Ce n'était pas une parole en l'air

■ Développer la production et faire des stocks

En pleine zone sahélienne, une population clairsemée, sans accès à la mer, les premiers ports étant à plus de mille kilomètres, ce qui rend long et coûteux l'acheminement éventuel de ravitaillement. Dans de telles conditions une politique agricole apparaît à la fois très difficile et indispensable.

Du côté de l'irrigation, des efforts ont été faits, mais il faut être patient. A ce jour, les cultures irriguées ne produisent que le 4 % des récoltes. Ce qui veut dire qu'on compte encore largement sur des cultures dépendantes de la pluie, avec l'incertitude qui en résulte.

L'année qui vient de se terminer, la distribution gratuite des grains a commencé avec plus de trois mois d'avance sur le calendrier habituel.

On comprend dès lors le souci de constituer des stocks. L'objectif de 1983 était de constituer un stock de "réserve" de 100.000 t. de mil et de sorgho, à quoi devait s'ajouter un stock de "stabilisation" de 50.000 t. Le but de ce dernier étant d'être mis sur le marché au moment où les prix commencent à s'affoler.

Mais cette politique est très onéreuse et les obstacles ne manquent pas. C'est par exemple les mille kilomètres de frontière commune avec le Nigéria, ce puissant voisin de 90 millions d'habitants; lequel sera tantôt un gros demandeur — et le paysan nigérien sera tenté de lui vendre sa récolte et tant pis pour l'approvisionnement de son pays —, tantôt sera gros producteur et fera chuter les prix.

■ Contre vents et marées

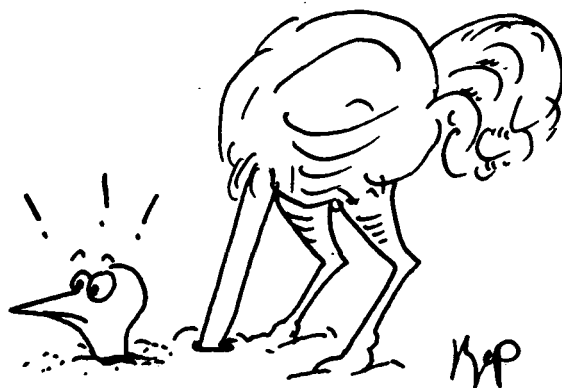
A ces obstacles inhérents à toute politique agricole s'ajoutent d'autres, plus graves. La sécheresse qui, de plus en plus, rappelle les sombres années septante. Le lac Tchad qui, dans le passé, inondait chaque année le grand marché de la ville de N'guigmi, s'est éloigné de 70 kilomètres. Les troupeaux sont à nouveau décimés.

Parmi les autres ressources, l'uranium (dont le Niger est le quatrième producteur du monde non communiste) est au plus bas. Non seulement son prix est en dents de scie, mais il finit par ne couvrir que difficilement les coûts de production.

Les difficultés sur le plan politique ne doivent pas être oubliées. Si l'austérité du président Kountché ne saurait être mise en doute, le nettoyage politique qu'il a opéré ne peut pas s'éterniser : Constitution suspendue, partis interdits, Assemblée nationale dissoute... Comment interpréter la tentative de coup d'Etat qui a eu lieu à Niamey les 5 et 6 octobre dernier, tandis que le président était au sommet franco-africain de Vittel ? Est-ce vraiment le fait du seul lieutenant Bonkano, que personne ne semble regretter, il est vrai ? Ou est-ce le fait d'un malaise plus répandu, sur lequel il n'aurait eu qu'à souffler ?

■ Un appui nécessaire

Ces quelques touches montrent à la fois la détermination réelle d'un pays à s'en sortir, mais aussi les mauvaises conditions dans lesquelles il doit réaliser son projet. C'est là que l'aide internationale a encore tout son rôle à jouer.



■ Oui. Cela vaut la peine de lutter

Décidément, l'histoire va vite. C'était avant-hier que des réfugiés argentins venaient nous parler de l'oppression qui s'instaurait dans leur pays, des tortures qui se généralisaient, des premières disparitions. Et nous résistions à leurs informations. Comment ? L'Argentine ? ils exagèrent... Mais leur ténacité a porté ses fruits.

Une fois l'incrédulité démolie chez nous, il a fallu l'attaquer chez les autres. "Elles exagèrent ces commissions Tiers Monde ! Sur la base de quelles informations se basent-elles ? D'ailleurs si c'était si grave que cela, les évêques auraient certainement élevé des protestations..."

Petit à petit, pourtant, de plus en plus de gens se sont rangés devant les évidences. Ils se sont même déplacés tous les mois pour crier en silence leur désapprobation... C'était hier.

Et aujourd'hui que la consigne du silence est levée tout se vérifie, tout s'amplifie... tristement on constate que nos dénonciations ont toujours été sensiblement en dessous de la réalité. Oui, Monseigneur Angelleli a bien été assassiné. Oui, des personnes jetées des avions, il y en a eu des centaines. Oui, l'idéologie nazie a motivé bon nombre de cadres de l'armée...

S'il y a une conclusion à tirer de tout cela, c'est que l'histoire va vite. Elle va vite dans le fossé, mais parfois elle en ressort également plus vite que l'on croyait. L'histoire n'est pas un destin immuable, mais une série de possibles que l'on saisit ou que l'on laisse passer.

Ce que vient de vivre l'Argentine devrait nous interdire dorénavant de dire "à quoi bon ?".

■ MALDEVELOPPEMENT Le plomb diminue dans le sang des Américains

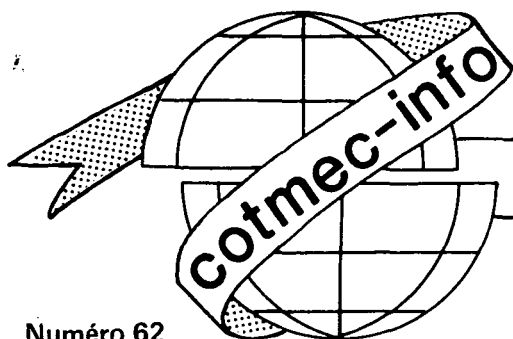
Après des observations portant sur 27 000 personnes de 6 mois à 74 ans, situées dans 64 régions différentes des Etats-Unis, on constate de 1976 à 1980 une baisse des taux sanguins de plomb de près de 37%.

L'intoxication de l'"homo automobilis" n'est donc pas inéluctable ! Il faut s'en réjouir. Des politiques décidées peuvent porter des fruits. On sait en effet que depuis plusieurs années tous les nouveaux véhicules vendus aux Etats-Unis doivent pouvoir fonctionner avec de l'essence sans plomb.

Peut-être qu'un jour ce que les constructeurs réalisent pour leurs clients outre-Atlantique (Volvo fabrique plus de voitures "propres" pour le Nouveau Monde que de voitures "sales" pour l'Ancien !) ils le feront pour nous. En attendant, rien ne nous empêche de mettre cette information en lien avec la taxe sur les poids lourds qui fera l'objet des prochaines votations.

d'après : Domaine public

J. A. 1200 Genève 11



A propos du service civil

Entre l'Eglise partisane
et l'"auberge espagnole"

Il faut se garder d'appeler la Bible au secours de nos décisions et projets en matière politique. Prétendre que l'initiative pour un authentique service civil découle immédiatement de la lecture de l'Evangile n'est pas défendable.

Va-t-on en conclure que, pour l'Eglise, le "oui" et le "non" ont la même légitimité, droit aux mêmes égards ? une Eglise en forme d'"auberge espagnole" où chacun pourra trouver ce qu'il amène...

Il y a fort à parier que si Jésus avait vécu un tel respect de la diversité, sa vie se serait déroulée sans ennui et n'aurait pas été interrompue à trente ans sur ordre des autorités civiles et religieuses. Pas de croix, pas d'Evangile non plus si tant est qu'il est "option préférentielle" pour les exclus.

Ce pluralisme-là ne fait-il pas penser à la phrase cinglante de Claudel : "La tolérance ? Il y a des maisons pour cela."

Entre le "Gott mit uns" et l'"auberge espagnole", n'y a-t-il donc pas une autre voie ?

Faut-il décider une fois pour toutes que les autorités de l'Eglise ne diront plus rien en matière politique en laissant la parole à des corps intermédiaires ? Pour illustrer le propos : d'une part les dominicains suisses et leur lettre approuvant l'initiative et de l'autre le comité des capitaines aumôniers qui la rejettent (en passant on aura remarqué que la première n'a pratiquement pas été reprise dans la presse tandis que la seconde a fait l'objet d'un communiqué de l'ATS...). Mais cela voudrait dire alors que les autorités de l'Eglise n'interviendraient qu'en matière individuelle comme si la sphère privée était la seule où se joue la construction du Royaume. Et puis ce silence ne va-t-il pas encore profiter aux plus forts et laisser sans défense ceux à qui l'Evangile est d'abord destiné ?

Ne pourrait-on pas envisager une prise de position très brève qui se contente de relever quelques évidences par exemple, dans le cas de la prochaine votation, la nécessité absolue d'instaurer un service civil. Et encore l'illégitimité d'un jugement posé par un tribunal militaire sur la conscience de quelqu'un (en reconnaissant par exemple le "grave conflit de conscience" — et donc une limitation de peine — à celui qui croit que le fait d'utiliser une arme le conduira en enfer mais pas à celui qui déclare que l'Evangile l'invite à transformer la société), etc... Et enfin, par voie de conséquence, ne reconnaître la légitimité d'un vote négatif qu'aux chrétiens qui peuvent attester d'un engagement résolu pour la mise sur pied d'une autre solution. Non sans leur avoir demandé au préalable pourquoi quatre-vingts ans n'ont pas suffi aux autorités de notre pays pour la trouver.



AIDE AU DEVELOPPEMENT

De qui se moque-t-on ?

On se souvient de la pétition "aider aujourd'hui pour survivre demain". Soutenue par un nombre impressionnant de signatures — 206.000 — elle demandait que l'aide publique au développement ne soit pas amputée.

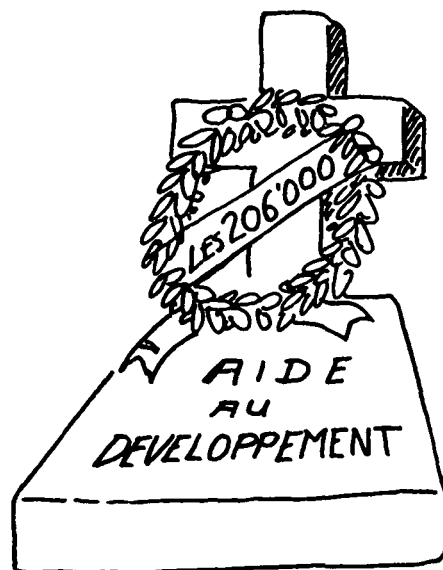
Eh bien, elle n'a été d'aucune utilité puisque le rétablissement des 50 millions a été refusé par 62 voix contre 21. Un score inquiétant à plus d'un titre.

Inquiétant s'il signifie que, passées les élections, les promesses électorales partent en fumée. Il faut savoir que les socialistes, démocrates chrétiens et évangéliques soutenaient la pétition.

Inquiétant aussi si cela veut dire que l'on se moque de l'avis exprimé par tant de signataires. Si plus de 200.000 signatures ne parviennent pas à faire bouger la machine démocratique, c'est donc qu'elle est sérieusement grippée. Voilà qui ne va pas faire diminuer l'abstention !

A moins que le problème n'ait d'abord été celui de "l'abstention" des conseillers nationaux. 62 plus 21 font 83. Où étaient les 117 autres ? La question se déplace mais n'en demeure pas moins...

Toujours est-il qu'il ne nous reste plus qu'à espérer en des jours meilleurs. Le fait que le nouveau plan financier, présenté le 26 janvier, prévoit une augmentation de 0,26 à 0,31% pourrait être de bon augure. Mais tant que le budget n'est pas voté, tout peut encore arriver.



■ UN EVENEMENT CHRETIEN La rencontre de Lucerne

"L'unité entre les chrétiens a son centre aux portes de la ville, là où se trouvent les exclus", écrivions-nous dans le précédent bulletin. Le colloque qui a eu lieu à Lucerne les 20-21 et 22 janvier a été la parfaite illustration de ce propos. En réunissant 800 chrétiens d'âges et de confessions diverses — ecclésiastiques religieux et laïcs — autour du thème de la solidarité avec l'Amérique centrale, cette rencontre n'aurait-elle pas été la plus importante manifestation de la Semaine de l'Unité 1984 ?

Réunion politique saupoudrée de religion, se demanderont certains ? Absolument pas. Preuve en est l'écoute dont a bénéficié le théologien salvadorien Jon Sobrino, et cela malgré une heure avancée et la fatigue des auditeurs sur leurs chaises depuis près de quatre heures.

Pourtant rien d'un propos démagogique, les paroles du père Sobrino. De la théologie, la grande, celle qui retrouve la force et la simplicité des paraboles. Au fond de la sérénité et du rayonnement du théologien, plus qu'une conviction, une expérience : la Bonne Nouvelle annoncée aux pauvres a trouvé en Amérique centrale un terrain de prédilection et elle donne des fruits. De bons fruits de joie et d'espérance.

Autre preuve de sérieux de la démarche chrétienne de la rencontre, l'heure de méditation de lecture et de chant du samedi matin.

Impressionnant le chant des Béatitudes repris par l'ensemble des participants... Et que dire de la célébration de clôture, le dimanche après-midi, qui a pris le temps de la parole offerte, le temps des signes partagés en durant deux bonnes heures.

Quels fruits attendre de cette rencontre ? C'est tout d'abord l'acquis que chaque participant aura pu trouver dans l'un des vingt-huit ateliers organisés — remarquablement — le samedi.

C'est aussi le grand bol d'espérance qu'il aura emporté avec lui. Touchant d'entendre ces frères qui côtoient journellement la mort nous dire : "Ne perdez pas courage dans ce que vous essayez d'entreprendre en Suisse ! Car nous, en Amérique centrale, on ne perd pas courage."

C'est enfin, on peut l'espérer, la méfiance qui aura un peu reculé. Le père Sobrino l'a redit à plusieurs reprises : "N'ayez pas peur des pauvres !" C'est vrai que, dans notre pays, on a tellement tendance à assimiler la lutte de ces peuples pour la justice à l'avance du communisme. Or ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Ce sont pour la plupart des hommes et des femmes qui croient que Dieu est le Dieu des vivants qui les appelle à une vie décente, où les bébés ne meurent plus de faim, où les parents ne soient plus séquestrés et torturés. Quel prix sommes-nous prêts à payer pour soutenir leurs efforts ?

Invitation

Lundi 5 mars à 20h30 à l'aula d'Uni I

le Centre Catholique d'Etude organise une conférence qui peut intéresser nos lecteurs. Le professeur Girod parlera en effet de la "Manipulation politique".

• "Est-ce que vous avez vraiment pris position pour
• les pauvres ici en Europe et pour les pauvres dans le
• monde ? Est-ce que vous mettez votre potentiel ecclé-
• siastique, votre influence sociale et politique, le pres-
• tige de l'Eglise institutionnelle, la créativité de la base,
• vos capacités théologiques au service des pauvres ?
• Est-ce que vous connaissez, comprenez, analysez et
• aidez les mouvements pour la libération des pauvres ?
• Est-ce que vous subissez quelque forme de persécu-
• tion pour cet engagement ?

• Certes, ces questions mettent en doute beaucoup
• de choses, mais elles sont inévitables. Je ne veux pas
• que vous les preniez pour des questions politiques,
• mais pour des questions fondamentalement chrétiennes."

Jon Sobrino, El Salvador

■ CHILI Les lueurs de l'aube

Une fois de plus les évêques ont parlé clair. Par la plume de Mgr Vial Risopatron, évêque auxiliaire de Santiago, ils ont écrit une lettre pastorale de Noël dans laquelle — partant de l'exode imposé à la Sainte Famille — ils ont posé le problème de l'exil dans leur pays. (Certains estiment que le nombre des Chiliens ayant dû quitter leur pays a atteint le 10% de la population.)

... "Nous voulons redire en cette fête de Noël à vous tous (en exil) et à tous ceux qui liront cette lettre que notre foi en Jésus nous empêche d'accepter le fait de l'exil. Surtout quand celui-ci a été imposé par la voie administrative. En tant qu'évêques recherchant la paix pour notre peuple, nous sommes convaincus que le Chili ne sera le Chili que dans la mesure où chacun de ses fils pourra contribuer à forger sa grandeur.

Depuis cette terre que nous aimons tant, nous voulons vous promettre que nous continuerons à faire tout notre possible pour que très rapidement s'ouvrent les portes de la patrie pour accueillir tous ses enfants. Nous nous mobiliserons également pour que chacun de vous soit accueilli avec le respect et l'affection qu'il mérite..."

Du pain sur la planche

La parole des évêques a touché, rejoignant le désir profond de beaucoup de Chiliens de notre pays. Certains sont venus à la COTMEC nous parler de leur projet de retour.

Mais ce n'est pas facile. Tout d'abord parce que les autorisations ne sont données qu'au compte-goutte, et la sécurité modérément garantie. Et il ne faut pas oublier les questions économiques. Comment rentrer avec sa famille dans un pays où le taux de chômage est très élevé et où la pauvreté paralyse de nombreux secteurs de la vie sociale...?

Un groupe est en train de se mettre en place dans lequel des Suisses et des Chiliens vont chercher comment concrétiser les appuis nécessaires. Nous aurons donc l'occasion d'en reparler car, à n'en pas douter, il y aura besoin de nombreuses générosités pour faciliter ces retours.

Voilà une tâche qui devrait mobiliser non seulement ceux qui se veulent solidaires des réfugiés mais également ceux de nos compatriotes qui souhaitent tant diminuer l'emprise étrangère et le nombre de réfugiés !

■ CAMPAGNE 84 "L'argent"

Comme chaque année, l'Action de Carême et Pain pour le Prochain ont préparé une "campagne" en mettant à notre disposition matériel, lectures, montages et films... Et cela sur un thème que, le plus souvent, on entoure d'un silence pudique : l'argent.

Les chrétiens de notre pays et tous ceux qui se mobilisent pour l'instauration d'un monde plus juste mesurent-ils à sa juste valeur l'outil qui est mis ainsi entre leurs mains ?

- Le calendrier tout d'abord qui, jour après jour, parle le langage pluriel du texte, des dessins, des chiffres... Il devrait permettre la discussion à tous les âges de ceux qui, en famille, en tourneront les pages.

- Le matériel d'animation également : 14 pleines pages de suggestions de lecture ou d'action, de films et de montages...

- Enfin, pour exposer d'une façon nuancée le thème — difficile — de la campagne, les organisateurs ont eu la bonne idée de faire appel au professeur Biéler. Ce qui nous vaut une brochure de 32 pages petit format — très bien présentée au demeurant — que chacun voudra conserver précieusement quand la campagne sera terminée. Pour arriver à porter sur l'argent ce regard plein de lucidité et de liberté chrétienne, il faut avoir travaillé sérieusement l'économie, il faut surtout avoir fréquenté longuement l'Evangile. On est à cent lieues des culpabilisations schématisées. A cent lieues également de la résignation devant des mécanismes que d'aucuns voudraient nous présenter comme autant de fatalités échappant à toute responsabilité.

Le titre de la brochure dit bien l'intention de son auteur : il s'agit de "réhabiliter l'argent".

Les demandes peuvent être adressées à notre secrétariat, qui transmettra.

■ DE JUSTICE ET PAIX "La Suisse place financière et le Tiers Monde."

La commission nationale suisse Justice et Paix s'est attaquée à un gros morceau en empoignant la question de la place financière et le Tiers Monde. C'est à son honneur. Il faut lui savoir gré également d'avoir fait paraître un résumé de 45 pages petit format.

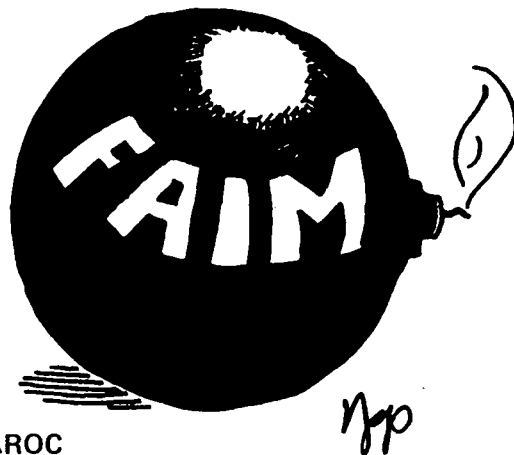
Ceux qui liront cette brochure — ardue — y puiseront beaucoup d'informations sur l'importance de la Suisse comme place financière et sur les multiples secteurs qui la constituent.

Les lecteurs en sortiront-ils plus militants pour affronter certaines injustices liées au fonctionnement de cette place financière ? Il est permis d'en douter. De ce document, tout en nuances, ne va-t-on pas garder l'impression que, c'est sûr, rien n'est parfait, qu'il y a certes des choses à améliorer mais que finalement "il n'y a pas le feu"... ? (Et cela, même si la partie éthique contient des éléments critiques intéressants.)

Or "il y a le feu"... quand des pays qui ont recours aux avantages de notre secret bancaire connaissent la faim...

"La Suisse place financière et le Tiers Monde."
45 pages, Fr. 6.—.

A disposition au secrétariat également le feuillet (8 pages) intitulé "Secret bancaire et capitaux en fuite du Tiers-Monde" édité en son temps par nos commissions Tiers Monde; Cette publication pourrait constituer un utile complément à la précédente.



■ MAROC Après les émeutes

"Je tiens à la disposition du gouvernement tunisien l'information suivante : je connais le chef d'orchestre qui veut déstabiliser notre pays. Ce n'est pas Kadhafi, ce n'est pas Khomeini, ce n'est pas Carlos... C'est le même terroriste international qui a soulevé les quartiers populaires de Casablanca, au Maroc, en juin 1981. Il s'appelle la faim."

Ces propos que Moshem Toumi, écrivain tunisien, a fait paraître dans Le Monde peuvent aider à comprendre peut-être ce qui s'est passé au Maroc le mois passé. De toute façon, les journalistes ayant été empêchés de faire convenablement leur travail, on en est réduit à des conjectures.

Le malaise ne date pas d'hier. La modernisation des années septante s'était largement appuyée sur l'exportation du phosphate qui se vendait alors un bon prix. Mais cela n'a pas duré. Dès lors, comment faire face aux obligations contractées ? En 1978, on fait appel au Fonds Monétaire International, qui impose sa politique de restriction. En 1981, la population n'en peut plus, et ce sont des émeutes d'une extrême violence qui ont lieu à Casablanca, provoquant des centaines de morts.

Depuis, trois ans ont passé, mais les problèmes subsistent. Le prix du phosphate continue à baisser, la sécheresse nécessite des importations massives de céréales, l'exportation de fruits et primeurs se heurte aux barrières de la CEE. Le 40% des ressources d'exportations passent au service de la dette. De plus les mesures imposées par le FMI ont frappé au bas de l'échelle; elles n'ont pas pu s'attaquer à la corruption et à l'accaparement des ressources par un petit nombre. Des fortunes colossales ont en effet été accumulées par les hauts fonctionnaires, quant au roi, il est le principal propriétaire terrien. Placement à l'étranger des grandes fortunes (famille royale en tête, semble-t-il) et exode continu de citoyens marocains que les interdictions ne parviennent plus à arrêter complètement ce sombre tableau. Le pays, "... malgré des potentialités de développement importantes, glisse de plus en plus dans une situation de quart-monde", écrit dans La Croix un ancien professeur d'économie à l'université de Rabat.

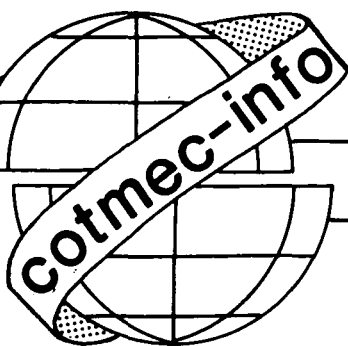
A son avis toujours, il n'y a guère que le conflit du Sahara occidental — qui engloutit au demeurant le 45% du budget gouvernemental — qui permer encore de cimenter l'unité nationale.

On comprend que sur de tels barils de poudre — auxquels il faudrait ajouter celui de la croissance démographique — qui ne doivent rien aux "communistes, Iraniens et sionistes" que dénonce Hassan II, une étincelle suffit à faire partir un incendie.

d'après : I3M, La Croix, Le Monde

Le peuple des affamés

Nous souhaitons vivement que cet appel rencontre un écho auprès de nos lecteurs qui trouveront toutes précisions utiles à notre secrétariat.



NECESSAIRE IMPATIENCE

Cessons d'idéaliser les premiers chrétiens. C'étaient des gens comme nous, avec leurs limites et leurs grandeurs. Pourtant une conviction stimulait singulièrement leur générosité : la certitude que le Seigneur allait bientôt revenir. Partager ses biens, prendre à la suite du Christ les risques de la marginalisation, bref "tout vendre pour acquérir la perle de grand prix", tout cela devenait "raisonnable" lorsque le Jour du Christ était attendu de façon imminente. Ce "Jour", non seulement ils l'attendaient, mais ils l'appelaient inlassablement : "Maranatha, viens Seigneur Jésus..."

Aujourd'hui, qui, parmi les chrétiens, prie pour que le Maître revienne rapidement ? Lorsque dans la prière du Notre Père, on arrive à la phrase "que ton règne vienne", ne s'arrange-t-on pas pour lui faire dire autre chose ?

C'est que depuis deux mille ans, il a fallu durer. Dans la politique ou les affaires, bon nombre de chrétiens se sont approchés des leviers de commande. Ils se sont installés. La durée provoque l'assimilation.

Tout cela n'est pas sans effet sur la façon de comprendre et de vivre notre foi. Qui veut voyager loin ménage sa monture; on aura tendance à "spiritualiser" les exigences. La pauvreté deviendra "pauvreté en esprit". La croix de Jésus, on ne la comprendra plus que comme rachat des péchés individuels, l'eucharistie perdra sa dimension d'anticipation du banquet du Royaume. Pâques, victoire du Christ sur la mort, au moment où on n'a plus à prendre le risque d'affronter cette dernière par fidélité à notre foi, peut devenir une fête bien pâle. Quant aux trois vœux prononcés par les religieux et les religieuses —

qui ont pour but de témoigner, dans le monde d'aujourd'hui, de la logique du monde qui vient —, on ne sait plus trop quelle signification leur donner puisqu'on n'attend plus ce monde nouveau.

C'est aux religieux précisément que le théologien allemand J.B. Metz déclare : "Sans l'attente ferme d'un retour proche du Seigneur, suivre Jésus est invivable; sans l'espérance que les temps seront raccourcis, c'est insupportable. Suite de Jésus et attente de la fin proche vont l'un avec l'autre comme les deux faces d'une même monnaie."

Refaire dans notre vie une place à l'attente impatiente du Christ peut fortifier notre courage à marcher dans ses pas — souvent à contre-courant —, immergés que nous sommes dans un système que Pie XI désignait comme générateur de "l'impérialisme international de l'argent". Réciproquement, l'inconfort d'une telle suivance du Christ peut raviver notre impatience de son retour.

Il arrive que notre tâche, à la COTMEC, nous mette en présence d'hommes et de femmes que leur engagement expose à de grands risques. A leur contact, on découvre un autre sens au mot "temps". Des phrases comme celle que Paul adressait aux chrétiens de Corinthe retrouvent densité : "Je vous le dis frères, le temps se fait court (littéralement "le temps a cargué les voiles" (2 Co 7.29). Dans la compagnie de ces témoins, quelle sérénité, quelle liberté, quelle intensité de vie !

Il n'est certes pas question d'envier leur situation. Mais ne pourrions-nous pas apprendre d'eux comment se préparer à accueillir le "temps" pascal ?



CHANTIER SUISSE AU MALI

Gigantesque barrage... au développement

Le mot Sahel veut dire "rivage". Rivage du désert, en l'occurrence. C'est à cette zone qu'appartient le Mali, pays pauvre entre les pauvres. Dans la liste des 109 pays dont on connaît le Produit national brut par habitant, il faut aller jusqu'à la 101e place pour le trouver. Sa seule richesse ou presque : les terres d'alluvions qui bordent le fleuve Niger, malheureusement consacrées à produire de l'arachide et du coton, deux cultures de moins en moins rémunératrices.

C'est ce pays qui a décidé de construire, sur le fleuve Sénégal, un super-barrage de 1 500 m. de long, 70 m. de haut et dont le lac de retenue atteindra les dimensions du Léman. Comme, par le passé, un curé pouvait être tenté de construire une église pour s'assurer de construire l'Eglise, de même des gouvernants peuvent rêver d'édifier un "ouvrage de développement" pour s'assurer de leur intention de promouvoir le développement de leur pays.



Coût de l'entreprise : 600 millions de francs suisses (un peu moins de cinq fois le budget annuel de la santé). Mais, surtout, d'après une expertise américaine, ce sont 12 000 habitants qui vont être déplacés; 100 à 300 000 personnes qui vivaient des crues du fleuve et qui vont devoir trouver d'autres ressources. Sans parler d'autres conséquences au niveau de la pêche, du bois et de la santé dans une région où l'extension des plans d'eau amène inévitablement l'augmentation de cette maladie redoutable qu'est la bilharziose.

La Banque Mondiale, familière pourtant des grands projets, n'a pas voulu soutenir celui-là. Des experts suisses ne sont pas plus favorables. Quant à René Dumont, l'agronome français, il pense qu'un barrage est le plus mauvais moyen de développer le cours du fleuve.

Pourquoi s'étendre ainsi sur ce qui semble bien être un mauvais projet de développement ? C'est que la Confédération a décidé de le soutenir indirectement en accordant à l'entreprise Losinger la garantie contre les risques à l'exportation (GRE). Nous voilà donc tous concernés.

La loi qui régit la GRE stipule dans son article premier : "S'agissant d'exportations à destination de pays en développement les plus défavorisés, la Confédération tiendra compte des principes fondamentaux de la politique suisse en matière d'aide au développement", notamment les intérêts des habitants les plus pauvres. Comment, en toute connaissance de cause, le département de M. Furgler a-t-il pu accorder ce feu vert ? Là est la question. Soutenir une entreprise et des postes de travail suisses est certes une tâche importante, mais qui ne peut pas être accomplie à n'importe quel prix.

Accepter que le développement soit un long chemin que l'on doit parcourir pas à pas est une chose. Accepter le soutien accordé par notre pays à des élites africaines qui veulent lui faire faire de grands pas en arrière en est une autre.

Source : Eric Hoesli (Hebdo)

● Voyage du pape Une phrase malheureuse

Le dernier bulletin comportait un petit article à propos de la visite du pape dans notre pays. Une phrase mettait en question les "médias qui s'emploieront largement à faire 'mousser' l'événement". Cette phrase a blessé des gens qui, dans des tâches d'information, s'emploient précisément à garder à cette visite sa juste place.

Derrière notre propos, très probablement se profilait la crainte du démesuré, l'appréhension de voir une Eglise qui nous tient à cœur donner un visage d'elle-même peu conforme avec la simplicité de l'Evangile. Paraître englober dans cette crainte des gens qui partagent le même souci était une maladresse qu'il nous faut reconnaître.

■ Pour le peuple chilien DES FUSILS SUISSES

Six employés de la Société industrielle suisse se trouvent actuellement au Chili pour y mettre en place le projet de fabrication de fusils d'assaut S.G. 542, modèle suisse qui sera fabriqué sous licence.

Cette nouvelle, publiée dans nos journaux le 1er mars, est difficile à avaler. On achète un fusil pour se défendre d'un ennemi. Est-ce de l'Argentine, de la

■ SENEGAL Du vrai développement

L'auteur des lignes qui vont suivre est un jeune Sénégalais, Birame Gaye. En 1981, après avoir acquis une formation en agronomie en France, en Egypte et en Yougoslavie, il décide de rentrer dans son pays. Ce témoignage, long de deux pages, nous aimerions le citer dans son intégralité tant il est éclairant sur la réflexion sur le développement, tant il est encourageant. En voici quelques extraits :

(...) Quand j'étais petit, ici, on ne voyait pas à plus de 300 mètres; maintenant, on y voit à cinq kilomètres. On a coupé sans replanter, on a détruit par le feu sans contrôle, on a laissé se dégrader les clôtures, les haies de "silane" (espèce d'épineux) qui formaient brise-vent et protégeaient les récoltes des troupeaux. Les fruits ? On ne pensait pas à les commercialiser, tout le monde en avait. On pouvait rester trois jours en brousse sans avoir faim. Maintenant !

On parle de "désertification". C'est nous qui avons désertifié ce pays ! On a tout abandonné de ce qu'on savait faire pour faire de l'arachide. Tout cela parce qu'avec de l'arachide on avait de l'argent !

(...) Je suis sceptique par rapport à la culture qui rapporte de l'argent en priorité. Il faut redonner la priorité au mil avant l'arachide, comme autrefois. Il faut respecter les vraies priorités : manger, boire, répondre aux besoins essentiels.

L'argent s'en va, le mil reste. Quand on cultive pour la marmite, pas de problèmes, mais dès que c'est pour la poche, il s'en pose. Les besoins sont infinies. Or on gère mieux le mil que l'argent. Les fêtes, les baptêmes, c'est souvent du gaspillage que l'on organise avec l'argent, car chacun doit faire aussi bien que le voisin, ou mieux. Autrefois, pour les fêtes, on ne consommait que ce qu'on avait produit.

(...) Moi, j'ai commencé en février 1981 à travailler avec cinq jeunes de ma famille et trois autres des quartiers environnants, sur un champ collectif qui nous a été attribué par le "maître des terres". Nous avons d'abord fait un travail de régénération du sol; nous avons épandu 150 tonnes d'engrais organiques (100 tonnes de compost et 50 tonnes de fumier, ramassé un peu partout).

Il faut montrer à tous qu'il est possible de redonner à la terre ce qu'elle a perdu.

Le bilan 1981 a été très positif. Chacun des huit jeunes du groupement a pu disposer de 150 kg de mil, plus 400 kg de réserves, et nous avons vendu en plus une tonne de mil. Nous avons pu donner 200 kg de semences à quinze personnes de cinq villages environnants.

Peut-on parler de réussite ? J'ai au moins un point de repère pour en juger : de plus en plus de jeunes décident de rester. Ils retrouvent le goût du travail de la terre.

Extrait du dossier :
Faim et développement, janvier 1984

Bolivie ? ... Dans ce Chili exténué par la dictature, dans une situation économique désastreuse, où chaque manifestation est réprimée dans le sang, n'est-ce pas plutôt pour se défendre du peuple que l'on a besoin de s'armer ?

Et c'est à cet effort que notre pays prête son concours...

DECLARATION DE SOLIDARITE AVEC LES CHRETIENS DU NICARAGUA

Responsables, à des titres divers, dans l'Eglise et dans des organismes chrétiens, nous tenons à déclarer ce qui suit :

- Le nombre de nos frères chrétiens — évêques, pasteurs, prêtres et laïcs — morts en Amérique centrale nous autorise à prendre la parole. Nous le faisons en communion avec les chrétiens du Nicaragua, en communion aussi avec ceux du Honduras — pays le plus pauvre d'Amérique latine après Haïti — qui voient sur leur sol les armes les plus sophistiquées côtoyer la plus grande pauvreté, en communion avec des chrétiens du monde entier — et particulièrement des Etats-Unis — qui ne veulent pas voir empêcher l'édification d'une société plus juste dans laquelle leurs frères ont inscrit et continuent à inscrire laborieusement quelque chose de la Bonne Nouvelle dont nous avons tous à être les témoins.
- Le 19 juillet 1979, au terme d'une insurrection particulièrement coûteuse en vies humaines, le peuple du Nicaragua mettait fin à une tyrannie évidente et prolongée. Au lendemain de ce renversement, une reconstruction en profondeur a été entreprise, reconstruction que les circonstances ont rendue particulièrement difficile : absence de cadres, de ressources...
- Dans tout cela, et pour la première fois dans l'histoire récente des révolutions, les chrétiens ont pris une part active, jusqu'à occuper les postes les plus élevés dans le gouvernement du pays.
- Mais aux difficultés internes s'est rapidement ajoutée une menace externe : l'appui, discret d'abord, puis ouvertement accordé par les Etats-Unis à des éléments d'opposition et particulièrement aux anciens gardes de l'ex-dictateur que la clémence du nouveau régime de Managua avait rapidement libérés.
- Avec l'attaque de Puerto Corinto, à partir de bateaux mis à disposition par les Etats-Unis en octobre dernier, on a dépassé le stade des menaces pour atteindre celui de l'agression caractérisée. Avec Marcel Niedergang (Le Monde), on peut légitimement estimer que l'"invasion du Nicaragua a déjà commencé".
- Quelques semaines après le débarquement sur l'île de la Grenade et au retour de la commission Kissinger, qui prône un renforcement de l'aide apportée aux éléments de l'opposition sandiniste, toutes les craintes sont permises.
- Une situation de tyrannie ne se renverse pas sans un fort investissement idéologique. Et lorsque s'amplifie la menace extérieure, il est compréhensible que le climat se charge de tension, voire de cette suspicion qui engendre les maladresses. Cela ne doit pas nous empêcher d'affirmer — contre une certaine information gravement tendancieuse — que les chrétiens au Nicaragua ont l'espace de liberté nécessaire à l'expression de leur foi.
Certes, les chrétiens ne sont pas unanimes face au régime. Mais le fait que le désaccord des opposants nous soit si bien connu nous semble la preuve de l'accès aux médias dont disposent ces derniers. Il n'en va pas de même dans les pays avoisinants (Honduras, Salvador, Guatemala).

- En signant cette déclaration, nous n'entendons pas blanchir le régime sandiniste de tous les faux-pas qu'il a pu commettre dans la longue marche qui mène un peuple de la dictature à la démocratie. Par exemple, l'incompréhension de la situation des Indiens et de leur système de valeurs. Mais l'amnistie accordée aux Miskitos, de même que la nouvelle loi sur les partis politiques, nous permettent de croire que fondamentalement les intentions démocratiques du gouvernement sandiniste ne se sont pas modifiées.
- Nous ne nous dissimulons pas non plus le risque de récupération de toute révolution. Particulièrement en un moment où la vie internationale est caractérisée par un affrontement Est-Ouest implacable et où l'Union soviétique semble soucieuse d'assurer son influence dans plusieurs régions du globe. Mais ce risque, précisément, nous invite à tout faire pour que le Nicaragua ait la liberté suffisante pour lui permettre de réaliser dans de bonnes conditions les changements profonds qu'il désire opérer.

Nous rappelons avec insistance le droit de tout peuple à la souveraineté sur son territoire et la gravité des entreprises qui lui portent atteinte.

Nous invitons les chrétiens à faire un effort particulier d'information pour mieux comprendre les souffrances et les joies de leurs frères d'Amérique centrale.

Nous invitons les communautés chrétiennes à chercher les moyens de témoigner aux chrétiens du Nicaragua une authentique solidarité faite d'accueil et de dialogue critique.

Nous invitons également les chrétiens à soutenir leurs frères qui, aux Etats-Unis, font pression sur leur gouvernement pour empêcher tout appui à la déstabilisation politique, économique et militaire du Nicaragua.

M. et Mme M.-Fr. et B. BAVAUD, responsables de Frères sans Frontières – M. le pasteur Ch. BIBER, Moutier – M. le pasteur A. BRICOD, président du Conseil du Département missionnaire des Eglises protestantes de Suisse romande, Lausanne – M. BRULHART, président du Conseil de Pastorale, Fribourg – M. Y. BRUN, président du Conseil exécutif de l'Eglise catholique, Genève – M. l'abbé D. CLERC, délégué de la mission et Œuvres pontificales missionnaires, Fribourg – M. R. COMPAGNON, Jeunesse étudiante catholique – M. J. DEKENS, président de l'équipe d'animation pastorale du secteur de Neuchâtel-ville – Mme R.-M. DEVANTHERY, présidente du Conseil du Vicariat épiscopal, Lausanne – M. le pasteur J.-M. DROIN, secrétaire général de l'Eglise nationale protestante, Genève – M. M. FALLET, président du Conseil exécutif de l'Eglise nationale protestante, Genève – M. l'abbé A. FOL, Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique, Genève – Mlle G. FOURNIER, Jeunesse rurale catholique – M. P. HAFFNER, secrétaire de Justice et Paix, Berne – M. R. MISEREZ, président de l'Action catholique ouvrière – M. le pasteur M. de MONTMOLLIN, président du Conseil synodal de l'Eglise réformée évangélique, Neuchâtel – M. le Pasteur E. PERRENOUD, président du Synode de l'Eglise réformée évangélique, Le Locle – M. F. PYTHOUD, Action de Carême, Lausanne – M. le pasteur R. RENFER, Commission Tiers Monde de l'Eglise nationale protestante, Genève – M. RAJKUMAR, secrétaire de Pax Romana, Genève – Mlle M. ROSSIER, présidente de l'Action catholique rurale – M. R. SCHAEER, délégué romand à la mission – Mme Ed. SCHNEIDER, présidente du Synode et du Conseil synodal de l'Eglise évangélique réformée, Fribourg – M. J.-M. SUTTERLET, Jeunesse ouvrière catholique – M. J.-Cl. VERREY, président de la commission administrative de l'EPER – M. S. WILLEMIN, ancien président de l'Action catholique indépendante, Fribourg – M. Ad.-Cl. ZOLLER, Pax Christi, section romande.

■ EGLISE ET EMANCIPATION DES PEUPLES

■ Hier

Au siècle passé, l'Amérique latine secouait le joug de l'Espagne, puissance coloniale. L'Angleterre, qui préférait commercer directement avec des Latino-Américains que de passer par Madrid, mettait tout son poids du côté des forces d'émancipation. Indépendance ambiguë, certes, mais indépendance pour tant.

A cette même époque, que fait l'Eglise ? Des chrétiens, des prêtres et religieux entrent dans l'insurrection. Ainsi Hidalgo, au Mexique, dont on perpétue le souvenir en conservant au Palais présidentiel de Mexico la cloche de sa paroisse.

L'attitude de la hiérarchie, très liée à l'Espagne, est bien différente. Au point qu'en 1816 le pape Pie VII rédigea une bulle pour condamner l'émancipation de la tutelle espagnole.

Résultat : le cours de l'histoire n'en a pas été modifié mais la défiance vis-à-vis de l'Eglise s'est inscrite dans de nombreux cœurs.

■ Aujourd'hui

En Amérique centrale, aujourd'hui, des pays souhaitent rompre avec le modèle de développement économique imposé par les Etats-Unis et qui les maintient dans sa dépendance.

Et que fait l'Eglise ? En grand nombre, des laïcs, des catéchistes, des pasteurs et des prêtres sont entrés dans le mouvement de libération. Leur désir : être authentiquement nicaraguayens, salvadoriens, guatémaltèques... sans cesser d'être chrétiens.

Quant aux responsables de l'Eglise, ils apparaissent souvent dans le camp opposé, calquant leurs dénonciations et leurs retenues sur la position des Etats-Unis. Comment comprendre autrement le silence des évêques nicaraguayens face aux innombrables incursions dont leur pays est l'objet ? Ou celui de la plupart des évêques du Salvador alors que l'on prépare des élections où se présente comme candidat le Major d'Aubuisson, considéré comme le responsable de la mort de leur frère, Mgr Romero ?

Tout cela ne va pas arrêter le cours de l'histoire, mais condamner de nombreux chrétiens à rompre avec l'Eglise. Déjà, de jeunes Nicaraguayens perdent la confiance qu'ils lui avaient accordée.

"Ceux qui n'apprennent pas de l'Histoire sont contraints à la recommencer." N'est-ce pas ce qui est en train de se passer pour l'Eglise ? A moins que...

A moins que de larges minorités de cette même Eglise fassent entendre leur voix, l'unissant à celle de plusieurs évêques, d'éminents théologiens et du COE, notamment, pour dire à ces chrétiens d'Amérique centrale : *"Allez-y, frères, notre Dieu est le Dieu de l'Exode qui veut l'homme debout ! A chacune de nos eucharisties, ne rappelons-nous pas cette nuit de la Pâque qui fut une nuit de mort et de vie, une nuit de libération de l'Egypte, pays de servitude ? Participez sans arrière-pensée aux insurrections justifiées de vos peuples ! Certes, il vous faut naviguer serré pour vous distancer de votre grand voisin sans tomber dans la dépendance de l'autre Super-Grand dont l'aide est si étouffante et qui a des réponses si décevantes à offrir à l'homme d'aujourd'hui. Des erreurs de bord seront inévitables. Que vous jettent la première pierre ceux qui ont les mains politiquement et économiquement*



Au Salvador

Photo A. Reiniger. Fêtes et saisons.

pures. Quant à nous, nous vous faisons confiance en vous demandant instamment de garder devant vos yeux la lumière précieuse et exigeante de l'Evangile."



Se souvenir pour construire

Vendredi 23 mars, à 18 h. 15 au temple de la Fusterie, les deux commissions tiers monde protestante et catholique vous invitent à une célébration pour marquer le **quatrième anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero**.

Des lecteurs se demanderont, à juste titre, s'il est opportun de rappeler ainsi le passé. Ils doivent savoir que ce n'est précisément pas du passé. Le sort qu'a connu l'évêque, des centaines de personnes l'ont subi chaque année avec, en plus, la menace croissante d'une intervention extérieure. Ce n'est donc pas le moment que faiblisse la solidarité internationale.

D'une telle célébration, que nous voudrions très fréquentée, chacun partira avec des propositions concrètes pour que, à la place qui est la nôtre, nous puissions donner des chances à l'espérance.



"Un défi à relever."

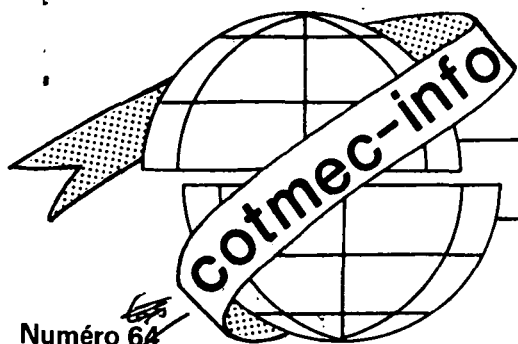
Il n'est pas facile de durer dans le combat pour la justice. D'où l'importance de nous mettre à l'écoute de ceux qui y sont parvenus.

Dans un tiré à part de vingt pages grand format, au prix de 2.50 fr., nos lecteurs retrouveront rassemblés tous les articles que le pasteur Alain Perrot a fait paraître dans le Courrier au cours du premier semestre de l'an passé. "Le démon de mon cœur se nomme : "A quoi bon !" Qui ne se retrouve plus ou moins dans cette citation de Bernanos qui figure sur la couverture de la publication ? Une telle brochure devrait nous aider à l'exorciser.

A disposition au secrétariat.

La déclaration incluse dans ce bulletin doit être largement diffusée. On peut en obtenir gratuitement des exemplaires supplémentaires à notre secrétariat.

Ce n'est pas sans émotion qu'on ressort d'une telle rencontre. Quel témoignage de solidarité nous adressent ces personnes ! Alors que les pouvoirs font tout pour les faire taire, voilà ces parents qui se reconnaissent, se soutiennent, s'organisent. ... "Jusqu'à ce qu'ils les retrouvent."



METTRE LA LUMIERE SUR LE LAMPADAIRE...

Le 20 mai, nous aurons un avis à donner concernant l'organisation de notre système bancaire. C'est le moment, pour les chrétiens, de "mettre la lumière sur le lampadaire".

Au temps de Jésus, dans une économie essentiellement agraire, l'argent jouait un beaucoup moins grand rôle qu'actuellement. On pourrait donc s'attendre à ce que le Nouveau Testament soit discret à son sujet. Détrompons-nous. Il en parle à de nombreuses reprises. Et sans mâcher ses mots.

Pas de manichéisme. Cet argent, il est capable du meilleur. C'est lui qui permettra aux chrétiens de Corinthe d'aider la communauté de Jérusalem. Paul apportera le plus grand soin à réaliser une collecte qui sera comme l'expression tangible de l'unité du corps du Christ.

Mais cet argent, il est aussi capable du pire. Il "étouffe la Parole"; il frappe de paralysie la liberté. Il bouche les yeux : le riche ne s'apercevra pas que Lazare est en loques à la porte de sa maison. Au passif de l'argent, le fait de donner des pouvoirs quasi divins. Que n'achète-t-on pas avec de l'argent? Jusqu'à la vie des autres... Rappelons-nous : trente deniers ont suffi pour avoir la peau du Fils de Dieu...

C'est le même cours d'eau qui peut faire tourner la roue du moulin... ou qui peut tout dévaster sur son passage.

En dénonçant la tentation de faire de l'argent un maître, un "dieu" dont le service est incompatible avec celui de son Père, bref en s'efforçant de le désacraliser, Jésus a voulu aider ses disciples à trouver pour l'argent une juste place.

En vue de préparer notre décision du 20 mai, pas de réponse toute faite dans l'Evangile. Des pistes, des points de repère et surtout un immense feu clignotant : "Attention, c'est important, cela touche au cœur de votre vie de chrétien !" Cela vaut la peine d'y consacrer du temps, de s'informer, de lire des études faites par des théologiens (voir ci-contre).

Le moment est mal choisi, diront certains. Premières communions, préparation de la visite du pape... Pour le dire comme l'Evangile, "il s'agit de faire ceci sans négliger cela".

Une Eglise qui absorberait toutes les forces de ses membres à des questions internes au point de les faire passer à côté des importants rendez-vous de l'actualité serait-elle encore l'Eglise de Jésus ?

Il faudrait alors donner raison à L. Pauwels pour qui "L'Evangile sans l'Eglise est un poison... La grandeur de l'Eglise ce fut justement de se constituer en contrepoison".

A Dieu ne plaise ! Souhaitons que dans le temps qui nous sépare du 20 mai, date de la votation, l'Eglise mette toutes ses forces pour éclairer les débats de la Bonne Nouvelle dont elle est porteuse.

Parmi les nombreuses publications disponibles, outre l'excellente brochure de l'Action de Carême, réalisée par le professeur Biéler, que nous avons déjà présentée, nous nous bornerons à citer deux analyses éthiques émanant de commissions autorisées.

■ Initiative sur les banques

Expertise concernant l'initiative contre l'abus du secret bancaire et la puissance des banques. Commission nationale suisse Justice et Paix (44 p., Fr. 4.-).

■ Les banques suisses face à l'éthique sociale

Etudes et rapports nos 31 et 32 de l'Institut d'éthique sociale de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse.

La première partie (65 p., Fr. 8.-) et la seconde (150 p., Fr. 12.-).

Notre secrétariat peut envoyer également des pistes pour une recherche biblique ou fournir toutes autres indications utiles pour un débat.

"Sans avoir trouvé de raison de le mettre à mort, ils ont demandé à Pilate de le faire périr... Mais Dieu l'a ressuscité des morts..." (Ac. 13-29.)

Ce vendredi d'avril
Un pauvre de plus est écrasé
Mais... la pierre du tombeau a bougé
Dans l'histoire des hommes et sa dureté
Dans la fatalité, une fissure est apparue
Une brèche s'est creusée
Assez grande pour qu'une graine s'y loge
Graine d'impatience, graine d'espérance
qu'elle y pousse racine et tige
et fleurs
Un buisson de forsythia

A nos lecteurs, une joyeuse fête de Pâques

■ NESTLE La fin du boycott

On se rappelle certainement le bruit fait autour de la maison Nestlé à propos de l'alimentation des nourrissons dans le tiers monde. Quelques dates pour mémoire. En 1974 paraît un brûlot : le rapport "Baby Killer", qui met en cause les pratiques de promotion commerciale d'aliments pour nourrissons et leurs conséquences désastreuses dans le tiers monde. La brochure est traduite par le groupe suisse "Actions tiers monde" sous le titre "Nestlé tötet babies". La firme intente un procès. En 1977, un boycott est décidé aux Etats-Unis, qui s'étendra progressivement à huit pays. En 1981, un code de conduite est adopté par l'Organisation mondiale de la santé. Au début de cette année, le boycott prendra fin après qu'un accord a été obtenu sur des points encore litigieux. Voilà une nouvelle qui mérite d'être soulignée.

■ Une bonne nouvelle pour les bébés

Ce sont eux qui, bien malgré eux, sont au cœur de cette affaire et qui sont les premiers bénéficiaires. C'est aujourd'hui du domaine de l'évidence : le mode d'alimentation des nourrissons est en lien étroit avec le taux de mortalité. Pour ne prendre qu'un exemple, la revue "Forum du développement", dans son dernier numéro, relate une étude réalisée aux Philippines. "L'interdiction du biberon au profit de l'allaitement au sein, formulée par un pédiatre philippin, a entraîné une baisse de 95 % de la mortalité infantile et fait régresser de 93 % les cas de diarrhée chez les nourrissons." (F.D., no 96.)

■ Une bonne nouvelle pour Nestlé

Accepter les mises en question des groupes de solidarité n'entraîne pas nécessairement une faillite commerciale ou une perte de prestige. La capacité de changement est, pour un géant industriel comme pour un individu, une marque de grandeur. Car changement il y a eu. Non seulement dans la pratique commerciale mais dans les discours... Pour ne prendre qu'un exemple parmi bien d'autres, voilà un extrait d'un discours prononcé le 17 mai 1979 par le président de la firme, M. Liotard-Vogt : *"Ceux qui font profession d'être nos adversaires se sont en premier lieu adressés aux milieux religieux, sans doute parce qu'il s'agit d'une communauté où on rencontre davantage de compassion pour les malheurs supposés du prochain en même temps que moins de méfiance quant aux mobiles méprisables de cette diffamation."*

Le rappel de ces lignes permet de mesurer le chemin parcouru jusqu'au communiqué commun annonçant la fin du boycott, dans lequel Nestlé *"reconnaît et soutient l'engagement d'INBC (International Nestlé Boycott Coalition) et de ses membres dans la protection des enfants du tiers monde des dangers liés à la mise en vente inappropriée de lait en poudre"*.

■ Une bonne nouvelle pour les groupes de solidarité

Dans un monde en étroite interrelation, un excellent produit élaboré dans une partie du globe peut avoir, aux antipodes, des effets désastreux. C'est la tâche des groupes de solidarité de fonctionner comme des sonnettes d'alarme. La tâche est rude. Elle demande ténacité : dans le cas qui nous occupe, dix ans auront été nécessaires entre la première dénonciation et le résultat final. Elle demande d'avoir le "cuir



solide", car toute mise en question est douloureuse et celui qui l'adresse a toutes les chances de se voir prêter toutes sortes d'intentions maléfiques. Elle demande du courage enfin. Le combat est tellement disproportionné...

Il a fallu tout cela et bien d'autres choses encore pour obtenir la victoire. Pas la victoire des "tiers-mondistes" bien sûr, la victoire de la solidarité internationale qui a ainsi fait un pas de plus dans le respect de ses membres les plus faibles.

Il reste encore aux groupes de solidarité à poursuivre leur action auprès des autres firmes pour qu'elles aussi s'alignent sur la firme suisse désormais — sur ce point — citée en exemple.

d'après i3m - Solidaire

■ POLISARIO Reconnaissance de la Mauritanie

La Mauritanie est voisine de la République sahraouie. Depuis 1979, elle avait abandonné toute revendication territoriale à son égard mais n'avait pas fait le pas de la reconnaissance. Aujourd'hui, c'est chose faite. Saisissant l'occasion de la date anniversaire de la République arabe sahraouie démocratique, le président mauritanien, le colonel Ould Haidalla, a reconnu le pays voisin dans un message où il appelle Marocains et Sahraouis à travailler à la réalisation d'un grand Maghreb uni.

d'après A.P.

■ INDE L'Eglise devant ses responsabilités

Le 1er février, à Nagpur, le P. de Souza, s.j., s'est adressé aux cent évêques de l'Inde pour leur rappeler les responsabilités qui incombent à l'Eglise dans ce pays.

Le P. de Souza a demandé à l'Eglise de briser la captivité idéologique entretenue en faisant supposer aux chrétiens que le bien-être des pauvres et des opprimés peut être obtenu par la bonne volonté dans les structures existantes de la société. L'exigence des droits de l'homme, en Inde, dit-il, ne porte pas tellement sur le droit de parole ou la liberté, mais sur la vie. Plus de la moitié de la population indienne vit en dessous du seuil de pauvreté, critère basé sur la nutrition, non sur le revenu... Dans un pays où la mortalité est dix fois plus élevée que dans les pays avancés, l'Eglise n'a pas d'autre option que de se mettre à la besogne dans le combat pour le droit à la vie. L'orateur a encore constaté que les laïcs, très actifs dans leur profession, sont passifs dans l'Eglise : c'est que la structure de l'Eglise accorde tout le pouvoir au clergé et maintient les laïcs à distance.

d'après E.D.P.

■ MEDICAMENTS Au tiers monde nos invendus...

L'institut Nord-Sud d'Ottawa (Canada) vient de publier un rapport sur les amphétamines et les barbituriques. Considérés en Europe et aux Etats-Unis comme tranquillisants légers, ces produits sont de moins en moins administrés à cause de leurs effets secondaires. Les stocks s'accumulent et les grandes entreprises pharmaceutiques se tournent vers le tiers monde pour écouler leurs surplus. L'usage de ces tranquillisants dans les pays du Sud entraîne des modifications dans la consommation des médicaments et crée des risques nouveaux pour la santé. Le méthqualone, par exemple, somnifère que l'on trouve librement dans certains pays du tiers monde, est la drogue la plus utilisée aux Etats-Unis après la marijuana et serait, selon l'étude de l'Institut Nord-Sud, plus dangereux que la cocaïne ou l'héroïne.

■ CONTRE LA THEOLOGIE DE LA LIBERATION La grosse artillerie

Une parole dépend en partie du terrain dans lequel elle a pris racine. Cela vaut également dans le cas de la Parole biblique. Pourquoi Matthieu et Luc, dans leur évangile, parlent de la pauvreté et de la richesse en des termes si différents ? Probablement parce que dans la communauté de Luc, les pauvres devaient constituer une large majorité.

Transposons. Une théologie née dans un contexte latino-américain, africain ou philippin, c'est-à-dire sur une terre hypothéquée par la dépendance économique et culturelle vis-à-vis de l'Occident, a de fortes chances d'être marquée d'autres accents qu'une théologie née dans une université bordant le Tibre ou la Seine.

Il pourrait n'y avoir là que saine diversité si la première, appelée généralement "théologie de la libération", n'était ressentie comme une menace par la seconde, qui se met à utiliser contre elle la grosse artillerie.

Ainsi les propos du cardinal Ratzinger, prononcés à titre personnels — mais c'est bien difficile de parler à titre personnel lorsqu'on est préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi —, pour qui la théologie de la libération est "un danger fondamental pour la foi" (cité par l'Echo Vaudois).

Ainsi plus récemment encore les transformations (suppressions et adjonctions) subies par l'article du Père Cosmao "La théologie de la libération", paru dans le Dictionnaire de la religion (PUF, 1984) sous la direction de Mgr Poupard. Transformations apportées sans que l'auteur ait été consulté.

Le débat entre théologiens est sain, et sa véhémence peut refléter l'attachement que chacun met à rechercher la vérité. A condition cependant de garder une certaine dignité dans le choix des moyens. A condition aussi d'éviter d'absolutiser une expression théologique. *"Puisque la théologie est toujours une expression scientifique de la foi — une interprétation qui dépend d'une philosophie, d'une culture et d'une expérience scientifique donnée, une diversité des théologies est possible du moment que c'est la même foi qu'on interprète."* L'attention à cette phrase de Karl Rahner, le grand maître qui vient de nous quitter, devrait garantir aux théologiens de la libération un espace à leur recherche.



Les agences internationales de contrôle des médicaments baissent les bras car la réglementation existante ne leur permet pas d'intervenir. Voilà qui apporte de l'eau au moulin de ceux qui se battent pour que l'OMS édicte un code de conduite pour les multinationales pharmaceutiques. Prochain rendez-vous : l'assemblée générale de l'OMS qui aura lieu à Genève à partir du 7 mai et où l'on reparlera certainement de ce code de conduite des entreprises pharmaceutiques.

i3m actualités

■ SUISSE-TURQUIE Un important contrat

La Turquie rejoint notre pays de deux façons. Par un certain nombre de ses ressortissants venus dans notre pays pour y chercher l'asile politique. Egalement par les informations, dramatiques le plus souvent, apportées par l'actualité. "Onze grévistes de la faim meurent. Ils protestaient contre la torture dans les prisons turques." ("Le Courrier", 7 mars 1984.) "La prison de Diyerbakir : aux extrêmes de l'odieux." ("Le Monde", 7 mars 1984.)

Depuis le 16 mars, un lien nouveau unit la Suisse à ce pays. Un gigantesque contrat économique de 960 millions de francs, couvert en partie par un crédit de 573,4 millions sur dix-huit ans.

Avant de s'engager dans l'opération, les banques ont attendu que soit accordée la garantie contre les risques à l'exportation. Il s'agit en effet du plus grand crédit d'exportation jamais signé par la Suisse. Cette commande est destinée à l'équipement du barrage Atatürk situé sur l'Euphrate.

En décembre 1982, M. Honegger avait déclaré "improbable" l'octroi de la garantie fédérale, se posant notamment la question du remboursement. "Croyez-vous que la Turquie soit en mesure, dans les vingt prochaines années — c'est le délai de remboursement —, d'assumer de tels engagements avec les paiements correspondants d'intérêts et d'amortissements ?"

Ni ces questions ni celle de la collaboration avec un pays à la politique des droits de l'homme si musclée n'ont retenu son successeur M. Furgler.

Du travail pour les ouvriers de BBC et Escher-Wyss, certes, mais à quel prix !

d'après i3m - Solidaire

● Une amorce de dialogue

Nos lecteurs se souviennent peut-être du colloque de l'Association œcuménique des théologiens du tiers monde (EATWOT) qui s'était déroulé dans notre ville au mois de janvier 1983 et qui avait longuement été commenté dans ce bulletin. Le document final de cette rencontre a fait l'objet d'un numéro de la revue "Foi et Développement". Tout au long de ces huit pages grand format, on perçoit les tâtonnements mais aussi les petits pas réalisés au cours de ce colloque que nous tenons pour un authentique événement d'Eglise.

Faire de la théologie dans un monde divisé. Déclaration du VI^e colloque d'EATWOT. Bulletin "Foi et Développement" de juillet 1983. Huit pages, Fr. 1.—. A disposition au secrétariat.

RWANDA **Le temps des pionniers**

Dénoncer les impasses de certaines politiques de développement est une chose, avoir le courage de partir à la recherche de chemins nouveaux en est une autre.

Le dernier numéro de la revue "Dialogue" nous livre un passionnant témoignage. Celui de S. Musengimana, de retour au Rwanda avec un doctorat en phytopathologie dans la poche. Au risque d'affronter beaucoup d'incompréhensions, il a décidé de ne pas rentrer dans la fonction publique. *"J'estime que l'élite doit désormais avoir le courage de prendre le taureau par les cornes et d'amorcer la réduction du large fossé qui le sépare des masses paysannes."* Malgré des problèmes de financement difficiles, le voilà qui se met au service de la création de coopératives de cultivateurs. Pour quel résultat ?

S.M. : *"Vous me posez là une question délicate parce qu'il est difficile de mesurer l'impact d'une activité dans une région. Pour ma part, j'attache le plus d'importance aux activités d'animation-formation. Toutes les autres activités, qui ont un caractère facilement évaluable, parce que facilement chiffrable, ne sont que le résultat du pénible travail d'animation. Le propre de l'animation, c'est justement d'aiguiser les consciences de façon à amener les gens à prendre les décisions qui s'imposent. L'animateur aide à chercher (et à trouver) la voie. Il aide à surmonter les difficultés issues de l'environnement qui risqueraient d'entraver l'action des gens et de faire resurgir leur sentiment d'impuissance. C'est dire donc qu'un moyen d'apprécier l'impact d'un travail d'animation, c'est d'analyser l'ensemble des actions concrètes qu'il a générées. Concrètement, le lancement de deux pharmacies rurales à Kabaya et Karago, l'installation de trois moulins à maïs et sorgho, la réalisation des adductions d'eau et d'une route, ... ce sont là certaines activités qui ont le plus illustré le fait que si les gens s'organisent pour chercher des solutions à leurs problèmes, ils peuvent y arriver. Beaucoup d'autres éléments ont donné aux gens l'occasion de s'accrocher à leur organisation et ont ainsi contribué à accroître la confiance des gens en leurs possibilités. Cela aussi est important."*

Les incompréhensions ne manquent pas, ni les obstacles... mais les projets non plus qui poussent à aller de l'avant.

S.M. : *"Je ne suis allé à Douala que pour participer à un atelier de réflexion de quelques jours qui était organisé par l'IREN (*) et l'APICA en mars dernier. Durant ce très court séjour à Douala, j'ai eu l'occasion de visiter un atelier de fabrication d'ardoises pour écoliers qui m'a fortement séduit. J'ai aussitôt négocié et obtenu une bourse pour envoyer en stage au Cameroun deux artisans de Kabaya. Le marché existe au Rwanda, les matières premières peuvent y être trouvées. On assurerait ainsi un emploi permanent à un bon nombre de jeunes du milieu... En mai dernier, ces artisans, envoyés par ITT, ont fait un stage fructueux à Douala. A leur retour, ils ont fabriqué quelques prototypes d'ardoises que nous avons envoyés dans certains milieux pour tester le marché. Entre-temps, nous sommes en train de chercher un fonds de roulement qui nous permettrait de lancer la production à une échelle convenable. Nous faisons en même temps des efforts pour améliorer la qualité de la finition. C'est un projet prometteur."*

Un tel témoignage est à la fois réconfortant pour notre espérance et ouvre à la difficile question du

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 · 1211 Genève 9
Secrétariat :
André Fol · 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 · 21 551

"L'action politique a un fantastique enjeu : tendre vers une société dans laquelle chaque être humain reconnaîtrait en n'importe quel autre être humain son frère, et le traiterait comme tel. La société des hommes n'est-elle pas appelée à exprimer, à sa manière, le mystère de la Trinité ?"

Les évêques de France,
Lourdes, 1972.

Amérique centrale

● Pour faciliter l'information sur la situation des chrétiens en Amérique centrale, les commissions tiers monde se proposent de mettre sur pied un petit réseau de diffusion reprenant, parmi les documents nombreux et de bonne qualité qu'ils ont à disposition (COE, DIAL, etc...), ce qui leur semble le plus éclairant.

Les personnes intéressées peuvent s'inscrire à notre secrétariat.

● Une déclaration de solidarité avec les chrétiens de ce pays vous est parvenue dans le bulletin précédent. Il est souhaitable que cette déclaration, signée par un certain nombre de personnes ayant des responsabilités dans les Eglises de Suisse romande, circule largement dans votre entourage. N'hésitez pas à demander des exemplaires supplémentaires à notre secrétariat !

"qu'est-ce qu'on peut faire ?" des espaces nouveaux. On voit clairement qu'un financement d'appoint, soit au démarrage, soit permettant un voyage à l'intérieur du continent pour découvrir d'autres techniques, peut avoir un effet non négligeable sur le développement d'une région.

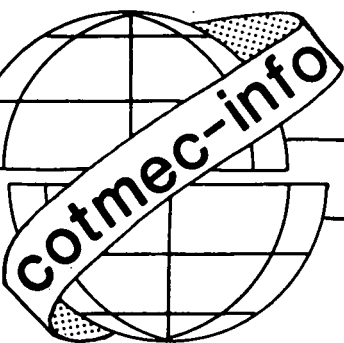
Une réflexion à poursuivre.

* IRED : Innovation et réseaux pour le développement. Cet organisme récemment créé à Genève — 3, rue de Varembe — se donne précisément pour tâche de mettre en relation des initiatives locales et de susciter ainsi la formation de leaders à la base

d'après Dialogue

Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



DENIER A CESAR ET INITIATIVE BANCAIRE

Même ceux qui ne connaissent pas trop l'Evangile ont entendu parler du "denier à César", de cette controverse célèbre entre Jésus et ses adversaires. Dans un contexte d'occupation où un rien peut déclencher la répression, on demande à Jésus s'il faut payer l'impôt à César.

Premier geste de Jésus : il se fait apporter un denier et interroge : "Cette effigie et cette inscription, de qui sont-elles ?" Après la réponse "de César", il enchaîne : "Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu."

Merveilleuse phrase, instauratrice de liberté sur la terre des hommes ! De tout temps, en effet, les pouvoirs se sont entourés peu ou prou de la caution du divin pour s'exercer. Une façon commode d'éviter les remises en question gênantes. Dans les régimes qui ont mis Dieu à la porte, au nom de mots écrits en majuscules tels que "Peuples", "Révolution"... on légitimera un fonctionnement identique : le pouvoir n'est pas entre vos mains, vous n'avez pas à le mettre en question...

En appelant César César et Dieu Dieu, Jésus nous aide à déjouer le piège. Il nous invite à ne pas tout mettre sur le même plan, et surtout à ne pas accorder à l'un ce qui revient à l'autre. Dieu seul est absolu et mérite d'être célébré. Quant à César, qui a la charge de gérer les choses publiques, il fait partie des institutions, nécessaires, mais transformables lorsqu'une solution plus juste est en vue.

Cette scène de l'Evangile peut-elle nous éclairer sur la position des autorités de l'Eglise à la veille d'une votation comme l'initiative bancaire ?

Si, au nom de l'Evangile, l'Eglise dictait un "oui", elle faillirait à son rôle en "sacralisant" ce qui n'est qu'une proposition de caractère économico-social. Il y a une prudence, pour elle, à garder : ne pas appeler César (entendez ce qui concerne l'organisation sociale) Dieu.

Est-ce que son rôle s'arrête là ? Peut-être pas. Le texte que nous évoquons ne lui demande-t-elle pas aussi de veiller à ce que personne d'autre ne divinise "César" ? Lorsqu'un chrétien, éminent représentant du milieu bancaire, affirme que l'affaiblissement du secret bancaire va contre la doctrine sociale de l'Eglise; lorsque les banques distillent à longueur de pages la peur du lendemain et le dogme de la sauvegarde du niveau de vie helvétique... n'est-ce pas le rôle de l'Eglise de rappeler aux banques qu'elles non plus ne doivent pas se "sacraliser" ? Comme toutes les institutions humaines, elles peuvent légitimement être remises en question lorsque le sort des plus démunis est en cause.

Car celui qui a affirmé que seul Dieu devait être appelé Dieu ne nous a-t-il pas aussi rappelé que c'est dans le visage de ceux qui ont faim qu'il fallait le rencontrer ?



Magasins du Monde Bon anniversaire !

En Juillet 1974, à la suite de la première "Action Ujamaa", café soluble de Tanzanie, l'Association romande des Magasins du Monde était créée. Dix ans après, les groupes locaux sont au nombre de trente et les points de vente s'approchent de la cinquantaine. Une jeune femme qui est donc en pleine santé, même si elle est née à une période où le vent n'était pas à l'engagement.

Tous nos vœux pour l'avenir. Nos vœux aussi pour la manifestation anniversaire qui aura lieu le **26 mai** à la patinoire d'Yverdon.

A propos, avez-vous déjà le livre de recettes — édité par les Magasins du Monde — qui s'intitule "Un coup de fourchette sans regrets" ? 140 pages, Fr. 8.— à notre secrétariat.



Non-violence et éducation

Du 9 au 14 juillet, dans le merveilleux cadre du Louverain (NE), une session est proposée cette année encore autour du thème de la non-violence. Plus précisément cette année : Non-violence et éducation. Avec la participation de Patricia Patfort.

Dans le cadre de cette semaine, l'invitée prendra la parole au cours d'une conférence publique mardi 10 juillet à 20 h.

Renseignements au secrétariat.

► Ce numéro du bulletin contient un dossier composé d'une double page qui peut être détachée. On peut en obtenir des exemplaires supplémentaires au secrétariat.

■ NICARAGUA L'escalade

A partir de quand commence l'invasion d'un pays ? Quand, après les nombreuses incursions de son espace aérien, maritime et géographique, on se met à miner les ports de l'adversaire, n'est-ce pas le moment d'appeler les choses par leur nom ?

Et il ne s'agit pas de voir, dans ces actes de guerre, un excès de zèle d'un subordonné trop impatient. Selon le Washington Post, les opérations de minage ont été approuvées par le président Reagan en personne. Des ports minés, c'est le coton qui attend que la pluie vienne le détruire faute de pouvoir être embarqué. C'est la viande, le sucre et le café (les principaux soutiens de l'économie nicaraguayenne)... qui sont obligés de rester au pays, tandis que le pétrole ne peut y parvenir.

"Il s'agit d'un blocus déguisé, contraire au droit international et qui menace gravement l'activité économique du pays", a déclaré le 2 avril aux Nations Unies Philippe Louet, représentant permanent adjoint de la France.

Un pas de plus dans l'escalade, qui devrait appeler de notre part un pas de plus dans la solidarité.

(d'après "Le Monde")

• • • • • Un témoignage de plus

La CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité) est le regroupement de treize associations catholiques équivalentes de notre "Action de Carême", localisées dans onze pays différents.

Cet organisme faitier vient de publier le rapport d'une mission de dix jours effectuée par neuf personnes au Salvador, Nicaragua et Guatemala. Clair dans sa présentation, posant dans chaque pays les questions sur lesquelles tout le monde s'interroge. Clair aussi dans le propos. Souhaitons qu'il connaisse une large diffusion.

Amérique centrale. Rapport de mission, CIDSE. 42 pages, Fr. 2.-. A notre secrétariat.

■ LE BROUET UNIVERSEL "Dallas"

Depuis avril 1978, début de sa programmation, le feuilleton Dallas a collectionné les records d'audience. Pas moins de soixante pays en ont acheté les droits.

En faisant de J.R. "l'homme que nous adorons haïr" et en l'entourant d'intrigues suffisamment nombreuses et variées pour que chacun y retrouve son compte, on a découvert la panacée. Ajoutons à cela une stratégie commerciale qui ne doit rien au hasard : des prix d'appel alléchants pour la première série d'épisodes; prix d'ailleurs rapidement réajustés pour les suivantes, mais toujours accordés aux possibilités des acquéreurs (le même épisode vendu 5000 FF à l'Algérie en coûtait 210 000 à la BBC).

Parmi les soixante pays acquéreurs, bon nombre d'entre eux connaissent une situation de pauvreté pour une partie importante de la population. Qui dira les ravages culturels causés par un tel feuilleton qui crie à chaque séquence le luxe, la réussite matérielle ? On a repéré par exemple qu'au Maroc la vogue de Dallas fournissait aux jeunes le support nécessaire

■ CACAO Avant une importante négociation à Genève

Du 7 au 25 mai, à Genève, producteurs et consommateurs de cacao doivent se retrouver pour négocier un nouvel accord international. "Doivent se retrouver" car les difficultés sont telles que certains se demandent, au moment où ces lignes sont écrites, si la conférence pourra avoir lieu.

C'est que le marché du cacao n'est pas un marché simple. Une production qui augmente. Après la Côte d'Ivoire, le Brésil, le Ghana, le Nigéria et le Cameroun, c'est la Malaisie qui entre en force sur ce marché. Face à cette production croissante, une consommation qui n'augmente pas. En tous les cas pas dans la même proportion. C'est que le chocolat n'est consommé massivement que là où l'économie a atteint un certain niveau (ainsi, l'Arabie séoudite a augmenté sa demande ces dernières années).

Résultat : il y a une surproduction de 130.000 tonnes qui fait l'objet de toutes les spéculations à Londres et à New York et qui rend le marché impossible à stabiliser. Au point que le dernier accord n'a pas fonctionné : les stocks ont permis en effet aux pays consommateurs de tenir la dragée haute aux pays producteurs.

Quel sera le sort des nouvelles négociations ? Il est certain qu'elles partent avec un handicap. La Côte d'Ivoire juge les prix planchers trop bas et pas en rapport avec les coûts de production. Quant aux Etats-Unis, premiers consommateurs, ils ressentent cet accord comme une insupportable entrave à la liberté du commerce.

Du côté suisse, à ce qu'il semble, il y a un réel désir d'une stabilisation mais peu de moyens pour cela. Si, en effet, notre pays absorbe une partie non négligeable de la production, il exporte 80% de son chocolat vers les Etats-Unis. Dans ce cas, il doit être difficile de s'opposer, dans la négociation, à celui qui est notre plus grand client...

■ Un centre d'intérêt tout trouvé

Dans cette fin d'année scolaire, les enseignants ne trouveraient-ils pas là un centre d'intérêt enrichissant pour leurs élèves ? Lancer une recherche à ce sujet, se renseigner auprès des Nations Unies sur l'avance des pourparlers, tenter d'en comprendre les conséquences pour les producteurs et les consommateurs... N'est-ce pas un moyen d'entrevoir — et à partir d'un produit qui ne laisse aucun jeune indifférent — certains rouages de l'économie internationale ?

Signalons à ce propos l'excellent dossier paru dans "Actualités 13M", no 3/84, dans lequel nous avons largement puisé.

à combattre la morale et les traditions de leurs parents.

Une chose doit nous réjouir : certains publics en sont revenus. Au Pérou, où Dallas avait d'abord marché très fort, on a vu les indices chuter brusquement quand a été programmé à la même heure un comique péruvien. Les Brésiliens lui ont aussi préféré un autre programme, quant au Japon, la série n'atteignait qu'un taux d'écoute de 4% et il a fallu retirer le feuilleton au bout de six mois.

D'où la question que l'on peut se poser : le succès de Dallas est-il dû à la fascination de la famille Erwin ou... au vide des programmes concurrents ? Voilà que les responsabilités se partagent.

D'après : L'Etat du Monde 1983

■ RESISTANCE AFGHANE

Quatrième printemps

Quatrième printemps pour l'occupation afghane. L'accent s'était déplacé du terrain militaire au terrain politique (cf. bulletin No 60). Le KGB et son homologue afghan, le KHAD, redoublaient d'efforts pour pénétrer la résistance. Actuellement, on en revient à insister sur l'engagement armé. Le pont aérien avec l'Union soviétique s'est intensifié et des actions militaires d'envergure précédées par des bombardements longs et intensifs se multiplient. Ainsi semble se traduire, sur la scène afghane, le changement de pouvoir entre Andropov et Tchernenko à la tête du pays "frère".

En face, la résistance semble faire des pas vers son unification. Le Jamiat-el-Islami, avec le commandant Massoud, non seulement regroupe la plupart des fronts du nord mais s'implante également parmi les tribus du sud. Sur le plan international, en janvier, un représentant de cette organisation participait pour la première fois au sommet islamique de Casablanca. L'engagement discret des Etats-Unis est mieux connu. Ils auraient fourni des armes... soviétiques provenant d'arsenaux égyptiens notamment.

Mais, cet appui international, il n'est dispensé qu'au compte goutte. Est-ce que le conflit afghan est considéré comme un conflit mineur et pour lequel on ne dépassera pas le stade des réactions verbales ? A moins que, comme cela se passe pour l'affrontement Iran-Irak, personne ne soit très fâché de voir le géant s'embourber, perdre un peu de son sang, de son argent, de son moral dans un pays finalement assez loin du nôtre ?

Au niveau médical, la réaction semble plus vigoureuse. Des initiatives nombreuses se réalisent, même si elles peuvent apparaître bien limitées par rapport aux besoins d'une population que la malnutrition rend fragile.

A ce propos, il convient de relever l'effort entrepris par l'Entraide protestante suisse qui s'est mise très vite à l'œuvre et qui a pu acheminer à ce jour 570.000 francs pour l'aide médicale dans ce pays.

■ CONFLIT DU PROCHE-ORIENT

Elargir le regard

Donner un avis sur le conflit qui continue d'ensanglanter le Liban dépasse de loin nos compétences. Mais cela ne doit pas nous empêcher de formuler des craintes. Craintes que l'information qui nous parvient soit gravement lacunaire et que, de plus, cette information soit reçue d'une façon peu objective, notamment lorsqu'il est question des chrétiens. Alors que, sous ce terme, se cachent parfois des personnes aux agissements indéfendables (un témoignage aussi récent que formel nous est parvenu à ce sujet).

Crainte aussi que les Palestiniens ne perdent définitivement la parole avant de perdre la vie. N'est-elle pas révélatrice, la gêne de cette catéchiste qui, à Genève, devant les quelques enfants qui lui sont confiés, sent une difficulté à prononcer le mot de "Palestine" en leur parlant de l'histoire du Christ ?

Pour tenter de donner voix aux sans-voix, nous rappelons la brochure très accessible que l'Entraide protestante suisse a éditée et qui a pour titre : "Une terre pour le peuple palestinien".

Dossier EPER : Une terre pour le peuple palestinien, 27 pages, Fr. 2.50. A notre secrétariat.

■ MULTINATIONALES

Des actionnaires chrétiens interviennent

Environ cent organismes religieux ont demandé à septante sociétés, entre autres des producteurs d'armes spatiales, des compagnies investissant en Afrique du Sud et des sociétés pharmaceutiques ayant des débouchés dans les pays en voie de développement, de reconsidérer certaines de leurs activités pour des raisons de responsabilité collective.

Ces actionnaires chrétiens ont adressé quatre-vingt-deux résolutions à ces septante sociétés, qui devront être considérées et votées lors des réunions annuelles, pour la plupart en avril et mai. Leur activité est coordonnée par le Centre interconfessionnel sur la responsabilité collective (Interfaith Center on Corporate Responsibility), mouvement affilié au Conseil national des Eglises.

"Puisque les sociétés ont sur nos vies une profonde influence, nous avons l'obligation de les exhorter à agir de façon responsable au niveau de la société", a déclaré Timothy H. Smith, directeur du Centre. "En tant qu'actionnaires, les Eglises soulèvent des problèmes sociaux fondamentaux pour les compagnies dans lesquelles elles investissent."

Le Centre assure la coordination des activités concernant la responsabilité collective de deux cents ordres et diocèses catholiques romains et quinze organismes protestants qui possèdent un total de plus de huit milliards de dollars EU en actions et obligations, a-t-il ajouté.

A l'origine de ces résolutions, figurent les Eglises baptistes américaines, Maryknoll, l'Eglise épiscopale, l'Eglise presbytérienne (Etats-Unis), le Département des ministères mondiaux de l'Eglise méthodiste unie, l'Eglise unie du Christ, les Sœurs de la Charité - New York, six des provinces américaines de la Société de Jésus, les Marianistes, Les Sœurs des missions médicales, les Sœurs enseignantes de St. François et les Sœurs de la miséricorde.

(Extrait d'un rapport présenté par le bureau d'information du Conseil national des Eglises des Nations-Unies.)

Soepi

■ Du pain sur la planche

"Mieux vaut allumer une bougie que de maudire l'obscurité." Ce proverbe chinois ne peut-il pas éclairer notre réflexion sur notre attitude à l'égard des multinationales ?

A juste titre, on s'est effrayé devant la prolifération de géants, trop grands pour tomber sous le contrôle des législations nationales et pouvant se permettre tout ou presque, jusqu'au renversement de certains régimes politiques...

Mais il y a mieux à faire que de s'éterniser en propos incantatoires. C'est ce qu'ont compris nos frères nord-américains. Avoir une action dans une société, c'est avoir un pouvoir. Et, pour le chrétien, le pouvoir c'est le lieu d'une responsabilité.

Avant que nous ayons mis sur pied notre "Centre interconfessionnel sur la responsabilité collective", les personnes qui posséderaient des actions et qui aimeraient réfléchir sur la façon de les utiliser d'une manière plus responsable peuvent prendre contact avec nous. Nous pourrions certainement les aiguiller vers quelqu'un capable de les éclairer.

Rappelons qu'en Suisse romande, CANES, une convention d'actionnaires Nestlé, a été fondée il y a quelques années déjà. Tout n'est donc pas à inventer.

■ AFRIQUE DU SUD Des témoins autorisés parlent à Genève

"Le mot apartheid désigne une réalité inimitable : la perpétuation d'une hiérarchisation coloniale dans le cadre d'une expansion capitaliste." Dans cette phrase de Bruno Chenu, tout le dynamisme et tout le drame de l'Afrique du Sud. Dynamisme auquel il faut bien ajouter la caution de la foi chrétienne accordée par plusieurs Eglises. Mais tous les chrétiens ne sont pas alignés sur le gouvernement, tant s'en faut.

Le 30 mars, une délégation de six hommes d'Eglise de différentes confessions, emmenée par l'archevêque de Pretoria, a été reçue au Conseil œcuménique des Eglises. Un membre de notre commission a eu la chance de participer à cette rencontre. Pourquoi cette visite, qui fait partie d'une large tournée en Occident ? Il s'agit d'informer sur les nouvelles formes que prend l'apartheid aujourd'hui. On parle à ce propos d'"apartheid majeur".

Dans les grandes lignes, il s'agit de "reloger" le 70% de la population noire dans dix Bantoustans attribués à des ethnies différentes. Mais, avant de parler de "relogement", il conviendrait de parler de "délogement". En douze ans, 3.372.900 Noirs ont été ainsi déplacés. Mis à part dans leur petit coin de terre (les dix Bantoustans ne représentent guère que le 13% de la surface du pays), soigneusement délimité dans des zones qui ne contiennent que peu ou pas de richesses naturelles, la plupart des Noirs seront ainsi privés des droits les plus élémentaires. Droit de vote, liberté de résidence, circulation, travail, droit syndical... dans le reste du pays.

Le but de l'opération : permettre aux Blancs de se trouver majoritaires en Afrique du Sud (dans la proportion de quatre Blancs, deux Noirs et un Indien). Au bout du compte, faire de la minorité blanche une "majorité" en ayant transformé les autres habitants en étrangers dans ce qui était leur patrie : voilà le projet au cœur de la nouvelle Constitution. Réellement, l'apartheid est une réalité inimitable...

Des questions ont été posées aux visiteurs à propos de ce qui pouvait être entrepris depuis ici. C'est l'information qui vient en premier dans les demandes : la situation réelle des Noirs d'Afrique du Sud doit être mieux connue. Aide aussi aux victimes, mais également aide aux Eglises sur place : comment pourront-elles durer dans la lutte si elles ne sentent pas le soutien des Eglises sœurs ?

En ce qui concerne les investissements — et, là, on sait combien notre pays est concerné — on a fait référence à ce que l'évêque Desmond Tutu disait aux industriels allemands : "Investissez tant que vous voulez mais à certaines conditions : 1. Que les travailleurs puissent vivre avec leur famille dans leurs maisons familiales. 2. Que les syndicats soient autorisés. 3. Que les travailleurs aient accès à l'éducation. 4. Qu'on donne aux entreprises concernées une limite de temps pour introduire ces réformes, dix-huit à vingt-quatre mois au maximum."

L'énoncé de ces demandes — tellement élémentaires — en dit long sur la situation sociale en Afrique du Sud.

● Une cassette souvenir

Dans ce bulletin, nous avons déjà dit la dette de reconnaissance qui nous liait au père Bernard Trémel. Au moment où les jours de Pâques viennent de nous rappeler le premier anniversaire de sa mort, nous proposons, à l'intention de nos lecteurs qui l'auraient

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 · 1211 Genève 9
Secrétariat :
André Fol · 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

Au fond, l'engagement pour les "damnés de la terre" n'est pas une affaire de crédibilité ou de circonstance mais concerne la réalité même de l'Eglise comme Eglise. Comment le Christ de l'Eucharistie pourrait-il tourner le dos au Christ des pauvres ? Il s'agit de rejoindre le Seigneur Jésus partout où il nous convoque.

Bruno Chenu

■ SCOD Une tache d'huile qui doit grandir

Dans son rapport du comité, la Société coopérative œcuménique de développement pose une question qui mérite d'être répercutée : le public sait-il que pour Fr. 73.— (100 florins) on peut prendre une part ? C'est faux de penser que ce genre de placement ne concerne que les fortunes importantes.

Au moment où, dans le rapport Nord-Sud, on prend de plus en plus conscience des méfaits de la dépendance que toute aide peut engendrer, cette forme de prêt doit se développer. Elle est à la fois utile pour celui qui place son argent puisqu'il retrouve un intérêt, modeste il est vrai, mais surtout cet argent profite à l'emprunteur tout en respectant sa dignité.

de 1979 à 1984, on a passé de 49 à 208 preneurs de parts (pour des montants de 106.000 à 1.005.900 francs). La progression est réelle mais il s'agit d'accélérer le pas. Il faut le faire savoir autour de nous : Fr. 73.— suffisent pour prendre une part.

connu, une cassette contenant d'une part une interview qu'il avait accordée à Raphaël Pasquier à la Radio romande et, de l'autre, deux entretiens pour aider à comprendre le récit de la Pentecôte.

L'une et l'autre face nous restituent l'image du Père Trémel, homme de la Bible, mais aussi homme de l'Eglise et témoin passionné de solidarité et de justice... jusqu'à l'impatience.

A disposition au secrétariat au prix coûtant.

J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

COMMENTAIRE :

Certains voient dans cette initiative un sabotage de notre place financière et, par conséquent, de notre économie nationale. Ce serait "scier la branche sur laquelle on est assis". Cet argument manque sérieusement de nuances, en effet :

Il ne s'agit pas de détruire la place financière suisse, mais uniquement de faire céder le secret bancaire devant la justice en cas de délit majeur fiscal et pénal. Les autres attraits, spécifiquement helvétiques, de notre place financière restent inchangés (monnaie forte, stabilité politique et sociale).

L'argent étranger qui arrive en Suisse est presque toujours replacé à l'étranger. Son passage en Suisse ne sert qu'à dissimuler, par le secret bancaire, la provenance de l'argent et ne profite pas directement à l'industrie suisse.

Selon des études documentées, l'importance de la place financière suisse tend à surévaluer le franc suisse. Une monnaie nationale trop forte rend nos exportations, donc notre production nationale, plus chères pour l'étranger. Ce phénomène a conduit nombre de nos entreprises à réduire leur personnel. Par ailleurs, Il est certain que la fuite des capitaux, en diminuant les ressources de nombreux pays du tiers monde, les contraint à limiter leurs achats dans notre pays et affecte indirectement le problème de l'emploi chez nous.

POINTS DE REPÈRE ETHIQUES

- L'impératif qui a présidé, il y a cinquante ans, à la mise sur pieds de la forme particulière du secret bancaire en vigueur dans notre pays — à savoir la protection des personnes menacées par le régime hitlérien — nous paraît s'être radicalement déplacé.
- L'impôt représente, pour le chrétien, une façon d'assurer à l'Etat le moyen de prendre en charge un certain nombre de tâches, particulièrement le service des plus démunis. Se soustraire à l'impôt est, d'une manière ou d'une autre, attenter à la solidarité sociale; à tout le moins laisser à d'autres le soin d'en porter la charge. En rendant plus efficace la lutte contre la soustraction fiscale, l'assouplissement du secret bancaire, tel qu'il est proposé, nous paraît avoir une incidence éthique évidente.
- Cependant il faut remarquer que les dispositions de l'initiative visant à dispenser de l'obligation de renseigner sur les petites fortunes et les revenus dépendants pose une question du point de vue éthique. Si l'on peut comprendre l'intention qui préside à cette disposition, à savoir de rétablir une certaine égalité, le choix du moyen ne nous paraît pas adéquat.
- L'afflux de capitaux en fuite dans notre pays a d'autres motifs que le seul secret bancaire (stabilité politique, stabilité du franc, qualité des services...). Ceci dit, du fait que notre secret bancaire, par sa rigueur, encourage l'arrivée en Suisse de capitaux venant de pays pauvres, il prive indirectement ces pays des ressources nécessaires à leur développement, voire à la survie de leurs habitants.
- La puissance des banques, dans notre économie, est grande et en constante croissance. Comme telle, la puissance n'est pas mauvaise. A condition que soit accepté, dans le cadre des institutions démocratiques, le contrôle auquel doit être soumise toute institution. Ce n'est pas porter un soupçon sur l'honorabilité des banquiers que de ne pas se satisfaire d'un contrôle qui ne dépende que d'eux.
- Pour l'éthique chrétienne, la responsabilité individuelle et collective revêt une extrême importance. Mais cette responsabilité ne peut s'exercer valablement que si les informations circulent. En demandant aux banques de fournir plus de renseignements sur leurs activités, l'initiative nous paraît formuler une exigence qui ne peut qu'être profitable au bon fonctionnement de notre système. Profitable aussi à tous ceux qui souhaitent faire leur travail de banquiers dans de saines conditions.
- La responsabilité, sinon la complicité, des élites locales est souvent engagée dans les cas de fuite des capitaux du tiers monde. De nombreux pays doivent mettre sur pied un contrôle démocratique plus efficace sur la circulation de leurs ressources. Ceci étant, les législations locales ou leur absence ne peuvent légitimer une attitude d'accueil sans distinction à l'égard des capitaux provenant de ces pays. Au regard de l'éthique chrétienne, ce n'est pas la barrière des frontières, mais le sort réservé aux plus pauvres qui est déterminant.
- En tenant compte des réserves exprimées, nous pensons que l'initiative contre les abus du secret bancaire est de nature à faire avancer la réglementation du système actuellement en vigueur dans un sens plus conforme aux exigences de l'éthique sociale.

● Initiative sur les banques

Expertise concernant l'initiative contre l'abus du secret bancaire et la puissance des banques. Commission nationale suisse Justice et Paix (44 p., Fr. 4.—).

● Les banques suisses face à l'éthique sociale

Etudes et rapports nos 31 et 32 de l'Institut d'éthique sociale de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse. La première partie (65 p., Fr. 8.—) et la seconde (150 p., Fr. 12.—).

● Secret bancaire et capitaux en fuite du tiers monde

- Quelques déclarations d'origine chrétienne.
- Un point de vue d'éthique chrétienne d'après une étude du professeur A. Biéler. Commissions tiers monde (8 p., Fr. 1.—).

➔ Pour ceux qui veulent aller plus loin

RAISONS ET LIMITES DE CE DOSSIER

Le 20 mai, chaque citoyen de notre pays aura un avis à donner sur une éventuelle modification de la législation bancaire.

Il n'appartient pas aux Commissions tiers monde de dicter des consignes de vote ni d'engager les Eglises dans leur ensemble. Leur tâche est de partager le fruit de leur réflexion et de faire entendre, dans le débat, la voix de ceux que le système a tendance à exclure, particulièrement dans le tiers monde. Car "la question sociale est devenue mondiale" (Paul VI, "Le développement des peuples") et la décision qui sera prise le 20 mai aura des répercussions loin de nos frontières.

On ne trouvera pas, dans les pages qui suivent, une étude exhaustive. Notre ambition est plus limitée. Nous voudrions rappeler brièvement quelques enjeux éthiques de cette consultation.

Notre réflexion nous a amenés à la conviction que, malgré certaines réserves, cette initiative est digne de soutien. Le respect dans lequel nous tenons les banquiers, et la certitude que beaucoup d'entre eux assument leur tâche — importante — dans la probité, nous persuadent que les requêtes de l'initiative ne vont rien mettre en péril. Et même si — ce qui nous paraît improbable — l'application des mesures préconisées par l'initiative nous valait quelques inconvénients, nous devons accorder la priorité aux besoins essentiels de nos frères les plus défavorisés.

D'autres chrétiens, membres de nos Eglises, préconiseront le rejet de l'initiative. L'essentiel, en pareille matière, est que chaque chrétien, après une sérieuse enquête sur la réalité, à la lumière de l'Evangile, utilise toute la marge de liberté qui est la sienne dans le sens qui lui paraît le plus adéquat pour que la "volonté de Dieu soit faite sur la terre comme au ciel".

*Commission tiers monde de l'Eglise nationale protestante de Genève
Commission tiers monde de l'Eglise catholique à Genève*

QUE VISE L'INITIATIVE ?

L'initiative "contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques", qui sera soumise au peuple le 20 mai, se propose de :

1. **Lutter contre les abus du secret bancaire** en conservant toutefois à celui-ci une forme proche de celui des autres pays occidentaux.

A l'origine, le secret bancaire a été institué (en 1934), dans l'esprit des Droits de l'homme, pour protéger les avoirs juifs contre les Nazis.

Actuellement, il permet plutôt de frauder le fisc suisse (donc empêche l'Etat de s'acquitter pleinement de ses fonctions sociales faute de ressources) et de camoufler des capitaux en provenance de pays qui ont le plus grand besoin de fonds pour financer leur développement. Notre secret bancaire actuel fait jouer à notre pays un rôle négatif, en opposition ouverte avec notre politique officielle de neutralité et d'aide au développement. D'un côté, nous proclamons notre volonté de respecter les choix politiques et sociaux des autres peuples, de pratiquer la solidarité et d'aider en priorité les couches sociales les plus défavorisées des pays du tiers monde (Loi sur la coopération au développement, art. 5); de l'autre côté nous nous empressons d'accueillir les capitaux fugitifs des gens fortunés de ces pays !

D'autre part, notre secret bancaire est très bien protégé : l'incitation à la violation du secret bancaire constitue déjà un délit en soi; celui qui viole le secret bancaire est poursuivi d'office (même sans plainte, contrairement aux autres secrets professionnels) et est passible de prison.

L'initiative prévoit la limitation du secret bancaire mais pas sa suppression. De cette manière :

a) Comme c'est le cas dans d'autres pays occidentaux (Etats-Unis, France, Angleterre...), le fisc, tenu lui-même au secret professionnel, aura le droit de se renseigner auprès des banques sur les avoirs des clients.

Cette mesure ne portera pas atteinte à la sphère privée du citoyen honnête. Les petits épargnants ne seront pas touchés vu qu'ils ont déjà actuellement avantage à déclarer au fisc leur carnet d'épargne, afin de pouvoir récupérer le 35% d'impôts anticipés payés sur les intérêts et que l'Etat leur soustrait d'office.

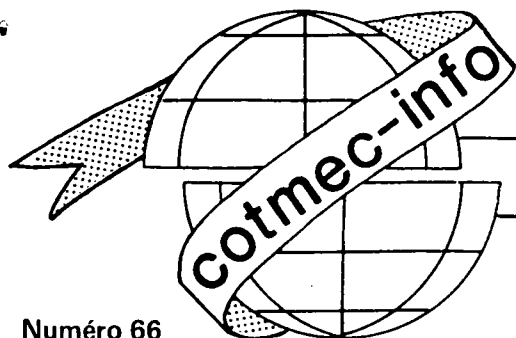
Par cette mesure, l'Etat pourrait récupérer les impôts sur les placements non soumis à l'impôt anticipé et qui ne sont pas déclarés; cela permettrait de financer une part substantielle du déficit de la Confédération...

b) Cela rétablira un traitement égal entre salariés et indépendants. Lorsqu'un salarié ne remet pas au fisc son certificat de salaire, le fisc peut s'adresser directement à l'employeur, qui est alors obligé de le renseigner. Les indépendants peuvent par contre se retrancher derrière le secret bancaire pour ne déclarer qu'une partie de leurs revenus. L'initiative prévoit la possibilité pour le fisc de s'enquérir auprès des banques des dépôts des indépendants, mais toujours sous réserve du secret de fonction.

c) Les gouvernements étrangers auront la possibilité de se renseigner auprès des banques, dans le cas où l'argent déposé par un de leurs citoyens proviendrait d'une fraude fiscale, d'un trafic illégal de devises ou d'un acte de criminalité économique (actuellement, le secret bancaire ne peut être levé qu'en cas de crime ou en cas de fraude fiscale par falsification de documents — et non pas pour simple omission). Cela rendrait les coffres suisses un peu moins attrayants pour des fonds ayant été soustraits à des pays qui ont souvent un urgent besoin de financement pour assurer leur développement.

2. **Limiter la puissance des banques et leur enchevêtrement avec les entreprises du secteur privé non-bancaire**

3. **Protéger les épargnants contre les banqueroutes**



RESPONSABILITE ENVERS LA PAIX (Extrait de l'homélie de Jean Paul II prononcée au Flüeli)

... "Il n'est pas toujours possible que l'acceptation de l'autre se passe dans un simple climat de "bonté et d'amitié"; la compréhension fait souvent défaut, le contact mutuel manque souvent. C'est là que l'autre partie du conseil du saint Frère Nicolas prend toute sa valeur : 'Si cela ne peut se régler à l'amiable, que la justice fasse alors pour le mieux'. La paix repose sur l'amitié mais plus fondamentalement encore sur la justice. La protection des droits de l'homme et l'engagement pour la paix sont profondément liés. Votre Etat est fier d'être un Etat de droit. Mais un Etat de droit ne peut s'en tenir au seul droit formulé jusqu'à présent; eu égard aux conditions qui changent si rapidement, il faut établir un droit renouvelé, un droit qui défende surtout ceux qui ne sont pas protégés, ceux qui sont repoussés : la vie avant la naissance, les jeunes et les vieux, les étrangers, la nature saccagée. Empoignez avec courage ces tâches qui sont de première urgence et essayez de les résoudre avec cette sagesse dont Frère Nicolas disait : 'La sagesse est souverainement aimable parce qu'elle arrange toutes choses au mieux'. (...)

En ce qui concerne la Suisse et ses rapports avec les autres pays, Frère Nicolas a aussi, en son temps, donné un conseil à ses concitoyens, ainsi formulé selon la tradition : 'Ne repoussez pas trop loin vos frontières... Ne vous mêlez pas des affaires des étrangers'. Ce principe a finalement conduit à votre neutralité, reconnue et très utile. Sous sa protection, la petite Suisse est devenue une puissance économique et financière. En tant que société démocratique, veillez attentivement à tout ce qui se passe dans ce puissant monde de l'argent ! Le monde de la finance est aussi un monde humain, notre monde, soumis à la conscience de nous tous; pour lui aussi il y a des principes éthiques. Veillez surtout à ce que vous apportiez une contribution au service de la paix du monde avec votre économie et vos banques et non une contribution — peut-être indirecte — à la guerre et à l'injustice !

La neutralité suisse est un grand bien; employez à fond les possibilités qu'elle vous offre pour assurer un asile aux réfugiés, pour développer des Œuvres d'entraide qui ne peuvent agir qu'à partir d'un pays neutre. Ils sont nombreux mes compatriotes qui, à différents moments de l'histoire, ont trouvé refuge dans votre pays — par exemple dans un camp ici au Flüeli —, et l'on entend parler constamment de l'aide rapide et généreuse des Suisses en cas de catastrophes. Oui, 'ne repoussez pas trop loin vos frontières' mais n'hésitez pas à regarder par-dessus elles, faites vôtres les soucis des autres peuples, tendez par-dessus vos frontières une main secourable." (...)



Une expérience à refaire

Au mois de mars 1982, prêtres et pasteurs de notre canton consacraient une journée à réfléchir ensemble au thème : foi et solidarité internationale. Une demande avait alors été formulée de donner la possibilité aux laïcs, particulièrement ceux qui s'engagent dans les conseils de communauté, de faire la même démarche.

Le projet s'est concrétisé le 5 mai au Centre oecuménique de Meyrin. Des représentants de ce secteur ont passé une après-midi tassée (de 14 h. à 20 h.) à partager sur les thèmes de la foi en lien avec la solidarité internationale. Un expert en question de développement et bon connaisseur du Tiers Monde et de tous les mouvements de libération qui y naissent était là pour nous aider dans notre réflexion. Enfin, la célébration de l'"eucharistie — Action de grâce" en ce Dieu qui entend le cri du pauvre et qui descend pour le libérer.

Une expérience que nous nous proposons de renouveler dès l'automne dans un autre secteur.



Polynésie : autonomie énergétique

Une petite île comptant deux cents habitants, Faaité, a été électrifiée en quelques semaines par une société mixte polynésienne-française. A l'exception des cellules solaires, le matériel a été produit à Tahiti. L'avantage de cet équipement, c'est qu'il peut s'intégrer à la maison traditionnelle couverte de feuilles de palmier. Il se compose de six à dix panneaux reliés à une batterie et peut répondre aux besoins énergétiques d'une famille.

Selon les représentants de la société, le prix est identique à un système électrique diesel, à la différence près que l'énergie est gratuite.

d'après Forum du développement

■ JEAN PAUL II EN ASIE

Le voyage d'un témoin rencontrant une Eglise témoin

Nos lecteurs ne s'étonneront pas de ne pas trouver, dans ce bulletin, un compte rendu de la visite du pape dans notre pays. Journaux et télévision lui ont accordé une place suffisante pour qu'il ne soit pas nécessaires d'y revenir ici. Il aurait été faux, par contre, de ne rien dire du voyage récent qu'il a fait en Asie et qui tombe, lui, dans la spécificité de ce bulletin.

■ Sur le chemin de la croissance

Pays de 38 millions d'habitants, sans grandes ressources dans son sous-sol, la Corée du Sud est parvenue à faire passer son revenu, par tête, de 461 dollars en 1962 à 1879 en 1983. La cause de ce "miracle" : l'industrialisation. En une génération s'est opérée une révolution industrielle que notre continent a mis plus d'un siècle à effectuer. En vingt ans, le secteur agricole a passé de 70 à 27% de la population, avec tout ce que cela suppose d'éclatement culturel et familial, d'urbanisation... Séoul, la capitale, vient au quatrième rang des plus grandes villes du monde.

■ A quel prix

A la source de cet accroissement, un travail acharné demandé aux travailleurs et travailleuses de ce pays. Au prix de leurs loisirs légitimes, au prix de leur santé, souvent usée par un travail répétitif à une cadence accélérée. "Le Monde" cite l'exemple, qui n'a rien d'exceptionnel, d'une usine située à 80 km de Séoul. La journée commence à 8 h. et se termine à 22 h. (Le samedi, le travail s'arrête à 15 h.)

On peut le comprendre, les syndicats n'ont rien à faire dans un tel système. Ils ont été démantelés méthodiquement et les militants qui n'ont pas été directement arrêtés figurent sur une liste noire, ce qui leur enlève toute chance de trouver un emploi ultérieur. Même les écoles du soir, ouvertes aux travailleurs et où des enseignants donnaient des cours à titre bénévole, ont été inquiétées.

"La défense des droits démocratiques est assimilée par le gouvernement de Séoul à un acte de subversion", écrit P. Rousset dans "Croissance des Jeunes Nations". Et l'amnistie décidée au début de cette année pour offrir au pape et au monde le visage d'un régime plus humain a ignoré de nombreuses personnes.

Persécution de la classe politique et de la classe ouvrière, mais aussi répression des étudiants qui, peut-être plus qu'ailleurs, affirment leur solidarité active avec les ouvriers.

Symbole de cette répression : la ville de Kwangju. En mai 1984, devant l'arrestation de personnalités originaires de la province, la vague d'indignation a gagné la ville entière. L'armée s'est alors donné pour tâche de rétablir l'ordre, usant pour cela d'une implacable brutalité : 200 morts, 1000 à 2000 blessés et un nombre plus grand encore de personnes emprisonnées ou torturées.

■ Une Eglise en pleine vitalité

Etonnante histoire que celle de l'Eglise de Corée. Au départ, pas de missionnaires mais, en quelque sorte, une génération spontanée. Des Coréens érudits découvrent la parole de Dieu dans une traduction chinoise et se rendent en Chine pour approfondir leur connaissance avant de revenir dans leur pays partager leur foi. Vieille de deux cents ans, cette histoire est faite de per-

Rappelons la session

NON-VIOLENCE ET EDUCATION

qui aura lieu au Louverain (Neuchâtel) du 9 au 14 juillet 1984.

sévérité dans l'épreuve (les persécutions ont entraîné plus de 10 000 morts au cours de ces deux siècles) et de dynamisme. 184 000 en 1965, les catholiques sont 1 700 000 aujourd'hui. Cet essor est d'ailleurs le fait des autres confessions chrétiennes également.

Les éléments d'explication de ce surprenant âge d'or sont multiples. Nous n'en retiendrons qu'un : dans ce désert des droits de l'homme, l'Eglise est certainement un lieu où des gens peuvent trouver un espace de dignité. Cela ne veut pas dire que l'Eglise, dans sa totalité, ait fait l'option de se mettre du côté des victimes. Certains la trouvent encore trop majoritairement installée dans le conformisme. Cela n'empêche pas une minorité de cette Eglise d'être activement présente dans des lieux d'affrontement. D'où des phénomènes étonnants : alors que l'industrialisation a signifié dans nos pays un repli de l'Eglise, en Corée, c'est le contraire qui est vrai et le taux d'augmentation des conversions, dans le secteur ouvrier, est de 15% par an.

■ Dans ce contexte, le voyage du pape

Il n'est pas facile, dans ces conditions, de témoigner à la fois de la déférence envers son hôte et la solidarité avec les victimes de l'ordre implacable qu'il fait régner. Jean Paul II y est globalement parvenu.

Tout en ne manquant pas de rappeler souvent le développement qu'a connu le pays, le pape a, dès le début, énoncé un certain nombre d'affirmations qui n'allaient pas de soi. Par exemple en disant la valeur de service de tout pouvoir et en rappelant la nécessité de rendre la société plus humaine... Et lorsque, comme c'était à prévoir, ses propos ont été par trop déformés dans la presse, l'Eglise a su réagir par un communiqué. Ainsi, son allocution aux jeunes prêtres, à Taegu, où il leur demandait, tout en cherchant à être du côté des faibles et des opprimés, de ne pas se laisser guider par d'autres mobiles que l'amour des autres. La presse coréenne a titré : "Le pape appelle les prêtres à ne pas soutenir les dissidents." L'ambassade du Saint-Siège a diffusé un communiqué selon lequel une telle interprétation était dénuée de fondement.

Comme à chacun de ces voyages, il y a les discours, il y a les gestes. Et les seconds "parlent" autant que les premiers. Quel signe que de choisir la ville réprimée de Kwandju pour lieu de célébration et d'y proclamer : "Libérez-vous de la rancœur, pardonnez à ceux qui ont péché contre vous" !

Quel signe également de rencontrer les ouvriers et ouvrières de Pusan pour leur déclarer : "Trop souvent l'homme est traité comme un simple instrument de production, tel un outil qui devrait coûter le minimum en produisant le maximum... Je sais à quel point, solidaires de vos concitoyens, vous avez eu à souffrir et vous souffrez encore pour la naissance de cette "terre nouvelle" dans votre pays..."

Quels seront les lendemains d'un tel voyage ? Ouverture ou, au contraire, comme certains Coréens le craignent, reprise en main ? Il est trop tôt pour le dire. Ce qui est sûr, Jean Paul II a été dans ce pays, envers et contre tout, un témoin de l'homme et de sa grandeur.

d'après : *Croissance des Jeunes Nations, Le Monde*

■ APRES L'INITIATIVE BANCAIRE Quelques remarques encore

"Il fallait de l'angélisme pour croire que ce peuple pousserait la vertu jusqu'à scier la branche sur laquelle il est confortablement assis"... Le journaliste du "Monde" a probablement raison. Et on peut se rassurer en se disant que, en renversant les situations, la même question posée aux citoyens des pays voisins n'aurait probablement pas obtenu meilleure réponse.

Un regret

Si personne n'attendait le succès de l'initiative, on pouvait souhaiter — et c'était notre position — un score suffisant pour que les banques sentent en face d'elles une volonté populaire. Prête à reconnaître la qualité de leurs services — jamais mise en doute — mais également désireuse de leur faire sentir les limites de leur pouvoir. En repoussant l'initiative par trois voix contre une, le souverain semble décidé à leur laisser la bride sur le cou. A peine quelques jours après la votation, on invoquait déjà le verdict populaire pour repousser, au Conseil national, l'octroi de l'entraide judiciaire. Et cela ne fait que commencer...

Une préoccupation

En en faisant une initiative "contre l'armée", on a éreinté l'initiative "pour un authentique service civil" lors d'un scrutin précédent. On a recommencé cette fois en faisant de celle-là l'initiative "contre les banques". Ceci pour ne rien dire du rôle qu'aura pu jouer sur l'avis du citoyen la quantité de moyens mis en œuvre pour le convaincre.

L'initiative populaire est une des fiertés de notre système démocratique. Si on la malmène de pareille façon, va-t-elle garder son sens à l'avenir ? On peut légitimement en douter.

Dans un désert éthique

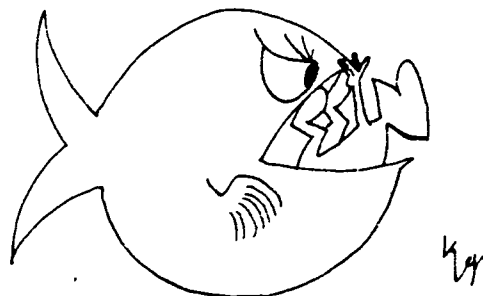
Le débat a essentiellement tourné autour de la "poule aux œufs d'or" qu'il ne fallait pas tuer, de la "branche qu'il ne fallait pas scier"... D'éthique, il n'a pas été question. Et ceux qui ont essayé d'en introduire dans le débat ont eu droit à des réactions pas toujours courtoises. Ainsi ce document qui nous a été renvoyé avec la mention "Vive l'Eglise d'orientation marxiste, communiste, staliniste !"... et sans signature.

Il ne s'agit pas de juger mais de constater et d'essayer de comprendre. Par une peur inexplicable du totalitarisme, l'Eglise, pendant un bon nombre de décennies, a invité les fidèles à se replier sur la sphère privée. Le Père Chenu ne disait-il pas : "Pour Pie XII et certains de ses conseillers, tout ce qui dépassait la famille était du socialisme" ? Les soupçons sont venus de haut... et ne datent pas d'hier.

L'Eglise n'en est plus là. Un concile a eu lieu et dans les messages des derniers papes, la modification des structures en vue d'une plus grande justice est affirmée avec insistance. Mais il faut du temps pour remonter le courant. Et du courage aux responsables de l'Eglise. Plus peut-être qu'ils n'en ont fait preuve, dans leur ensemble, durant cette campagne autour de l'initiative.

Des encouragements

Ceci étant, notre volonté de tout faire pour que notre pays soit plus fidèle dans les faits à l'image qu'il souhaite se donner sur la scène internationale reste intacte. Intacte aussi notre conviction qu'en menant ce



■ LA FORCE DES FAIBLES Assemblée internationale des travailleurs du poisson

Cette année, la FAO tiendra sa première conférence mondiale sur la gestion des pêches. Mais à cette conférence, les travailleurs du poisson — des millions d'hommes et de femmes engagés comme équipages, petits pêcheurs, ouvriers de l'industrie du conditionnement — ne sont pas invités. Pourtant ils aimeraient faire entendre leur voix à un moment où la pêche industrialisée s'apprête à les écraser par des programmes nationaux.

Au cours des années 70, le Japon et l'Union soviétique ont accaparé progressivement le 32% du produit des pêches et, avec les vingt-huit plus grands pays pêcheurs, ils absorbent le 90% des captures.

Problème de la répartition actuelle mais aussi celui des perspectives d'avenir. Que pourront faire demain les travailleurs de la mer dans des zones trop pêchées et menacées de pollution ? "Le poisson : caviar de demain ?" s'interroge Paul Reeves dans Forum du Développement.

Parce qu'ils veulent confronter leur expérience, parce qu'ils veulent renforcer leur solidarité, bref parce qu'ils veulent être reconnus comme partenaires dans une affaire qui les concerne au premier chef, les travailleurs de la mer organisent un congrès à Rome, ville du siège de la FAO, du 4 au 8 juillet.

Ce n'est pas souvent que la base parvient — au prix de quels efforts et de quels sacrifices ! — à se donner les moyens de se faire entendre. Il faut soutenir cette initiative, sinon en participant à la marche qui se déroulera à Rome, du moins en lui accordant toute notre attention lorsqu'elle aura lieu.

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus à notre secrétariat.

combat, on ne sort pas du rôle qui est le nôtre au sein de l'Eglise mais qu'au contraire on y est en plein.

Peu avant le 20 mai, deux lettres nous parvenaient, apportant au bon moment un appui de taille. La première, du Père Bernard Rey, théologien français qui, à propos des derniers documents de notre commission, écrivait : *"C'est du bon travail d'information et si la théologie ne va pas jusque-là, à quoi et surtout à qui (souligné dans le texte) peut-elle servir ?"*

La seconde nous est parvenue de la commission française Justice et Paix dont on connaît la valeur des prises de position. Son secrétaire, le Père Toulat, nous écrivait :

"Votre position me paraît correspondre à celle que nous prendrions probablement si nous nous trouvions dans une situation analogue. Vous percevez un vice structurel qui pourrait être corrigé sans inconvénient pour votre peuple et avec avantages pour d'autres populations. J'espère que beaucoup de chrétiens voudront voir, dans les modifications acceptables d'une loi, l'expression d'une attitude plus juste à l'égard d'autrui. L'amour du prochain passe par la médiation des conventions, lois et institutions."

L'été c'est le temps de la plage, ou, pour ceux qui ne partent pas, c'est à tout le moins quelques plages de temps. Les livres que nous vous signalons ci-dessous pourraient les enrichir.

Son auteur, Albert Nolan, est aumônier des étudiants d'Afrique du Sud. Religieux dominicain, il a été désigné par ses frères pour être maître général, mais il a renoncé à cette charge en pensant que son engagement dans la réalité sud-africaine était prioritaire.

Propos passionné et passionnant, mais étayé par une sérieuse confrontation avec la recherche théologique la plus récente. La lecture de ce livre peut aider les chrétiens à décaper l'image qu'ils se font de Jésus, image teintée souvent d'apports qui n'ont rien à voir avec l'Évangile. Elle peut aussi être vivement recommandée aux non croyants qui souhaitent préciser leurs idées sur cet homme Jésus de Nazareth.

Dans un pays riche, la pauvreté est d'autant plus redoutable. Elle n'ose pas se dire. Elle est le plus souvent synonyme d'exclusion car elle ne peut être, semble-t-il, que le fruit de la mauvaise volonté. Ces idées tenaces ont des racines dans chacun de nous; raison de plus pour y voir plus clair.

Quel que soit notre attachement à notre pays, il nous faut accepter de recevoir une autre image de lui. Facile à lire comme peut l'être une série de témoignages. Mais éclairant, car le livre est jalonné de reprises qui nous font découvrir les enjeux et le contexte du récit qu'on vient de lire, et sans lequel il pourrait n'être qu'une histoire exceptionnelle.

Son auteur, Hélène Beyeler-Von Burg, mère de trois enfants, communique au lecteur le fruit de quinze ans d'engagement dans le mouvement Aide à Toute Détresse — Quart-Monde. Si le propos est rude, c'est parce que la réalité est rude. Le ton, Lui, n'est jamais dénonciateur ou revanchard et les fréquentes allusions à l'histoire sont là pour nous rappeler le chemin parcouru comme celui qui reste à parcourir.

Dans ce livre, il est question d'engrenage de la pauvreté. Pauvreté matérielle, mais plus encore celle qui a pour nom : manque d'une reconnaissance, d'identité, de dignité, d'honneur.

La préoccupation des problèmes du Tiers Monde peut toujours nous amener, sans le vouloir, à quitter notre propre réalité pour s'occuper de celle des autres. Ce livre peut nous préserver d'un tel danger.

Nous avons reçu également :

Rassemblant des approches complémentaires, des articles de journaux et graphiques, ce livre est l'œuvre d'un collectif édité avec le soutien de la Fédération des

P

• • • • •

[illegible]

Le secrétariat de la COTMEC, jusque-là situé à la rue de Carouge 85, va se déplacer de quelques centaines de mètres. Depuis le début du mois de septembre il occupera, en effet, une partie des locaux laissés libres par le déplacement du Centre de Catéchèse, au boulevard du Pont d'Arve 16.

L'an prochain, comme cette année, une permanence sera assurée de 14 à 18 h., à votre disposition pour tout renseignement ou documentation ou tout simplement simplement pour une rencontre, toujours enrichissante pour les membres d'une commission comme la nôtre.

Le synode de l'Eglise évangélique s'est prononcé le 9 mai sur l'objection de conscience. Pourquoi à cette date ? Parce qu'on craignait de troubler l'unité de l'Eglise en s'exprimant avant le 26 février, date de la votation de l'initiative pour un authentique service civil...

Bel hommage rendu à notre souci très helvétique du consensus...

Eglises protestantes de Suisse. Il vient à point nommé pour rétablir la réalité après l'opération de charme entreprise par le premier ministre sud-africain au cours de sa tournée européenne.

Cétim, 210 pages.

J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9



**"L'arbre coupé tombe à grand bruit
mais on n'entend pas la forêt qui pousse"**

Au moment de terminer ce premier "Cotmec-Info" dans nos nouveaux locaux, ce premier numéro de l'année d'activité également, prenons un instant pour en préciser l'intention.

Le proverbe zairois bien connu pourrait bien faire l'affaire.

Plus que jamais, dans ces pages, nous aimerions centrer notre attention, mois après mois, sur la forêt qui pousse. Rapporter ces efforts discrets, imperceptibles souvent et pourtant décisifs par lesquels des hommes et des femmes se mettent debout, s'unissent, se donnent les moyens d'une meilleure existence et vont parfois jusqu'à célébrer leur libération.

Ne nous y trompons pas, le programme est moins simple qu'il n'y paraît. Le mouvement de croissance d'une forêt n'est perceptible qu'à celui qui la parcourt, lentement, régulièrement. Ce n'est pas notre cas. Nous nous efforcerons de donner la parole à des témoins.

Mais regarder pousser la forêt ne suffit pas. L'attention même que nous voulons mettre à repérer sa croissance nous fera l'obligation de dénoncer ceux qui pourraient y pénétrer munis de tronçonneuses ou de défoliants... Il faudra alors réagir, au risque d'être mal compris. Particulièrement si le pays auquel nous appartenons et où nous avons voix est impliqué directement ou indirectement.

Programme pas facile lui non plus. Il faudra veiller, cette fois, à ne pas remplir ces feuilles de dénonciations; veiller aussi à ne pas laisser s'enfermer notre jugement dans des préjugés idéologiques.

Tâche impossible, que ce bulletin...

Au début du chapitre 3, le livre d'Ezéchiël nous indique le moyen qui peut nous aider. Avant de confier au prophète la difficile mission d'être "sentinelle" pour son peuple, avec toute la responsabilité qui en découle, avant de lui demander de dénoncer fermement ce qui va à la mort, Dieu donne à Ezéchiël un ordre étrange : "Fils d'homme, mange-le, mange ce rouleau écrit des deux côtés et ensuite tu iras parler à la maison d'Israël."

Loin de nous l'idée de nous prendre pour un autre... et pourtant. Nous le croyons, c'est dans la mesure où nous ferons nôtre cette parole de Dieu, où nous la mangerons patiemment que nous pourrons avancer sur le chemin.

Nous y puiserons le regard et l'espérance de Dieu pour sa création. Nous y découvrirons son indignation devant l'injustice. Nous y trouverons la source d'une liberté toujours nouvelle.



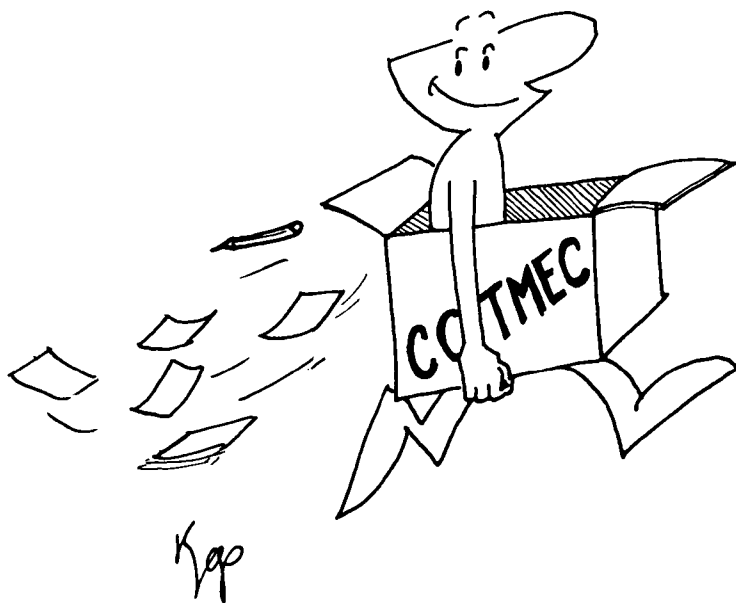
Déménagement

Cette fois, c'est fait : notre commission a déménagé. Le téléphone, qui nous manquait beaucoup en cette première moitié du mois, ne saurait tarder et les derniers cartons auront bientôt tous retrouvé leur nouvel emplacement. Comme chacun sait, déménager dans du plus grand, cela ne pose guère de problème !

A notre nouvelle adresse (16, boulevard du Pont d'Arve, à l'emplacement de l'ancien Centre de Catéchèse), nous disposons de 30 m², répartis en trois bureaux, avec, en plus, des locaux communs et une surface de rangement au sous-sol.

De nouveaux locaux qui nous conviennent fort bien et devraient nous permettre de travailler dans de meilleures conditions. Nous sommes en mesure, également, de vous accueillir plus aisément pour chercher un document, un renseignement, ou tout simplement pour nous rencontrer.

Une permanence est assurée, du lundi au vendredi, tous les après-midi. Quant au numéro de téléphone, notez-le car il ne figurera pas encore dans votre nouvel annuaire : 29.26.81.





■ EMILIO CASTRO, SECRETAIRE GENERAL DU COE Une nomination qui nous réjouit

Pour notre commission et plus largement pour beaucoup de personnes préoccupées des droits de l'homme en Amérique latine, Emilio Castro est un ami. Chaque fois que nous avons fait appel à lui, nous avons trouvé à l'autre bout du fil une personne simple et chaleureuse, prête à tout faire pour nous appuyer. Ceux qui ont participé à la célébration à l'occasion de l'assassinat de Mgr Romero se souviendront du message d'espérance que contenait son propos.

L'expérience du combat pour la justice

C'est que l'ancien président de l'Eglise évangélique méthodiste d'Uruguay a connu les enquêtes policières, les menaces de mort et l'explosion d'une bombe dans son église. Et s'il appartient au Mouvement international de la réconciliation, c'est parce que l'expérience latino-américaine l'a amené à croire à la "force sans les armes" mais en ajoutant "j'ai appris qu'il ne fallait pas porter de jugement contre ceux qui, en tant que chrétiens, choisissent une autre forme de lutte, car ils défendent la cause des pauvres".

Un homme de Parole et de prière

Qualifié d'"évangélique" au cours de la conférence de presse qui a suivi son élection, Emilio Castro eut ce mot : *"Si être évangélique signifie lire la Bible, avoir fait l'expérience de la conversion, avoir une relation personnelle avec Dieu et croire à l'importance de l'évangélisation, alors oui, je suis évangélique, et je vois la lutte pour la justice et la liberté comme l'obéissance à l'Evangile."* Plus loin, commentant la préoccupation renouvelée pour la célébration qui se fait jour au COE, il dit encore : *"cet accent nouveau mis sur la célébration et sur la recherche des convictions essentielles nous place dans une position meilleure et plus solide, à partir de laquelle nous pouvons donner notre soutien aux groupes chrétiens qui luttent pour la justice dans le monde entier."*

Qu'un tel homme soit appelé à la plus haute responsabilité au sein du COE nous réjouit. Nous lui souhaitons lumière et force dans cette tâche redoutable et décisive.

(d'après SOEPI)



Une date à retenir

Le samedi 20 octobre dès 14 h 15

Dans le cadre merveilleux de l'aula de l'EPFL (30, av. de Cour à Lausanne)

FORUM ROMAND DE L'ALIMENTATION

Un moyen instructif de marquer la journée mondiale de l'alimentation. Témoignages et analyses sont prévus pour aider à comprendre le thème de la surproduction agricole en Suisse.

Une occasion de rencontre également entre des groupes travaillant sur des secteurs différents (Défense des paysans, écologie, consommateurs, solidarité internationale...) mais tous préoccupés de la construction d'un monde plus habitable sous toutes ses latitudes.

■ Guatemala

"L'ARCHEVEQUE PREND LA TETE DE LA PROTESTATION CONTRE LA VIOLENCE OFFICIELLE."

Monseigneur Prospero Penados del Barrio a pris la tête, le 3 août, d'une marche silencieuse, en signe de protestation contre la violence officielle qui affecte le pays.

Trois mille parents de détenus et portés disparus prenaient part à la marche qui a eu lieu dans l'enceinte de la cathédrale de la capitale. Un office religieux a également été célébré.

L'archevêque a demandé aux autorités de faire leur possible pour que les disparus retournent dans leur foyer et a prié 'pour les absences douloureusement ressenties de tant d'époux, de pères de famille, de frères, prêtres, religieux et de ceux qui continuent à disparaître'.

Les enlèvements, les détentions sans mandat d'arrêt, l'utilisation irrationnelle de la torture et les tueries de familles entières constituent des actes de violence qui accablent le peuple guatémaltèque, a déclaré l'archevêque."

(Enfoprensa)

Cette information et beaucoup d'autres, vous l'auriez déjà lue si vous étiez abonnés au petit bulletin "Solidarité-chrétiens-Amérique centrale". Lancé au mois de juin par les Commissions tiers monde des Eglises protestante et catholique, il a quatre pages et voudrait donner accès à des faits qui atteignent nos frères chrétiens d'Amérique centrale et qui sont souvent méconnus ici.

Sa parution n'est pas régulière — deux fois par trimestre environ — et ne comporte que des communiqués et informations brutes sans partie rédactionnelle. A noter que, pour ce travail, nous avons la chance de pouvoir compter sur l'abondante documentation du COE qui vient compléter la nôtre.

Et financièrement ? Nous avons décidé de faire au plus simple. Au bout d'un certain nombre de numéros, les lecteurs seront avisés de nos frais d'impression et d'envoi et auront la possibilité d'y participer. Cela ne devrait pas excéder Fr. 1.— par numéro, port compris.

"Le lieu où pousse l'Evangile"

"La place de l'Evangile, son 'lieu', c'est les pauvres de ce monde. Ce n'est pas nous, les théologiens, qui représentons ce 'lieu' de l'Evangile, ni ceux qui ont le pouvoir religieux ou politique. Le 'lieu' de l'Evangile, c'est les pauvres. Pour moi, ceci est fondamental. Et une fois que l'Evangile a trouvé sa place naturelle, le problème théologique est résolu. On a trouvé l'endroit où l'Evangile peut pousser."

Extrait d'une conférence du Père Jon Sobrino, s.j., prononcée dans notre pays au printemps dernier. Disponible à notre secrétariat. 6 pages, Fr. 1.—.

Dieu ne parle pas pour laisser le monde dans l'état où il est

"Quand Dieu parle, quand Dieu intervient, quand Dieu s'incarne, ce n'est pas pour laisser le monde en l'état où il est, s'il est en état de péché et qu'il est urgent de s'en libérer, de s'en convertir, de s'en sauver, en le transformant, pour que les hommes puissent vivre."

Extrait d'un article du Père Cosmao paru dans le bulletin Foi et Développement. Disponible à notre secrétariat. 6 pages, Fr. 1.—.

Une chance à saisir

■ Une instance romaine veut rencontrer un théologien. Pourquoi pas? Dans l'Eglise du Christ, l'interpellation – même vive comme il sied entre personnes à qui la vérité tient à cœur – est essentielle. Certes, ce dialogue aurait pu s'engager tout autrement, mais là n'est pas notre propos. Ce que nous voulons retenir aujourd'hui: la théologie de la libération est à l'ordre du jour; cela nous paraît une chance à saisir.

Un courant de toujours...

Demandez aux membres d'une communauté ecclésiale de base brésilienne ce qu'est la théologie de la libération; il y a beaucoup de chance pour qu'ils vous regardent avec des yeux interrogateurs. En revanche, ils vous expliqueront volontiers que, dans leurs célébrations, ils parlent du café qui ne se vend pas, des enfants qu'on n'arrive pas à soigner, des menaces d'expropriation qui pèsent sur eux..., en cherchant ce qu'en telles situations Dieu dirait à son peuple.

Ambroise de Milan, au IV^e siècle, qui vend ses propriétés et interpelle les riches qui exploitent leurs semblables;

François d'Assise, au XIII^e, qui choisit d'installer le centre de son mouvement près de l'hospice des lépreux; Bartolomeo de Las Casas au XV^e siècle, qui prend la défense des Indiens massacrés lors de la conquête de l'Amérique... et tant d'autres, en ces 2000 ans de christianisme, ne participaient-ils pas tous au même mouvement?

...plus nécessaire que jamais

Dans cette Amérique latine obligée de sacrifier ses cultures vivrières pour payer ses dettes, que veut dire «Je crois en Dieu Sauveur»? Serait-ce des âmes que le Seigneur se contenterait de sauver? Et sans égard pour ces vies d'hommes et de femmes et d'enfants qui partent en lambeaux? De plus en plus

nombreux, des chrétiens refusent cette caricature. A plus forte raison, des théologiens.

Au nom de leur foi

Le Dieu qui, hier, a dit: «J'ai vu la misère de mon peuple sous l'oppression, je l'ai entendu crier sous les coups, je connais ses souffrances et je suis descendu pour le délivrer de la main de ses oppresseurs» (Exode 3, 7 ss) aurait-il à ce point changé? Serait-il devenu aveugle et sourd? Aurait-il abandonné son projet d'aider à mettre son peuple debout? C'est à cause de leur foi que les théologiens de la libération ne cessent d'entendre l'ordre jadis donné à Moïse: «Va maintenant, (...) fais sortir mon peuple» (Exode 3, 10).

Aujourd'hui, comme hier, il s'agit de se donner les moyens de comprendre les causes de l'injustice, les moyens de les transformer.

Alignés sur le marxisme?

La théorie marxiste a certainement été, dans l'histoire récente, un moyen important pour comprendre la réalité, pour détecter les mécanismes de dépendance; c'est à ce titre que certains théologiens l'emploient. Mais, il ne faut pas se le cacher, l'idéologie marxiste a été utilisée pour mettre des peuples entiers sous de nouvelles dépendances. Entre l'une et l'autre, le chemin est donc étroit, et les dérapages toujours possibles. C'est pourquoi l'interpellation est nécessaire entre disciples du Christ pour éviter des déviations lourdes de conséquences.

Ceci dit, chez de nombreux théologiens de la libération que nous avons pu rencontrer et dont nous avons lu les écrits, l'engagement pour les pauvres – nous pouvons le certifier – est tout autre chose qu'une stratégie politique: leur souci de voir le plus marginalisé trouver sa parole, renouer avec sa culture, développer sa vie spirituelle et communautaire, etc., tout cela ne se distance-t-il pas au contraire nettement de l'idéologie marxiste?

Des questions à entendre

Par crainte de voir cette théologie se confondre avec la politique, la déclaration romaine publiée ces jours insiste sur le fait que c'est du péché que le chrétien doit finalement demander la libération; qui pourrait lui donner tort?

Mais voilà que la question nous revient: que met-on sous ce terme de «péché»? Acheter depuis Genève des morceaux de Brésil ou de Paraguay grands comme des cantons parce que c'est un placement «intéressant», sans trop se préoccuper des Indiens qu'on a ainsi expropriés et condamnés à aller grossir les bidonvilles, est-ce un péché? Contraindre un pays – par Fonds monétaire international interposé – à monter le prix de sa nourriture de base pour payer sa dette, sans se demander ce que deviennent les milliers de gens déjà au seuil de la survie, est-ce un péché? Installer sciemment la succursale d'une banque suisse à Miami pour récupérer les capitaux fuyants des pays pauvres d'Amérique latine, est-ce un péché? Serait-ce alors aussi de cela qu'il faudrait se libérer? A bien la lire, cette déclaration romaine pourrait bien ne pas laisser indemnes les chrétiens d'Occident!

Une nourriture à recevoir

La théologie de la libération – nous en avons fait l'expérience – dans ses écrits, mais aussi dans son expression liturgique et communautaire, peut redonner relief à notre lecture de la Bible, souffler à notre prière, accuser à notre regard sur le pauvre. Saisir l'interpellation que l'actualité nous adresse et approcher ce courant, c'est non seulement une façon de nous solidariser avec des chrétiens du tiers monde vivant un moment difficile; c'est aussi s'enrichir d'un témoignage et entendre une invitation à avancer sur un chemin de conversion.

Commission tiers monde de l'Eglise catholique à Genève

Théologie de la libération

THEOLOGIE DE LA LIBERATION A LA UNE

Rien ne s'abîme plus vite qu'un mot. De lave qu'il était, exprimant la chaleur et le mouvement d'une pensée, il a tût fait de se refroidir, de devenir dur et cassant, "objet" de vénération ou de mépris; de devenir drapeau, épée ou repoussoir... ou tant d'autres choses encore.

Ainsi la "théologie de la libération". Utilisée dès la fin des années soixante, cette expression recouvre tout un jaillissement. Jaillissement à la fois un et divers. Divers selon le lieu où cette théologie s'élabore; mais un dans cette conviction que le pauvre est sujet de libération et qu'un engagement à ses côtés redonne à la lecture de la Bible sa force libératrice. Prenons une page d'un théologien indien, d'un Noir américain, d'un Africain et d'un Latino-Américain et nous ne tardons pas à nous apercevoir de cette unité et de cette diversité.

Or, cette richesse de contenu, pratiquée plus que débattue (pensons aux dizaines de milliers de communautés ecclésiales de base dans tous les coins du tiers monde), la voilà exposée aux feux de l'actualité, objet de tous les commentaires, affublée de tous les titres... Ceci parce qu'un des porte-parole de ce courant, le père franciscain Leonardo Boff, a été convoqué à Rome pour être entendu par la Congrégation de la doctrine de la foi. Egalement parce que cette Congrégation a cru bon de publier, trois jours avant la rencontre, un document relativement nuancé mais qui a passé aux yeux des non-spécialistes comme une massive condamnation.

Dans cette situation, quelle peut être la tâche d'une commission comme la nôtre ? Elle n'a jamais caché l'intérêt qu'elle portait à ce courant théologique et, lorsque le Colloque de l'Association œcuménique des théologiens du tiers monde s'était tenu dans notre ville, en janvier 1983, elle a fait son possible pour que les chrétiens de chez nous bénéficient de l'apport de cette présence.

C'est ce rôle de pont qu'elle aimerait, à sa petite mesure, jouer encore aujourd'hui. Dans cet esprit, on lira la déclaration ci-contre ou les publications recommandées. D'ici quelques semaines, nous espérons pouvoir mettre à la disposition des lecteurs intéressés une brochure aisément accessible qui leur permettra de se faire une idée plus précise sur cette question et de trouver des éléments bibliographiques.

Il ne s'agit pas de céder à une mode, de se laisser fasciner; pas plus que de copier la réflexion des autres, née dans un contexte différent du nôtre. (Les théologiens de la libération qui demandent constamment de rencontrer des partenaires de dialogue critiques n'ont jamais souhaité cela.) Il s'agit tout simplement d'écouter et de rencontrer. Car lorsque des chrétiens — d'où qu'ils viennent — disent leur foi, il y a toujours quelque chose à recevoir. A plus forte raison lorsque cette foi a passé au creuset de l'épreuve.

Chili

UNE MORT EN FORME DE PARABOLE

Toute vie humaine a la même valeur, infinie. Tout ce qui veut la briser intentionnellement a la même gravité, infinie.

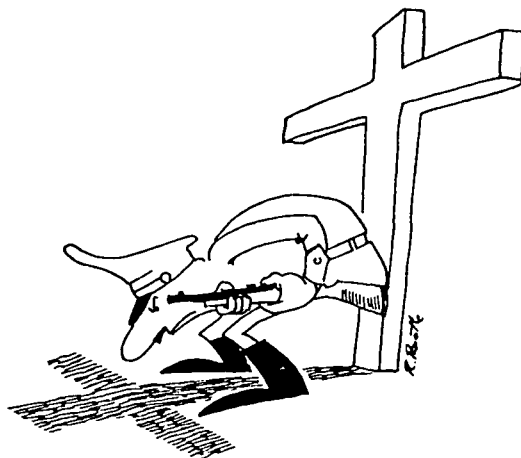
Ceci dit, on n'enlèvera pas à certaines morts le fait de se charger d'une force d'expression particulière. C'était le cas de la mort de Mgr Romero, frappé d'une balle alors qu'il s'apprêtait à commencer la prière eucharistique.

C'est aussi le cas du Père Jarlan atteint de deux balles dans la nuque, assis à sa table de travail, la Bible devant lui. La page était ouverte sur un psaume ... "Tant ils m'ont traqué dès ma jeunesse, ils n'ont pas eu le dessus. Sur mon dos ont labouré les laboureurs..." lorsqu'on l'a retrouvé ce mardi soir 4 septembre. Il avait quarante-trois ans.

Comment une telle mort peut-elle provoquer pareil écho ?

Peut-être parce qu'elle devient un révélateur, au sens que ce mot peut avoir en photographie. Quand un régime censé défendre les valeurs chrétiennes ne supporte plus qu'un prêtre médite la Parole de Dieu, voilà que son visage se découvre dans sa nudité, odieuse. C'est ce même visage qui, le 16 août dernier, était apparu lorsque le général Pinochet, dans une conférence de presse, avait traité le Vicariat de la Solidarité de "plus communiste que les communistes", ce Vicariat dont l'action sociale, éducative et humanitaire ne saurait être mise en question.

Et puis cette mort, elle est survenue le jour même de la publication du document de la Congrégation de la foi concernant la théologie de la libération. Pure coïncidence ? A n'en pas douter. Mais rien ne nous empêchera de trouver sens à une telle coïncidence. Voilà tout d'un coup mis en lumière l'enjeu véritable du débat. On est loin de ces discussions dont les théologiens ont le secret et qui fournissent des sujets pour les mémoires de leurs étudiants. C'est au contraire de la Parole qui, aujourd'hui comme hier, veut s'incarner, prendre chair et sang (qu'est-ce d'autre que l'Eglise ?) et qui, aujourd'hui comme hier, se heurte aux mêmes obstacles. Dans l'Evangile de Matthieu, le massacre des innocents suit immédiatement la scène de la Nativité.



■ AFRIQUE DU SUD Retour triomphal du premier ministre

Au début du mois de juin, le premier ministre sud-africain, M. Pieter Botha, a effectué une tournée dans huit pays européens et dans le nôtre. Pourquoi revenir sur cet événement largement rapporté par les médias ? Parce qu'il nous semble que l'accueil reçu par l'émis-saire permet de donner à ce voyage un sens nouveau.

Lorsque le Boeing 747 a ramené M. Botha à Pré-toria, dix-neuf coups de canon ont retenti. Dans le discours qui a été prononcé par celui qui assurait l'in-térim, M. Koorhof, le premier ministre a été présenté comme celui qui était arrivé à mettre fin "à une traver-sée du désert de quarante ans pendant lesquels l'Afri-que du Sud était le punching-ball et le bouc émissaire sur la scène internationale". Ce "tour de force" est l'œuvre d'un "visionnaire, un homme qui a fait une profonde impression sur les dirigeants occidentaux et a apporté un message de paix en présentant l'Afri-que du Sud comme attachée aux valeurs chrétiennes..."

Selon le journaliste du Monde, *"cette tournée avait d'abord, et avant tout, un but purement explica-tif. M. Botha a entendu démontrer à ses différents interlocuteurs que son pays pouvait être un rempart efficace contre le communisme et qu'il était le garant de la stabilité et du développement économique de l'Afrique australe. Sur ce point, il a réussi, et ses ap-pels à un accroissement des investissements dans cette région du monde ont sans doute été entendus. (...) Enfin, l'audience que lui a accordée le pape représen-te un succès diplomatique important, bien que la très conservatrice Eglise réformée hollandaise, à laquelle appartient M. Botha, considère la religion catholique comme un danger pour les vraies valeurs chrétiennes."*

Eclairant, ce bilan. Du coup apparaissent déri-soires les précautions oratoires de tous ceux qui ont accueilli M. Botha, le plus souvent en formulant des réserves sur le régime qu'il représentait. Bien plus que les mots, c'est le signe qui a compté. Et, maintenant, les opposants à l'apartheid se sentent plus isolés que jamais et la répression devient plus meurtrière.

■ La brochure intitulée "Déplacements de popula-tion", rapport des Eglises sur les déportations en Afri-que du Sud qui vient d'être traduit en français, arrive donc à point. Nul doute que ces 68 pages émanant d'organismes dont la crédibilité ne saurait être mise en doute (il s'agit du Conseil sud-africain des Eglises et de la Conférence épiscopale des évêques catholi-ques d'Afrique australe) peut nous éviter de céder à l'opération de charme. Derrière cette visite, derrière les changements de surface, une terrible réalité est mise en place.

➔ A disposition au secrétariat. 68 pages illustrées de photos et de schémas. Fr. 5.—.

■ CONFERENCE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE LA PECHE Une "première" pleine de promesse

En la qualifiant d'"événement historique", le rapport final de la Conférence internationale des tra-vailleurs de la pêche n'a pas cédé au lyrisme. Nous pensons en effet que c'est un événement qui mérite toute notre attention.

Rappelons-nous (cf. bulletin précédent) : au mois de juillet, une conférence de la FAO est prévue à Rome sur le problème de la pêche. Les travailleurs de ce sec-teur en sont exclus. D'où cette décision de convoquer une réunion parallèle et dans la même ville. Réunion qui a regroupé du 4 au 8 juillet une centaine de parti-cipants venant de trente-quatre pays.

Parvenir, en tant que travailleurs à la base, à met-tre sur pied une réunion internationale, voilà qui ne va pas de soi. Il s'agit là d'une nouveauté. Mais la nouveauté ne s'arrête pas là. Avant de donner la parole à des intervenants, un large accueil a été fait aux expé-riences locales. Un tel procédé n'est pas sans difficulté, car s'il faut du temps pour partager son expérience, il en faut autant pour entrer vraiment dans celle de l'autre. Le problème du pêcheur français ou cana-dien n'est pas celui de l'asiatique ou de l'africain.

■ A la recherche de convergences

Malgré les différences, on a pris conscience que les frontières nationales étaient souvent un paravent qui cachait des mécanismes d'exploitation largement inter-nationaux. Un système semble souvent se mettre en place où gouvernement, compagnies et technologie conjuguent leurs efforts pour partager jusque dans ses bords le gâteau maritime (ce bord traditionnellement laissé à la pêche artisanale). Et cela sans souci des popu-lations qui y trouvent emploi et alimentation, sans souci non plus de l'environnement qu'on atteint dans ses possibilités de renouvellement.

Au dire des participants, l'atmosphère a atteint souvent une réelle intensité comme lorsqu'on découvre ensemble une force que seul on ne pouvait même pas soupçonner.

Intense par exemple ce carrefour où des femmes du tiers monde entendaient des Occidentales leur par-ler de leurs conditions de vie. Au nom même de la com-pétitivité, leur mari part pour de plus en plus longues périodes, leur laissant supporter toutes les charges fami-liales.

Cette conférence s'est achevée sur un certain nom-bre de recommandations. On s'est séparé avec surtout la conviction renouvelée d'une nécessaire mobilisation de la base et d'une articulation de tous les efforts dans des réseaux nationaux et internationaux.

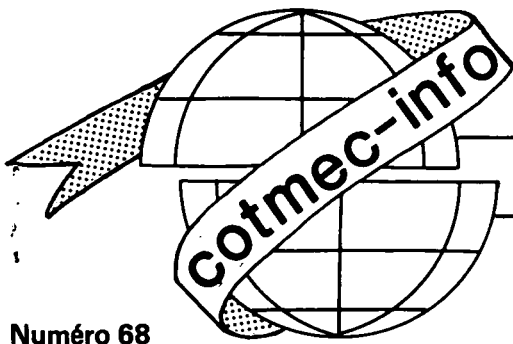
(à découper et renvoyer au secrétariat)

NOM PRENOM

ADRESSE

Nous désirons recevoir le bulletin "Solidarité — Chrétiens — Amérique centrale" (voir au verso)

transformer une situation sociale. Certes pas seuls, car le combat est rude et ne souffre pas l'amateurisme. D'où l'importance d'organismes comme la Déclaration de Berne et les œuvres d'entraide qui peuvent apporter leur connaissance de la réalité et les outils pour l'analyser et la transformer.



LIBERES DE LA PEUR

Il en est des versets bibliques comme des façades qui bordent nos rues. On peut passer souvent sans les remarquer puis être frappé par l'un d'eux au point de ne plus pouvoir en détacher les yeux.

Ainsi cette phrase de la lettre aux Hébreux : on nous dit que le Christ est venu "délivrer ceux qui, par crainte de la mort, passaient toute leur vie dans une situation d'esclaves" (Hb 2.15).

Quelle puissance ! Comme cela éclaire le Nouveau Testament ou les écrits des premiers chrétiens ! Ce Jésus qui était arrivé à dépasser la peur de la mort et à trouver ainsi une totale liberté à l'égard de tout pouvoir, le voilà qui entraîne dans son sillage des femmes et des hommes qui découvrent, dans cette libération, une joie profonde.

Des témoins sont là pour nous le rappeler — à l'Est comme à l'Ouest — la force libératrice du Ressuscité ne s'est pas essoufflée. Qu'il nous soit permis d'évoquer une nouvelle fois la figure de Mgr Romero. Les gens qui l'ont suivi de près durant ses dernières années nous assurent que toute sa vie s'est trouvée transformée — jusque dans sa santé et dans son équilibre nerveux — lorsqu'il parvint à faire le pas du don total qui le mettait désormais dans une souveraine liberté à l'égard des menaces qui pesaient sur lui.

Quant à nous — qui heureusement ne vivons pas sous la menace de mort —, nous aurions tort de croire que cette parole de l'épître aux Hébreux ne nous concerne pas. Il n'y a pas que la peur de la mort physique qui soit capable de nous faire passer notre vie dans une situation d'esclave.

La "mort sociale", cette crainte d'être rejeté par son milieu si on ose faire telle dénonciation. La "mort professionnelle", crainte de perdre son emploi en affichant telle position. La "mort politique" qui pourrait frapper d'exclusion celui dont les déclarations ne conviendraient pas. La "mort ecclésiastique" aussi, qui peut menacer d'exclusion d'une communauté, d'une Eglise...

Ce n'est pas du même ordre que la mort physique direz-vous ? A n'en pas douter. Mais les effets ne peuvent-ils pas être les mêmes ? Jean de la Croix ne nous a-t-il pas avertis qu'un fil d'or pouvait, tout aussi bien qu'une chaîne, empêcher un oiseau de voler ?

Pour prendre un exemple que nous avons suivi de près, le peu de voix discordantes qui se sont fait entendre dans les rangs des chrétiens lors de la consultation concernant l'abus du secret bancaire tendrait à nous faire croire que ces "peurs" n'étaient pas illusoires. Cela dit, loin de nous toute idée de jugement. D'ailleurs, que celui qui n'a jamais senti la peur paralyser sa plume ou sa langue saisisse la première pierre !

Une seule chose nous importe. Aujourd'hui comme hier, au Salvador comme dans notre pays, "la crainte de la mort peut nous faire passer toute notre vie dans une situation d'esclaves". Ici comme au Salvador, aujourd'hui comme hier, la force du Ressuscité peut nous en libérer.



TAMOULS

Ah non ! pas comme ça !

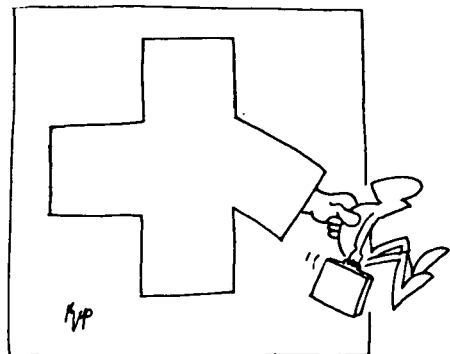
Nous étions de ceux qui s'étaient réjouis de l'envoi d'une mission d'enquête au Sri Lanka en août dernier. Nous n'avions pas alors mesuré les risques. Risques d'un voyage préparé sans contacts préalables avec les organisations préoccupées de ces questions dans notre pays, un voyage organisé par contre par un proche de l'actuel président du Sri Lanka et qui, parmi les vingt-sept interlocuteurs entendus, n'en a fait rencontrer que deux qui aient pu présenter la précarité de la situation des Tamouls. Dans ces conditions, comment s'étonner qu'on arrive à des conclusions... qui arrangent les autorités des deux pays ?

Contrairement à ce qui se passe pour l'instant dans différents pays d'Europe concernés par cet épineux problème (Grande-Bretagne, RFA, France, Italie... notamment), la Suisse va autoriser le rapatriement de ces gens. Ceux qui rapprochent cette décision de celles qui ont été prises pendant la guerre à l'égard des Juifs — décisions dont il est difficile de ne pas rougir aujourd'hui — ont-ils entièrement tort ?

Une double tâche

A partir des informations qui nous sont parvenues et des personnes que nous avons pu rencontrer, nous tenons à ajouter notre "non" à tous ceux qui se sont déjà fait entendre. Nous voulons demander sinon un droit d'asile du moins un ajournement du renvoi jusqu'à ce que Colombo offre de réelles garanties quant au sort qu'elle peut réserver aux membres de cette minorité.

Par ailleurs, nous ne voulons pas ignorer l'inconfort dans lequel se trouvent nos autorités face à une opinion publique qui durcit de jour en jour son attitude à l'égard des réfugiés. N'y a-t-il pas là une tâche pour les chrétiens ? Eux dont la charité — au plus noble sens du terme — ne se laisse pas arrêter par la couleur du passeport ou de la peau. Ne devraient-ils pas apporter leur collaboration ? La transformation de l'opinion publique — qui commence par l'information de son collègue de travail ou de son voisin de palier — est à la portée de chacun. Volontiers nous aiguillerons ceux qui sont à la recherche de renseignements dans ce domaine difficile du droit d'asile.



MONOPOLY...TIQUE
RETOUR A LA CASE DEPART

■ EQUATEUR

Deuxième rencontre latino-américaine des communautés ecclésiales de base

Le débat autour de la théologie de la libération pourrait laisser croire qu'elle est essentiellement l'affaire d'éminents théologiens. Ce serait oublier le phénomène des communautés ecclésiales de base. Ci-dessous, nous livrons quelques extraits des six pages concluant leur dernière rencontre.

1 — *Quatre ans après la première rencontre latino-américaine des communautés ecclésiales de base, qui s'était tenue au Brésil, nous nous sommes réunis dans la ville de Cuenca, en Equateur, du 23 au 28 juillet 1984. Etaient présents 220 représentants des communautés d'Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Chili, Equateur, El Salvador, Espagne, Etats-Unis (communauté hispanophone), Mexique, Pérou et Porto Rico, en compagnie de quelques évêques, prêtres et religieuses, pour partager la connaissance, la réflexion de nos communautés, et célébrer leur cheminement comme fruit de l'action en elles de l'Esprit-Saint. Nous nous adressons à tous nos frères des communautés ecclésiales de base d'Amérique latine et d'Espagne pour les saluer fraternellement et leur livrer les conclusions de notre travail.*

2 — *Nous voulons en premier lieu vous dire que cette rencontre a été pour nous tous une expérience de fraternité et de joie, à travers laquelle nous avons senti la présence de Dieu notre Père qui continue de convoquer et de renouveler son Eglise par l'action de l'esprit de Jésus. (...)*

5 — *Nous annonçons la Bonne Nouvelle de l'amour du Père et l'espérance du royaume de Dieu d'abord aux pauvres puis, à partir d'eux et avec eux, à tous les hommes et toutes les femmes. Nous découvrons le Dieu de l'histoire présent dans les pauvres, et nous le découvrons également à travers le projet de libération pour une société nouvelle. Nous sommes appliqués à la construction du royaume de Dieu à partir des plus pauvres. Ainsi construisons-nous une Eglise vivante, signe efficace du royaume. (...)*

8 — *d'un cri désespéré et solitaire nous sommes en train de passer à une proclamation de la Bonne Nouvelle à partir de la pratique communautaire, porteuse d'espérance. Notre peuple prophétise à travers les communautés ecclésiales de base et leurs organisations populaires, non plus désormais comme des personnes isolées ni en recherchant des affrontements inutiles, mais avec un projet, avec des actions, des méthodes et des tâches qui, à long terme, nous conduisent à la libération.*

9 — *Etre prophète aujourd'hui en Amérique latine, c'est partager la douleur, les espoirs et le projet de vie des plus pauvres en suivant, en respectant et en soutenant leur rythme de marche et leur chemin de libération. Etre prophète c'est aussi reconnaître le rôle de l'organisation populaire pour mener à bien le projet de nouvelle société qui réponde aux idéaux du royaume de Dieu. Même si nous avons peur, comme les prophètes bibliques, nous savons que Dieu est présent en nous, les pauvres, et nous donne force et courage. (...)*

28 — *Dans cette marche vers la libération, nous nous rencontrons avec d'autres frères qui sont eux aussi organisés, qui cherchent la libération du peuple, qui veulent être une alternative à ce système d'oppression. C'est un motif d'action de grâces à Dieu de savoir que*

nous pouvons compter sur d'autres organisations qui, même si elles ne sont pas nées à la lumière de la foi, n'en cherchent pas moins une société nouvelle, juste et humaine.

29 — *Il est sûr que nous nous trouvons parfois devant des organisations populaires qui ne tiennent pas compte de celui qui est le plus bas, devant des dirigeants qui peuvent ne viser que leur intérêt personnel; il y a des divisions; dans leur marche, ils ne s'appuient pas sur le peuple et parfois ils nous manipulent.*

30 — *Cependant, malgré leurs limites, nous avons besoin de compter sur ces organisations. Nous avons besoin de leur conscience politique, de leurs méthodes de lutte, de leur analyse de la réalité, de leur information, de leur projet de nouvelle société.*

31 — *Nous voulons dire à ces organisations que, comme chrétiens, nous pouvons leur apporter notre témoignage de vie et de travail communautaire, notre mystique, nos valeurs de justice, de fraternité et d'amour, notre attention permanente pour celui qui est le plus bas. (...)*

DIAL

■ DE PASSAGE A GENEVE

Monseigneur Arias, du Nicaragua

La trentaine de personnes qui ont pu se libérer pour répondre à l'invitation de notre commission — mercredi 10 octobre — n'auront peut-être pas appris grand-chose de neuf sur le Nicaragua. Elles auront, par contre, fait la rencontre d'un curé de paroisse. Un curé de paroisse âgé puisqu'il s'approche de la septantaine et qui peut parler en toute connaissance de la longue marche qui a conduit le pays vers son indépendance. Elles ont rencontré un curé qui leur a parlé pas très différemment, probablement, qu'à ses paroissiens; notamment, lorsque, dans un long survol biblique, il explicite ce qu'il comprenait sous le mot "pauvreté".

Ce prêtre n'a pas caché son enthousiasme devant les possibilités qui s'offraient aux chrétiens dans la construction d'une société plus respectueuse des pauvres. Mais il n'a pas dissimulé non plus sa tristesse devant l'image que l'on donne trop souvent de son pays en Europe. En cela, il nous a confirmés dans l'idée que notre autre bulletin, édité avec la commission tiers monde protestante, n'était pas inutile.

A ce propos, nous nous réjouissons du nombre de ceux qui l'ont demandé à la suite de notre précédent COTMEC-Info. Quant à ceux qui souhaitent encore le faire, qu'ils sachent que c'est toujours possible.

Pierre Aubert et le groupe de Contadora

Depuis janvier 1983, le Mexique, la Colombie, le Venezuela et le Panama consacrent une grande énergie à restaurer la paix dans cette partie ensanglantée du continent américain. Lors de la rencontre qui s'est tenue à San José de Costa Rica les 28 et 29 septembre, en regroupant vingt et un pays, parmi lesquels les membres de la CEE, prêts à soutenir concrètement, aussi par leur aide et leurs relations commerciales, le processus de paix, on a fait un nouveau progrès qui devrait nous rapprocher d'une issue attendue par tous.

L'appui clair que M. Aubert, notre "ministre" des Affaires étrangères, a donné à cet effort au cours de son voyage en Amérique latine doit nous réjouir.

■ "LE TIERS MONDE A-T-IL CHANGE?" Une occasion de rafraîchir notre information

"Qu'est-ce que le Tiers Monde ? On répond moins facilement à cette question aujourd'hui qu'il y a vingt ou trente ans. Et c'est un progrès." Cette phrase d'Albert Samuel, à qui a été confiée la rédaction du dossier du numéro spécial de "Croissance des Jeunes Nations", en indique bien l'intention.

Les étiquettes sont pratiques, elles permettent de faire vite. Elles fixent aussi les idées, jusqu'à trahir la réalité. Par ce numéro spécial nous est offert un excellent recyclage.

Dans ce Tiers Monde, que de diversités en effet ! Le seul critère du produit national brut fait apparaître un écart de 1 à 25. Quoi de commun entre ceux qui sont classés dans les pays les moins avancés, pauvres entre les pauvres, au nombre de 36, et la Corée, qui commence à vendre ses bateaux à l'Angleterre tandis que les chantiers navals d'Ecosse ferment leurs portes ? Et cette différenciation ne dit rien encore puisque un pays comme le Gabon, qui affiche un revenu élevé de 4.000 dollars par habitant et par an, est aussi le pays où l'analphabétisme atteint 80 % et où l'espérance de vie se situe en dessous de quarante-quatre ans.

Importance d'affiner le regard, importance aussi de le réactualiser. Car, dans ce domaine aussi, la réalité se modifie rapidement. Témoin, un pays comme le Nigéria qui, en l'espace de vingt ans, a vu miroiter la prospérité grâce au pétrole avant de se retrouver grevé de dettes.

Ce numéro de "Croissance des Jeunes Nations" peut être obtenu à notre secrétariat au prix de Fr. 6.—.

"Ceux qui s'entraident amènent un éléphant à la maison" (proverbe du Rwanda).

■ BANGLADESH Victoire des travailleurs

Le 21 mai dernier, les travailleurs du Bangladesh ont remporté une victoire qui mérite d'être soulignée, fût-ce tardivement. Ils ont en effet obtenu la signature d'un accord portant sur l'amélioration de leurs conditions.

Il faut savoir qu'avec l'instauration de la loi martiale en mars 1982, liberté d'association, droit de grève et conventions collectives avaient été interdits. De nombreux licenciements avaient eu lieu (8.000 dans le secteur bancaire) et les leaders syndicaux avaient été particulièrement touchés.

Aujourd'hui, tous ces droits ont été retrouvés, plus un certain nombre d'autres, notamment un salaire minimum.

Mais cela n'a pas été sans mal. Grève de la faim devant le Ministère du travail et devant la plus grande usine de jute, et d'innombrables tentatives de discussions. Jusqu'à une grève générale le 28 avril qui a paralysé le pays depuis les "pousses" jusqu'aux lignes aériennes. C'est devant la menace d'une nouvelle grève générale que le gouvernement s'est enfin décidé à signer cet accord avec les syndicats au bénéfice de tous les travailleurs du pays.

D'après : Labor



■ SCOD Une nouvelle année d'activité

Comme chaque année à pareille époque la Société coopérative œcuménique de développement nous a fait parvenir son rapport annuel. On y apprend que, l'an passé, 741.000 dollars ont été engagés dans cinq nouveaux projets. Ce rapport nous parle également des difficultés qui sont survenues dans des projets antérieurs. Celui qui, en Equateur, devait aider des coopératives agricoles à obtenir des prêts et des moyens techniques s'est heurté à la dévaluation de la monnaie nationale, le Sucre, miné par la détérioration des conditions de vente du pétrole. Dans un tout autre ordre, un projet de culture marine qui, à Hong Kong, avait tenu les prévisions en 1982 a été gravement endommagé par le passage d'un typhon dans la nuit du 8 au 9 septembre 1983.

Pas plus que d'autres, les projets de la SCOD ne sont épargnés par les obstacles multiples rencontrés par les pays du Tiers Monde en marche vers leur développement. Celui qui y place de l'argent doit savoir qu'il prend des risques. Risque de partager les difficultés qui pèsent sur les pauvres mais risque aussi — et ce n'est pas rien — de leur apporter au bon moment le coup de pouce qui leur permettra de se mettre debout.

En Suisse romande

Même s'il s'agit souvent de sommes importantes, le nombre de nouvelles personnes plaçant leur argent dans l'institution est assez modeste. Il y en avait vingt-cinq lors de l'assemblée générale auxquelles on se réjouit d'en ajouter trente-cinq qui se sont décidées notamment après la lecture du calendrier de Carême. Lorsqu'on se rappelle que l'on peut prendre une part avec Fr. 80.— déjà, on est en droit de trouver un peu timide cette progression.

Sans qu'un placement à la SCOD puisse être encore considéré comme une solution alternative pour placer son argent puisque, pour le moment encore, il est difficile de recevoir des dividendes qui compensent l'inflation, on peut souhaiter que des chrétiens plus nombreux — à titre personnel ou en communautés (paroisses) — utilisent cette forme de participation au développement.

■ BURKINA FASSO Derrière un changement de nom

Le 21 juin dernier, "Temps présent" a diffusé le film "Sacrifices pour une révolution", qu'il avait réalisé peu de temps avant, dans l'ancienne Haute-Volta appelée depuis Burkina Fasso (en français : le pays des gens dignes).

Osons l'avouer, ces images nous ont laissés interloqués et quelque peu sceptiques. Tant de changements, et en si peu de temps... Nous avons donc laissé reposer nos impressions en attendant que nous parviennent des éléments qui nous permettent de les confirmer. C'est chose faite. Et nous sommes en mesure de dire aujourd'hui : dans ce coin d'Afrique quelque chose de nouveau est en train de se passer.

■ La quête de la dignité

Au fond de la revendication du jeune président Sankara (35 ans) et de son équipe ministérielle, une affirmation nationaliste. "Un nationalisme à fleur de peau", comme il le dira lui-même au cours de l'interview accordée à "Temps présent". "Nous habitons un pays pauvre, nous n'en avons pas honte et cela ne nous empêchera pas de vivre dans la dignité." C'est vrai que le pays est pauvre. Un des plus pauvres du monde et encore mis à mal par les dernières sécheresses.

Pour s'en sortir, le nouveau gouvernement demande des sacrifices à tous. Depuis les ministres qui voyagent en Renault 5 et qui se contentent de leur traitement antérieur à leur nomination (traitement d'instituteur, de médecin...) jusqu'aux paysans appelés à travailler à des chantiers d'utilité publique.

Cette dignité pour tous, elle va s'obtenir par l'effort de tous. Cela ne permettra pas de se passer de l'aide extérieure, mais cette aide, on s'accordera le droit de la refuser si on la trouve menaçante pour l'indépendance culturelle ou si elle contredit les objectifs de la révolution. A ce jour, des pays de l'Est comme de l'Ouest ont dû faire l'expérience de cette autonomie nouvelle.

■ Et la position des chrétiens ?

S'il n'est pas question pour eux de signer un chèque en blanc au nouveau régime, ils sont prêts à accueillir tous les changements en profondeur qui vont dans le sens d'un plus grand bien-être pour tous, sans trop s'arrêter au contenu des slogans à résonance marxiste. Pour le moment, l'Eglise a toutes portes ouvertes et elle est invitée à mettre à contribution sa capacité d'atteindre les gens. Ce qu'elle fait volontiers. Même si parfois elle doit se désapproprier de certains de ses équipements qui, de privés, deviennent publics. Comme nous le disait le chrétien que nous avons rencontré, "en fait, la distinction public-privé fait encore partie de l'héritage colonial. Si nos dispensaires servent vraiment à toute la population, que demander de plus ?"

■ Vu de la Suisse

Nous le savons bien, nous sommes allergiques au mot "révolution". Et pourtant, plus l'horizon est bouché, plus il faut nous réjouir d'apercevoir une éclaircie. Car c'en est une qu'apporte le président Sankara dans cette Afrique indépendante depuis vingt ans, mais où il est si rare de voir les élites s'engager au service de leur population.

Dans la liste des pays classés par nombre d'habitants, le Burkina Fasso et la Suisse sont voisins. Mais

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

■■■■■■■■■■

"Pâques ne saurait signifier seulement qu'il y a une vie après la mort : cela sonne comme une consolation lointaine. Pâques doit signifier : la vie présente change, elle est libérée des multiples oppressions, libérée de la culpabilité et de la mort."

J. Moltmann

(du livre :
"Conversion à l'avenir")

■■■■■■■■■■

leur souci d'autonomie n'est-il pas un autre point qui les rapproche ? N'est-ce pas le besoin d'indépendance qui a présidé à la création de la Confédération ? Et les cantons ne sont-ils pas autant de manifestations d'autonomie ? Il ferait beau voir qu'un Lausannois vienne dire aux Genevois distants de 60 km ce qu'il faut qu'ils fassent ! Nous sommes donc peut-être les mieux placés pour rejoindre l'aspiration des Voltaïques, pour les appuyer par une aide bilatérale respectueuse ou dans les conférences internationales.

Une Suisse, non alignée par nature, qui se mettrait au service d'autres non-alignés. ■

■ APRES LA VISITE DE P. BOTHA PREMIER MINISTRE D'AFRIQUE DU SUD

Lettre ouverte au Président de la Confédération

Cinquante-quatre personnes — théologiens ou partageant des responsabilités dans l'Eglise — ont signé une lettre adressée à M. Léon Schlumpf, président de la Confédération. A relever le nombre important de catholiques qui se sont associés à cette démarche, eux qui, habituellement, sont peu sensibilisés à ce qui se passe dans cette région.

Vu l'accueil discret que semble réserver la presse à cette lettre, n'hésitez pas à en commander quelques exemplaires au Mouvement Anti-Apartheid (15, rue Lévrier — 1201 Genève) pour les diffuser autour de vous.

■ DIEU OUI, MAIS LEQUEL ?

Dieu tient encore une place importante en Europe. Neuf Européens sur dix disent appartenir à une religion. Les trois quarts croient en Dieu, quant aux dix commandements, ils sont toujours le "fondement de la société européenne". Voilà qui devrait réjouir les Eglises, car ces données sont sérieuses. Elles ressortent de la vaste enquête menée en 1981 en interrogeant plus de 12.000 personnes dans neuf pays du vieux continent. Du travail sérieux.

Pourtant, à y regarder de près, l'optimisme se tempère. Selon le théologien Gérard Defois (8) *"tout se passe comme si la pensée bourgeoise et libérale devenait la philosophie commune et spontanée : nous retrouvons la sécularisation de la morale en éthique de l'honnête homme, la réduction des croyances à un symbole transcendant abstrait à l'encontre du Dieu personnel de la Révélation, la primauté du bonheur individuel sur l'engagement pour de grandes causes..." Dans une société où l'économie est devenue la puissance mère, "Dieu n'est plus que le reliquat d'une puissance muette"*.

Pas tentés par l'athéisme, les Européens, car ils ont mieux que cela. Un Dieu suffisamment présent pour combler un vide éventuel mais suffisamment lointain et muet pour ne remettre en question aucun de leurs choix individuels et encore moins collectifs.

D'ailleurs ce qui vient de se passer de l'autre côté de l'Atlantique ne vient-il pas illustrer ce propos ? Jamais dans une campagne électorale américaine,

Dieu n'a été aussi souvent invoqué. "L'Amérique revient à Dieu" professait son président haut et clair.

Mais de quel Dieu parle-t-on ? Ce Dieu qui semble si bien s'accommoder de l'aggravation du sort des défavorisés dans le pays, ce Dieu qui semble ne voir aucune objection au blocage de toutes négociations globales dignes de ce nom entre le Nord et le Sud, ce Dieu qui semble qui semble bénir l'usage de tous les moyens dans les affrontements qui ont lieu en Amérique centrale... Ce Dieu, qu'est-ce d'autre qu'un Dieu complice, caution des décideurs, version améliorée du "Gott mit uns" ?

"La qualité et l'originalité du christianisme, sous l'impact de la sécularisation libérale et bourgeoise des sociétés, semble s'émousser. Il importe que nos Eglises renouvellent leur communication dans la majoration de leur différence identitaire plutôt que par l'adaptation aux codes dominants de la culture et de la socialisation actuelle."

En clair, ce que demande Gérard Defois aux Eglises, au terme de son analyse sur l'enquête, c'est de prendre leurs distances. Pas pour faire bande à part. Mais au contraire pour permettre à chacun de comprendre que ce Dieu dont elles ont à témoigner n'a strictement rien à voir avec ce que la société bourgeoise et libérale met sous ce mot. Le Dieu de Jésus n'est pas le "reliquat d'une puissance muette".

* L'Europe et ses valeurs - une question pour l'Eglise. 80 p. Ed. Le Centurion.

■ EN CHOISSANT DESMOND TUTU !

Le Prix Nobel de la paix contre l'apartheid

Sans passeport

Cette année encore, le comité Nobel a eu la main heureuse. Il a couronné un "homme de paix" en la personne de l'évêque Desmond Tutu. "Je suis un homme de paix, dit-il, pas un pacifiste. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour détruire ce système diabolique, quel que soit le prix demandé. Personne ne m'arrêtera."

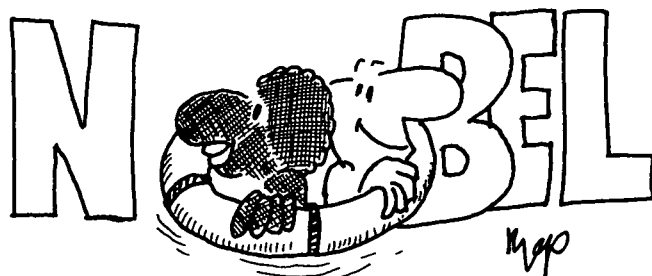
Ce "système diabolique", c'est celui de l'apartheid, qui contraint les Noirs — dont il fait partie — à vivre

étrangers dans leur propre patrie. Il est privé de passeport, et son document de voyage porte la mention "Nationalité indéterminée pour le moment". Pour lui, les Eglises ont l'immense tâche de "ranimer l'espoir" en un avenir autre que le bain de sang que certains prédisent. Car la violence de ceux qui, depuis des décennies, subissent la violence, comment ne serait-elle pas terrible ? Les manifestations qui secouent l'Afrique du Sud, et qui ont déjà fait entre cent et deux cents morts et dix fois plus de blessés, ne peuvent-elles pas faire craindre le pire ?



Merci à vous tous

qui avez déjà fait bon usage du bulletin de versement joint au précédent numéro. Osons le dire, c'est stimulant de recevoir vos "talons" ! Pour l'argent que cela représente et qui permettra à cette petite publication de couvrir ses frais, bien sûr. Mais tout autant pour l'intérêt de votre part que ces bulletins de versement témoignent.





Mis à part "Le Nouvelliste"...

Tous ceux qui redoutent cette issue, tous ceux qui mesurent l'iniquité d'un gouvernement qui n'est reconnu que par un quart des habitants du pays et qui s'effondrerait immédiatement sans appui extérieur, aux dires du théologien Allan Boesak, de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, ont applaudi à l'annonce de l'attribution du prix Nobel à Desmond Tutu.

"Le Nouvelliste" était, lui, d'un autre avis, jugeant contestable cette nomination et rappelant que ce prix a perdu beaucoup de son crédit...

Un œcuménisme des "Nobel" ?

Desmond Tutu, évêque anglican, après Lech Walesa, le syndicaliste polonais catholique, qui lui-même précédait le catholique argentin Perez Esquivel. Et, en remontant plus haut, Mère Teresa, la religieuse, et Martin Luther King, le pasteur...

En se gardant de toute récupération, n'y a-t-il pas à se réjouir de voir tant de chrétiens — toutes confessions confondues — appelés à gravir les marches de ce podium ? Non pas tant pour le prix qu'ils ont reçu, mais pour le combat que cette distinction a couronné.



ETATS-UNIS

Les évêques à l'attaque

Lundi 12 novembre, les évêques des Etats-Unis ont présenté leur projet de lettre pastorale intitulée : "L'enseignement catholique et l'économie américaine". Décidé en 1980 déjà, le document compte 136 pages. Il voudrait apporter sa pierre "à la création d'un ordre qui garantisse les conditions minimales de la dignité humaine pour chaque personne dans la sphère de l'économie".

Sans savoir comment se présentera le document final, il convient de remarquer que le projet est courageux. Par exemple lorsqu'il précise qu'"en 1982, 20 % des Américains les plus riches ont touché davantage de revenus que les 70 % de citoyens se situant au niveau inférieur de l'échelle sociale. (...) Cette inégalité dans notre société, et plus encore dans le monde, est moralement inacceptable. Il est honteux que 35 millions d'Américains vivent au-dessous du seuil de la pauvreté et que d'autres millions le dépassent tout juste."

La critique dépasse les frontières des Etats-Unis et remet en question la politique suivie à l'égard du Tiers Monde. On déplore par exemple que l'aide américaine aux pays en voie de développement soit déterminée en fonction des intérêts militaires des Etats-Unis et non pas en considérant les intérêts économiques de ces Etats seulement. Pareillement concernant les investissements privés, on reconnaît qu'ils peuvent être utiles mais ils peuvent aussi "créer ou maintenir une situation de dépendance et menacer ceux qui se trouvent au bas de l'échelle économique".

Il fut un temps où les catholiques redoublaient de soumission à l'égard de l'Etat pour prouver qu'ils n'étaient pas moins américains que les autres. Ce temps est largement révolu. Il faut se réjouir de cette liberté retrouvée. Une question demeure : Pourquoi la présentation de ce projet quelques jours après les élections et pas quelques jours avant ?



AFGHANISTAN

La résistance dans une situation précaire

Chaque année, à pareille époque, la résistance afghane — qui va entamer sa sixième année — se demande comment elle va passer l'hiver. D'année en année, la situation semble devenir plus précaire. La production alimentaire est au plus bas (entre 1978 et 1982, selon le Bureau international d'Afghanistan, la récolte du riz avait déjà baissé de 75 %). Plus grave, depuis l'offensive soviétique du printemps, beaucoup de villages sont désertés. La guérilla, qui périodiquement descendait des montagnes pour s'y approvisionner, est donc dans une situation impossible. Va-t-on assister, impuissants, à sa paralysie progressive ? Les frontières de l'Afghanistan sont-elles à ce point étanches à toute initiative de solidarité ?

Le cas Abouchar

La condamnation du journaliste Abouchar introduit illégalement (comment pouvait-il en être autrement ?) en Afghanistan pour y faire son travail de journaliste et la libération qui a suivi nous paraissent pleins d'enseignements.

Sur l'importance de l'information tout d'abord. En condamnant un journaliste français à dix-huit ans de prison, le régime de Kaboul mesurait bien qu'il allait se mettre à dos une large fraction de l'opinion publique européenne. Mais, vraisemblablement, ce prix lui a paru moindre que l'inconvénient de laisser venir dans ce pays des témoins capables de réfuter, preuves en main, la "vérité" soviétique de l'aide au pays frère...

Autre leçon de cette histoire : la formidable mobilisation qui a suivi — pour une fois toutes divisions politiques confondues —, a secoué un régime qui semble hors d'atteinte. Il convient de relever le rôle important joué par le parti communiste français dans cette affaire.

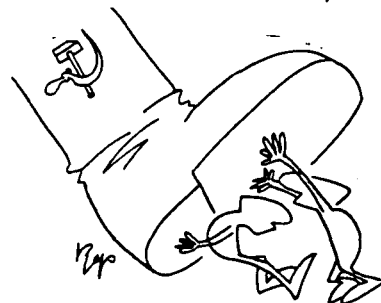
Est-il dès lors impensable que cette mobilisation continue et que les communistes de l'Occident — qui ont eu le temps de comprendre le sens de l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan — joignent leur voix à toutes celles qui demandent le retrait des forces soviétiques ?

Une semaine de solidarité

Du 1er au 8 décembre prochain, une semaine de manifestations marquera dans notre ville le cinquième anniversaire de l'invasion soviétique en Afghanistan.

Signalons notamment :

- **Samedi 1er décembre**, au Centre des Unions chrétiennes, témoignage de D. Sierre et M. Delpuech sur le thème "retour", à 20 heures.
- **Mardi 4**, à la paroisse de la Jonction, soirée "résistance" avec la participation d'organismes d'aide et d'information, à 20 heures.
- **Vendredi 7**, en fin d'après-midi au centre ville, pantomime afghane.
- **Samedi 8**, au Centre des Unions chrétiennes, fête afghane.



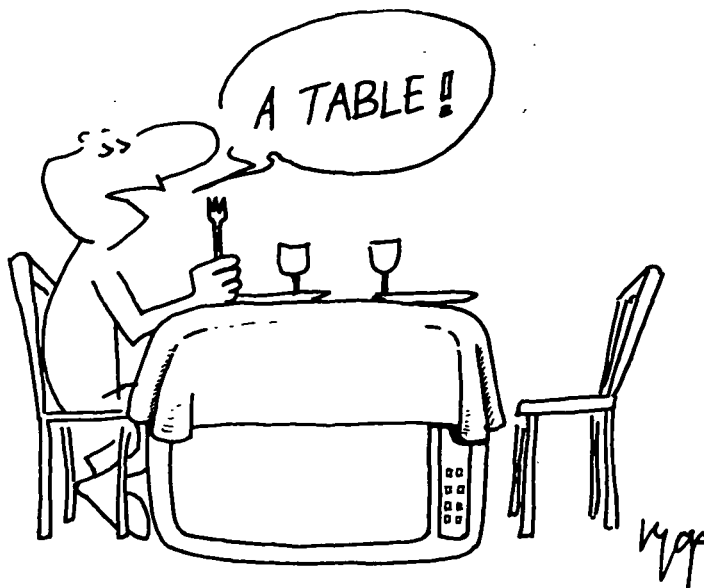
■ RETOUR DU MOZAMBIQUE

On aime bien, en rentrant de voyage, se plonger dans le journal helvétique que vous offre l'hôtesse de Swissair, pour reprendre contact avec le pays qu'on a quitté un mois auparavant. C'est ainsi que je suis tombé sur un billet de "La Suisse" (28.9.84) où Jacqueline Thévoz explique que jamais le Furet (entre autres chroniqueur gastronomique) "ne dégusterait en un jour ce que j'ai dévoré samedi". Cela a commencé par une visite à son ex-mari où la nouvelle femme d'icelui, qui cuisine admirablement, l'a régaler de dorades, mets grecs, framboises à la crème; cela a continué par une réception à l'occasion d'un mariage où abondaient canapés, ramequins, petits fours, etc. et s'est achevé par un festin chez une ancienne cuisinière de ses parents qui l'a gavée de viandes succulentes, ratatouille et tartes panachées.

Quelques jours auparavant, je me trouvais dans la brousse du Mozambique, où la Croix-Rouge distribuait un bol de lait enrichi d'huile et de sucre (400 calories) à environ 1.500 enfants et vieillards au bord de l'inanition. Certains d'entre eux ne tenaient plus sur leurs jambes tellement ils étaient faibles, et plusieurs mouraient chaque jour.

Je ne voudrais pas accabler Jacqueline Thévoz : la plupart d'entre nous sommes des privilégiés et, pour ma part, je ne lui jetterais pas la première pierre. Simplement, le choc est violent. Un épouvantable drame se déroule en ce moment dans plusieurs pays d'Afrique. Le Mozambique subit une sécheresse depuis 1980, le sud du pays a été ravagé par un cyclone au début de cette année et surtout une guerre civile, à laquelle l'Afrique du Sud n'est nullement étrangère, fait régner partout l'insécurité, freine la production, empêche tout programme de développement et entrave les opérations de secours. Les victimes se comptent par dizaines de milliers. Pour l'instant, même si le marché noir gagne du terrain, le peuple mozambicain, d'une touchante gentillesse, reste probe : on ne trouve pas la corruption généralisée qui est le lot d'autres pays d'Afrique. Cependant, si la situation ne cesse pas d'empirer, on ne voit pas comment on échappera au chaos. L'existence a du bon, concluait Jacqueline Thévoz.

Michel Bavarel



■ L'AGONIE DU SAHEL Après "Temps présent"

Pas facile de s'approcher de la souffrance caméra au poing sans tomber dans l'indécence. "Temps présent" y est parvenu. Dans des scènes inhumaines, on a su nous faire découvrir des regards, des déterminations, des densités porteuses d'humanité.

Et maintenant, que faire avec tout cela ? Le passé n'a probablement pas dû manquer de pages désespérantes. Qu'on songe à la peste des années 1350 qui avait emporté un Européen sur trois.

Mais à ce moment, il n'y avait pas de spectateurs. Pas de capacité technique de transformer la réalité, donc, vraisemblablement, pas la même culpabilisation. Car c'est bien cela qui nous taraude aujourd'hui : ce sentiment diffus d'être coupable de "non-assistance à personnes en danger".

Comment aller plus loin ? comment rendre utilisable, efficace ce qui ne doit pas rester une gêne paralysante ?

Entre le fait de tout prendre sur soi et celui de ne pas se sentir concerné, entre l'illusion de penser qu'on va tout régler depuis là et le cynisme de penser que "c'est leur problème", il y a certainement un chemin. Sentier peut-être. Un sentier à parcourir pas à pas.

■ Merci, Bernard Legler !

Le dimanche 10 novembre a été choisi par l'Eglise nationale protestante pour dire sa reconnaissance à M. Legler, qui prend sa retraite après des années de ministère paroissial et un temps plus long encore consacré à un ministère prophétique, notamment à la tête du département "Témoignage et solidarité".

Dans le culte qui a eu lieu à St. Gervais, mais aussi dans les propos qui ont été prononcés à l'issue du repas, c'est un homme de foi qui apparaissait, également un homme "avec un cœur gros comme ça", prêt à partager efficacement toute souffrance, d'où qu'elle provienne.

Au cours de nombreuses années de collaboration au sein du Groupe Chrétiens - Tiers Monde, la Cotmec a bénéficié du dynamisme et de l'"impatience tenace" de Bernard Legler. Aussi tient-elle à lui redire un sincère remerciement et tous ses vœux au seuil d'une retraite qui ne manquera pas d'être féconde.

Invitation cordiale

Comme thème de leur après-midi de réflexion, les Communautés de base ont choisi cette année :

La théologie de la libération, questions et chances pour l'Eglise

Pour les aider dans leur démarche, elles ont fait appel au Père Duquoc, o.p., professeur aux facultés de Lyon et de Genève, qui suit de près ce courant théologique et garde des liens étroits avec ses porte-parole.

La rencontre aura lieu samedi 1er décembre, de 14 à 18 heures, au Centre œcuménique de Meyrin (rue du Livron 22).

Tous ceux que le sujet intéresse sont cordialement invités.

Coup de gueule

S'il avait pu le faire, certainement que Pharaon aurait imposé aux Hébreux en plein désert une "consultation populaire" pour rassembler les mécontents (car la Bible nous dit qu'ils étaient nombreux) mais tout aussi certainement Moïse s'y serait opposé.

Le fait que le grand voisin du Nord ait réclamé à cor et à cri des élections au Nicaragua après avoir tout fait (jusqu'au minage des ports) pour couper l'approvisionnement et pour que croisse l'insatisfaction, c'était un piège. Un vilain piège. Le Nicaragua l'a franchi.

Après tout ce que nous avons lu et entendu, nous gardons la conviction qu'il faut parcourir beaucoup de pays du Tiers Monde pour découvrir une consultation de cette qualité. N'en déplaît à ceux qui font la fine bouche en prenant leur point de comparaison dans des pays de vieille démocratie jouissant d'une situation de paix extérieure et intérieure et de prospérité économique.

Cette épreuve franchie, en voilà une autre. L'opinion publique qui tolère sans maux d'estomac le fait que les Etats-Unis entretiennent, arment et portent à bout de bras une opposition armée de 8.000 hommes qui fait quotidiennement de nombreux morts, la voilà qui crie au scandale parce que le Nicaragua se dote d'hélicoptères. Accusant de manie de la persécution un petit Etat dont l'espace aérien est constamment violé et qui sait très bien que, même si le Congrès ne vote pas tout de suite les crédits souhaités par M. Reagan, des réserves ont été faites pour que, durant les prochains mois, on puisse continuer à déstabiliser en paix.

Jusqu'à quand cette escalade de la malhonnêteté ?

DE PASSAGE A LA COTMEC

Le 30 octobre, le Père Ignacio Gutiérrez, s.j., a rencontré des membres de notre commission. Sa fonction : il est vicaire général, responsable de l'important organisme appelé Vicariat de la Solidarité, au Chili. Pour donner une idée de l'importance de ce travail, il nous disait que, les jours de "protestas" (manifestation), il y avait cinquante avocats prêts à intervenir. Appui juridique, mais aussi une quantité d'activités dans le domaine de l'éducation, de l'aide alimentaire, de l'animation populaire...

Dans ce Chili étranglé tant politiquement qu'économiquement, le Père Gutiérrez nous a donné le témoignage d'une liberté chrétienne authentique faite à la fois de don de soi (il ne se faisait aucune illusion quant à son expulsion prochaine) et d'un prodigieux discernement prompt à repérer, parmi les pièges, les espaces du possible. Le gouvernement est prêt à attendre la population sur le terrain de l'affrontement armé, nous disait-il en substance. Malgré toutes les provocations, il est extrêmement important de rester sur le terrain politique, et l'Eglise peut jouer un rôle dans la construction d'un espace de dialogue.

Depuis son passage, le ciel s'est encore assombri. Le 6 novembre le général Picochet annonçait l'état de siège (en clair, le pouvoir de la relégation, d'arrestations à domicile, d'incarcération ailleurs que dans les prisons...). Et le 8 novembre nous apprenions que le Père Gutiérrez s'était vu interdire le retour au Chili.

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

"Notre société n'est pas une société de mort, mais une société tragique. Elle doit choisir; elle peut se tromper; son avenir est entre ses mains. Ne disons pas que tout est perdu ou que tout est réglé d'avance, ce qui est la même chose. Rien n'est joué. Jouons.

R. de Monvallon

"Le dernier mot n'est jamais dit", de Robert de Montvallon, illustré par Piem. Editions "TC".

QUESTION DES REFUGIES Dans le dédale, un excellent guide

Le problème des réfugiés est complexe, touchant de multiples aspects. Pour nous le présenter en quarante pages claires et abordables accompagnées de quelques schémas, il fallait non seulement des compétences techniques, mais aussi de réelles qualités de vulgarisation. Le "groupe de Grancy" — mouvement d'intellectuels chrétiens — qui a signé la brochure, avait l'un et l'autre.

Après avoir repris et illustré quelques données statistiques (ch. 1), on aborde les normes et les procédures en Suisse et dans les pays occidentaux (ch. 2). Le chapitre 3, lui, tente de rejoindre l'opinion publique et le regard en "noir et blanc" qu'il porte sur cette question. Avant de conclure par l'ouverture sur une nouvelle politique d'accueil.

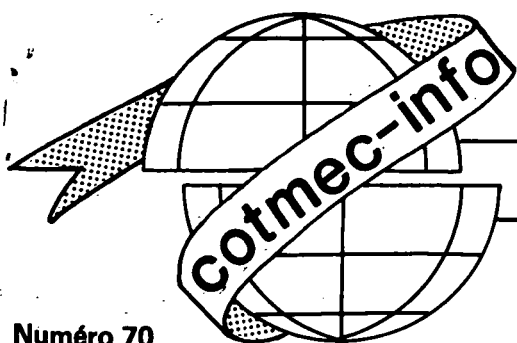
"Réfugiés en Suisse : au-delà du noir et du blanc."
Ed. Domaine public, 40 p., Fr. 4.—. A disposition au secrétariat.

Invitation

Le foyer de réfugiés qui se trouve au numéro 7 de l'avenue Blanc offre à tous la possibilité de participer aux cafés-réflexions qu'il organise le dernier mercredi de chaque mois à 19 h 30. Après un bref exposé sur un thème, s'ouvre une discussion qui permet l'expression et la connaissance mutuelle.

Toujours dans l'intention d'une plus grande ouverture, la cafétéria de ce même centre offre un plat du jour à Fr. 5.50, qui permet de faire connaissance alternativement avec la cuisine de l'Afrique centrale, de l'Erythrée et de l'Amérique du Sud.

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

**QUAND LA LAVE DEVIENT
PIERRE PONCE...**

La pierre ponce, comme chacun sait, est de la lave que l'on a laissée refroidir. Cette pierre ponce peut être très utile, mais celui qui s'en sert ne devra pas trop vite penser qu'il sait ce qu'est la lave et qu'il en a pris dans la main.

Le temps de l'Avent nous a fait réentendre de beaux textes prophétiques. Pour n'en prendre qu'un : *"Préparez à travers le désert le chemin du Seigneur. Tracez dans les terres arides une route aplanie pour notre Dieu. Tout ravin sera comblé, et toute colline sera abaissée"...*

Ce texte, bien sûr, chacun a le droit de l'interpréter à partir de sa situation, de s'en nourrir pour combler sa propre faim. De voir par exemple, dans ces "collines à abaisser", les efforts qu'il a à entreprendre pour renouer le dialogue avec son voisin de palier. De voir, dans ces "ravins à combler", les démarches à faire pour avancer dans le rapprochement entre confessions séparées. Tout cela est bel et bon. A une condition cependant : que l'on se rappelle que ce n'est pas ce qu'Esaïe a écrit, ni ce qu'il a voulu dire !

Déporté lui-même avec quelque 12 000 compatriotes en Mésopotamie, il essaie de soutenir le courage de ses frères. Ses frères qui n'en peuvent plus. Pensez : près de cinquante ans de déportation ! Et ce "chemin" à tracer, c'est celui qui doit permettre à ces déportés de rentrer, à travers des centaines de kilomètres de

désert. Projet fou qui ne peut s'appuyer que sur la force de Dieu. Et c'est pourquoi on se souvient de l'Exode, cette autre folie de Dieu, qui avait fait alors un peuple libre avec une poignée d'esclaves; lui faisant franchir non pas le désert mais la mer, "une muraille d'eau à leur droite et à leur gauche".

Interpréter un texte, c'est prendre un risque. Le risque de lui faire dire ce qu'il ne veut pas dire. Plus grave encore, le risque de l'obliger à taire tant de choses qu'il voulait dire. Ce qui était appel à l'insurrection peut devenir manuel de savoir-vivre. La lave devenir pierre ponce.

En ce temps de Noël, il s'agit d'être sur nos gardes. Que notre Occident ait choisi de faire, le 25 décembre, une fête de la chaleur humaine, une fête de l'enfance et de tant d'autres choses encore... pourquoi pas ? En prétendant trier le bon grain et l'ivraie, n'allons pas faire baisser, ne fût-ce que de quelques degrés, la température d'un monde guetté par le refroidissement.

Mais rappelons-nous que ce n'est pas du tout ce que dit l'Evangile. Pour l'Evangile, Noël c'est, à un moment précis de l'histoire — Quirinius étant gouverneur de Syrie — la naissance d'un enfant. Un enfant, en chair et en os, qu'on appellera Jésus. Ce Jésus qui, plus tard, à l'âge adulte, sera déclaré "messie-Christ" et, plus fou encore, "Fils de Dieu". Dieu prenant visage. Dieu partageant nos fragilités jusqu'à l'humiliation violente de la croix. Dieu partageant aussi la force incandescente de son Esprit. Emmanuel. Dieu avec nous.

A tous nos lecteurs, nous souhaitons une bonne fête de Noël.

**CONTE DE NOEL**

Il était une fois deux jeunes qui s'introduisirent chez une personne âgée. Jusque-là — malheureusement — l'histoire n'a rien d'extraordinaire, mais la suite est déjà plus surprenante.

Lorsque ces jeunes passeront en jugement, notre grand-maman sera là également. Elle tient à demander au juge de se montrer le plus clément possible : "Ce n'est pas qu'une bague ait disparu qui est important, c'est qu'ils puissent s'en sortir..." Mais elle ne va pas en rester là. Elle prendra contact avec le directeur de l'institution où un de ses "visiteurs" purge sa peine et demandera si elle peut le revoir. Avec le directeur, on convient d'un après-midi. Pour la circonstance, le jeune délinquant emprunte un livre de cuisine et met ses "talents" à préparer un gâteau pour le goûter...

"Quand je l'ai revue en face de moi, je me suis dit que j'avais vraiment été un salaud", confiera-t-il au directeur à l'issue de cette chaleureuse rencontre. Mais le mot de la fin doit être laissé à la vieille dame qui, en quittant le directeur, lui a demandé des bulletins de versement. "Oh, ce ne sera pas des grosses sommes ! mais avec quelques amies on peut faire quelque chose pour ces jeunes."

N'est-il pas beau ce conte de Noël ? D'autant plus qu'il est absolument authentique et s'est passé à

Genève il y a quelques semaines. Il n'a certes rien à voir avec les préoccupations habituelles de ce bulletin, mais il méritait qu'on lui fasse une petite place. Comme on épingle une étoile de Noël.



☐ JUSTICE ET PAIX

Le courage d'aborder un dossier brûlant

La sixième Conférence européenne des commissions Justice et Paix s'est déroulée du 13 au 15 octobre à Zurich. Quinze délégations nationales se sont retrouvées pour aborder un thème difficile : "Système bancaire transnational et endettement du tiers monde — responsabilité des banques commerciales."

S'il est d'une urgente actualité, le sujet est également brûlant et plus d'un peut être tenté de renvoyer à leurs oignons les Eglises lorsqu'elles s'avancent sur ce terrain. Le fait d'inscrire ce thème à l'ordre du jour est incontestablement une preuve de courage de la part de la commission Justice et Paix de notre pays, qui assurera durant les années à venir la coordination européenne.

Ci-dessous, nous reproduisons de larges extraits de la réflexion éthique élaborée à l'issue de la rencontre.

1 — *L'endettement renforce la relation de dépendance des pays débiteurs. Cet endettement les prive d'une part plus ou moins large de leur autonomie politique et de leur capacité de promouvoir leur propre développement.*

Une telle dépendance nous paraît inacceptable.

2 — *Quand les banques financent des projets de développement, prennent-elles réellement en compte le critère de l'utilité humaine et économique ?*

Les procédures qu'elles utilisent ne semblent guère aptes à satisfaire ce critère : comment les aménager à cette fin ?

3 — *Par ses interventions de financement, la communauté bancaire a assumé de fait une responsabilité considérable au niveau international, même si cette responsabilité est largement partagée par d'autres acteurs économiques et politiques : Etats industrialisés, Etats du Tiers-Monde, sociétés transnationales...*

Cette fragmentation des pouvoirs et des responsabilités ne peut cependant justifier que l'une ou l'autre catégorie d'acteurs élude ses responsabilités propres.

4 — *Vis-à-vis des Etats débiteurs, les banques commerciales et le FMI imposent des mesures contraignantes d'ordre économique comportant une réduction parfois drastique des moyens d'existence de populations déjà marquées par la misère.*

Une telle situation pousse au désespoir et à la révolte. Ces facteurs de déstabilisation ne portent-ils pas atteinte à la sécurité globale du monde ? Le critère de sécurité et de prudence énoncé par les banques est-il dès lors pleinement pris en compte ?

5 — *La gestion démocratique de l'ordre économique international suppose le maximum de transparence dans les modes de fonctionnement et de décision. Actuellement les mécanismes régissant les circuits financiers sont non seulement complexes, mais souvent plus ou moins masqués, et un certain nombre d'options sont prises discrètement en cercles restreints au niveau international sans aucune forme de contrôle démocratique. Est-il normal qu'il y ait autant d'obstacles pour accéder à des informations engageant l'existence de populations entières ?*

6 — *Le système bancaire est devenu transnational : marché mondial des eurodevises, places financières internationales, banques transnationales, etc. Ceci est une donnée irréversible.*

Il n'existe pas d'instances politiques supranationales capables de réguler la vie économique et financière. Les Eglises ont, depuis longtemps, attiré l'attention sur cette carence; il y a là un vide à combler.

7 — *Les banques ne sont que des institutions, elles sont gérées par des hommes qui sont au cœur des problèmes que l'on vient d'indiquer.*

Certains d'entre eux ressentent avec inquiétude des contradictions entre leurs aspirations humaines et chrétiennes, et les contraintes de leur profession.

Ne devraient-ils pas s'informer encore plus sérieusement sur les conséquences humaines et sociales des mécanismes monétaires et financiers, et des politiques de crédit ?

Ne devraient-ils pas, à l'intérieur de leurs propres institutions, assurer un travail d'information et de sensibilisation sur ces enjeux humains ?

8 — *Dans la perspective d'un tel questionnement et en solidarité avec tous ceux qui, dans la communauté bancaire, portent ces questions, la Conférence européenne :*

- donne mandat au Comité de continuité pour la création d'un groupe de travail international composé d'experts et de membres de commissions nationales afin de poursuivre la recherche entamée;*
- invite les commissions nationales Justice et Paix à engager ou poursuivre une recherche, et un dialogue avec des banquiers, ceci en se basant sur les rapports des groupes de travail de la conférence;*
- invite les mêmes commissions à conscientiser l'opinion publique.*



UGANDA

"Avoir un fusil, c'est avoir raison"

"Ce qui était neuf pour moi, ce n'était pas la pauvreté ni la violence, mais la terreur quotidienne et acceptée. Les Ougandais vivent au jour le jour et leur seul espoir est de survivre." Ces paroles, dans la bouche d'un coordinateur médical d'un organisme humanitaire qui a déjà séjourné en Thaïlande, en Somalie et en Angola, ne sont guère rassurantes.

S'il n'est pas question de regretter Idi Amine Dada, force est de constater que lui, au moins, tenait l'armée en main. Ce n'est plus le cas maintenant. Ne recevant pas leur solde, les militaires sont prêts à toutes les exactions, mettant ainsi les paysans dans une situation de servage. Les massacres collectifs ne sont pas rares; de plus, chacun sait qu'il peut payer un militaire pour se défaire d'un ennemi personnel. Les prix sont établis.

Si les autorités avancent le chiffre de 10 000 morts depuis l'avènement du président Obote, certains observateurs pensent qu'il faut multiplier ce chiffre par trente.

Et tout cela dans le silence. A peine troublé en cas de prise d'otages occidentaux. C'est que les organisations internationales humanitaires se doivent d'être discrètes si elles veulent continuer à œuvrer. De plus, c'est un conflit à l'intérieur des frontières d'un Etat, conflit qui ne semble pas exploitable dans les affrontements Est-Ouest.

Dès lors, comment arrêter l'hémorragie de ce peuple de 14 millions d'habitants ? Quelle pression exercer sur les autorités en place, particulièrement sur le président Obote afin qu'il consente à associer au pouvoir ceux qui ne sont pas de son bord, beaucoup plus nombreux que lui ?

Pourquoi relater une situation tellement sombre ? On ne le fait pas sans hésitation. Et pourtant, se taire n'est-ce pas retarder d'autant la recherche de solutions qui ne sont trouvées généralement que sous la pression de l'opinion publique ? N'est-ce pas aussi priver l'aide humanitaire de soutiens possibles ?

■ URUGUAY La fête pour le retour du printemps

Comment un petit pays de 3 millions d'habitants — appelé la Suisse de l'Amérique latine eu égard à son niveau de vie et à la solidité de sa tradition démocratique — a-t-il pu devenir depuis 1973 une dictature impitoyable puis redevenir une démocratie ? Cette démocratie qui a choisi le 25 novembre son 74^e président : l'histoire récente de l'Uruguay défie l'entendement.

Ceux qui ont vu le film "Les yeux des oiseaux", que commentait le pianiste Miguel Estrella, ne sont pas près d'oublier à quelle perfection scientifique était parvenue la dictature. Une dictature informatisée, "en gants blancs" selon l'expression du Père Aguirre, pas la plus sanguinaire — elle n'a pas cherché à éliminer les opposants — mais certainement la plus totalitaire. Et le Père Aguirre sait de quoi il parle, lui qui n'a cessé de l'affronter en fondant depuis 1980 déjà une organisation de défense des droits de l'homme.

"Nous refusons l'affrontement violent parce qu'il ne nous garantirait pas la chute de la dictature et qu'il coûterait cher en vies humaines. Cette dictature nous l'avons vaincue politiquement mais pas militairement. Elle garde toute sa capacité de répression." Ces propos confiés au journaliste du journal "Le Monde" par un responsable du parti "Colorado" donne bien le ton et délimite l'étroite marge de manœuvre. Car, en juin encore, on réprimait et on emprisonnait; et ce n'est guère que depuis trois mois que journaux et partis ont retrouvé droit à la parole.

Le choix du peuple s'est arrêté sur Julio Sanguinetti, du parti "Colorado". Avocat de 49 ans, il a fait de la réconciliation nationale le thème principal de sa campagne. Au niveau international, il est celui qui convient le mieux à la Maison Blanche et a annoncé une position ouverte à l'égard du Fonds monétaire international. En lui accordant quelque 100.000 voix de plus qu'à son rival de centre gauche (parti Blanco), le peuple uruguayen a choisi la prudence.

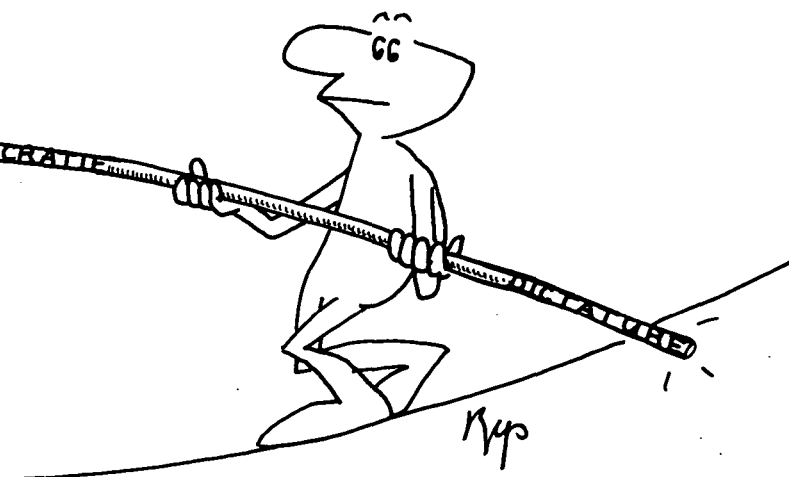
Des questions restent, bien sûr. Comment sortir d'une situation économique catastrophique (l'an passé, le service de la dette de 5 milliards de dollars a mangé plus du 40 % des recettes d'exportation; le chômage atteint 15 % et le salaire réel a baissé de 50 %) ? Et surtout, comment un recours au FMI, avec les mesures qu'il ne manquera pas d'imposer, ne produira-t-il pas les mêmes effets que dans les années 70 : des troubles sociaux et le "secours" de l'armée pour les mater ?

Mais à chaque jour suffit sa peine. Pour l'heure Montevideo est à la joie. Comme tous les Uruguayens qui sont à l'extérieur de leur pays. C'est l'un d'eux qui nous confiait, les yeux débordant de joie : "...no cambia todo, pero cambia mucho." (Cela ne change pas tout, mais cela change beaucoup.)

► Signalons dès maintenant l'intéressant séminaire tiers monde qui se tiendra au Louvain (NE) les 2 et 3 février prochain 1985. Son thème : Cultures en dialogue.

Il est organisé par MM. Forster (Institut universitaire d'études du développement, Genève), Gern (Université de Neuchâtel) et Renaud (Centre du Louvain). De plus on fera appel à de nombreux intervenants de différentes nationalités.

Programme détaillé et inscriptions : Le Louvain, tél. (038) 57.16.66.



■ ACTION DE CAREME Un vibrant soutien

La campagne 1984 avait choisi un thème qui, dans notre pays, est brûlant : "l'argent". Si on fait la part de quelques croquis un peu simplificateurs, ce thème pas facile avait été présenté avec compétence (nous pensons aux réflexions du professeur Biéler, notamment).

Pourtant, un certain nombre de chrétiens avaient été choqués et l'avaient dit haut et fort. Ils y avaient vu un soutien inadmissible à l'initiative contre l'abus du secret bancaire. Combien étaient-ils, ces chrétiens irrités ? Etait-ce une majorité qui désapprouvait l'Action de Carême ?

Aujourd'hui, on peut répondre à cette question en toute certitude. Chiffre en main, on constate que c'est le contraire qui est vrai. Avec une augmentation de 11 % par rapport à l'an passé, la Suisse romande enregistre une augmentation jamais atteinte dans le passé. Plus significatif encore : l'argent destiné explicitement à l'impression du calendrier a passé de Fr. 2.400.— en 1983 à 12.000.— en 1984 !

En clair, certains chrétiens souhaitent une Action de Carême docile et discrète qui se garde bien de quitter les passages cloutés tracés par les tenants de l'ordre établi. Mais ils ne sont pas si nombreux que le bruit qu'ils font pourrait le laisser croire. Par contre, beaucoup plus nombreux sont ceux qui souhaitent une Action de Carême qui aille dans la ligne de ce que ne cessent de demander des personnalités comme Mgrs Camara, Arns, Gregory, pour reprendre quelques-uns des invités récents : être coûte que coûte avocat des plus pauvres auprès des chrétiens de ce pays. Ce pays où se prennent tant de décisions qui peuvent transformer leur vie (pensons par exemple au problème de l'accueil des capitaux en fuite ou à celui de l'endettement...).

Cet enseignement, sous forme d'encouragement, il s'adresse aux évêques, qui, dans l'Action de Carême, ont un poids décisif. Il s'adresse également à tous les collaborateurs de l'Action de Carême, et particulièrement à M. Lüthiger, son nouveau directeur.

► "LA FLAMME DE LA PAIX"

Cette année encore, à travers les cinq continents, des bougies s'allumeront le soir du 24 décembre. Ceux qui veulent participer à cette action œcuménique peuvent prendre contact à l'adresse suivante : Noël pour la Paix. Action œcuménique internationale. 24, rue Gourgass, 1205 Genève. Tél. : 28.14.20.

● Lecture : un témoin à découvrir

Le livre "Louis Dalle, un homme libre" est un de ces livres qui vous font du bien. Tout simplement. Facile à lire comme le récit d'une vie, il nous fait faire la connaissance progressive de celui qui deviendra l'évêque d'Ayaviri (Pérou), mort dans un accident d'autocar le 8 mai 1982.

Issu d'une famille paysanne du Massif central de quinze enfants, passé par le creuset du camp de concentration, ce diable d'homme semble avoir été taillé sur mesure pour être au service d'un diocèse où les paroisses ont la grandeur de nos cantons, et leur altitude celle de nos Alpes. Avec un corps aux ressources peu communes, qui lui permettra de parcourir dans tous les sens cet immense territoire, et par tous les moyens. "Risquer sa vie deux fois par mois, ce n'est pas de l'héroïsme, c'est de l'hygiène mentale", écrira-t-il à un proche avec humour. Avec une foi et une spiritualité que rien ne pourra ébranler.

Au fil des années, il va cheminer à la découverte de l'âme indienne, consacrant tous ses efforts à la faire aimer et à la défendre de toutes les menaces qui continuent à peser sur elle. C'est comme une "naturalisation" : "Je sens l'Indien" écrira-t-il. Et cette naturalisation va le rendre étranger à plus d'un. Etranger à certains de ses confrères évêques, étranger aux instances romaines et au nonce qui les représente à Lima, étranger à une certaine élite locale qui ne supporte pas la parole de ce défenseur des pauvres.

A travers ses extraits de lettres, on redécouvre, sous un autre angle, des événements récents de l'Eglise : Conférence de Puebla, synodes des évêques... Sans que l'actuelle discussion sur la théologie de la libération soit abordée, on en comprend beaucoup mieux les enjeux en refermant ce livre.

Il se peut que, dans les premières pages, le lecteur soit agacé par la façon dont l'enfance de Louis Dalle est décrite. L'encre utilisée est quelque peu bleu ciel en effet. Que le lecteur persévère; après la source il ne tardera pas à trouver le torrent. Un torrent revigorant.

"Louis Dalle, un homme libre." Gabriel Campredon, Ed. du Rouergue. 254 pages. Fr. 25.-. Il peut être commandé à l'Association Carabaya - CCP 12-16603 en précisant le titre du livre sur le coupon du bulletin de versement.

.....

Louis Dalle n'était pas homme d'archives. Qu'il ait conservé ce papier glissé un jour dans sa main ne le rend que plus significatif :

VONT-ILS DONC NOUS FAIRE TAIRE ?

"Evêque gringo, ferme-la !" voilà ce qu'on te dit Et on te le dit parce que tu leur parles de justice.

"Chien d'Indien, ordure, ferme-la !" C'est ce qu'ils m'ont dit / également à moi et à coups de pied ils m'ont jeté au cachot. / Seulement pour avoir demandé un peu de terre, / seulement pour un peu de pain / et ne pas entendre pleurer le ventre de mes gosses, / seulement pour avoir réclamé le juste prix de ma sueur, "Tais-toi sale Indien !" qu'ils m'ont dit !...

L'Indien et l'Evêque c'est donc pareil / qu'ils nous traitent à présent... Et ça c'est bon !

Evêque gringo qui nous défends, comme le fait aussi notre curé, / tu es un vaillant ! tu es un Homme ! Pour nous tu t'étais fait déjà un vrai Péruvien, / et voilà que joliment, pour de vrai, tu t'es mis de notre côté. / Ça, pour sûr, ce doit être quelque chose de chrétien !

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Aux amis handicapés qui régulièrement agrafent ce bulletin, nous redisons nos remerciements. Nous leur souhaitons de bonnes fêtes et de bonnes vacances.

● ● ● ● ● ● ● ●

Rappelons que, en collaboration avec la Commission tiers monde protestante, nous publions un petit bulletin d'information sur l'Amérique centrale. Sur demande au secrétariat. Le numéro 3 vient de sortir.

■ CHILI Un silence menaçant

Du Chili, les journaux ne parlent plus guère. Non qu'il ne s'y passe rien; mais on parvient à faire taire ceux qui pourraient nous informer. Le texte ci-dessous, extrait de la lettre des évêques aux catholiques du Chili et qui date du 16 novembre, donne une idée de la situation :

... "Nous considérons comme très grave — et les fidèles doivent le savoir — que des actions pastorales de l'Eglise comme la XIIIe semaine sociale du Chili aient été interdites, qu'un Vicaire Episcopal soit empêché de rentrer au pays et qu'ait été interdite la parution d'une publication de l'Archevêché de Santiago.

Si la lutte contre le terrorisme et la délinquance sont une obligation qui incombe à tout gouvernement, cela ne saurait autoriser personne à humilier, à terroriser ou à maltraiter des gens. Pourquoi, à un peuple déjà tellement écrasé par les difficultés économiques, imposer une nouvelle et imméritée pénalité qui a nom : menace, violation des domiciles, destruction des outils de travail, mauvais traitement ? (...)

Nous suggérons à tous les évêques d'élargir à leurs diocèses respectifs la journée de prière et de jeûne décidée par l'archidiocèse de Santiago, fixant chacun la date la plus appropriée."

Cet appel a été entendu par un groupe de Chiliennes habitant dans notre ville. Il s'est concrétisé, avec l'appui de notre commission, en une journée de jeûne dans l'église du Sacré Cœur, terminée en fin d'après-midi par une célébration. Un de ces temps forts où la Parole de Dieu apparaît dans toute sa puissance parce qu'elle retentit dans un ciel lourd de menace. Un temps fort où la souffrance devient prière et solidarité.